

05-150

La Syrie veut obtenir un « pacte de sécurité » avant tout retrait du Liban

Le président Sadate estime que les « intérêts français » pourraient expliquer les « hésitations » de Paris

Le prince Fahd : les États-Unis doivent établir un dialogue avec l'O.L.P.

se répandre encore plus de sang.
Nous invitons les Etats-Unis à prendre en considération les véritables premières du conflit du Proche-Orient, en commençant par reconnaître les drâtes du

«... nous le temps à servir les
marchés pétroliers internatio-
naux. Mais le royaume ne peut,
un jour, continuer à supporter éter-
nellement le poids de la cons-
truction européenne, construite
pour beaucoup, à faire apparaître
une attitude européenne qui sera
un appui à la cause de la paix
dans notre région.»

A TRAVERS LE MONDE

100

صَبَا مِنْ الْأَهْلِ

AFRIQUE

DIPLOMATIE

Empire Centrafricain

SELON DES TÉMOIGNAGES CONCORDANTS

L'armée a massacré au moins quatre-vingts jeunes gens le 18 avril à Bangui

L'absence à Bangui de représentants des agences de presse internationales, tenue de longue date pour indésirable, et, plus récemment, l'absence de la presse internationale, ont permis à l'armée centrafricaine de mener à bien son opération de répression sans que les médias ne soient informés de la situation de l'empire.

En effet, la gravité des troubles qui, du 18 au 22 janvier dernier, ensanglantèrent la capitale centrafricaine, avait été largement soupçonnée (le Monde du 24 janvier). La répression des manifestations étudiantes fit, à l'époque, au moins cent morts et plusieurs centaines de blessés. Or, Bangui a été quatre mois plus tard le théâtre d'une nouvelle vague de répression. Selon plusieurs témoignages concordants et dignes de foi, il nous est parvenu ces derniers jours, l'armée centrafricaine aurait massacré au moins quatre-vingts jeunes gens à Bangui, dans la nuit du 18 au 19 avril. Il semble, en effet, que le régime impérial, désorienté par la mort de la contestation, ait opté pour une répression aveugle. Les témoignages permettent de reconstituer la trame des événements qui ont conduit aux massacres d'avril.

Le 19 janvier, une semaine après les premières manifestations étudiantes, les enseignants déclenchèrent un vaste mouvement revendicatif. Leurs adresses n'ont pas été versées depuis deux mois. Réunis au centre protestant pour la jeunesse, ils rédigèrent une motion à l'adresse du gouvernement. Ce texte exige le

paiement des salaires le 28 de chaque mois et demande l'abolition de l'ordonnance qui accorde, sur ce chapitre, priorité absolue aux militaires et policiers.

Après avoir, dans un ultimatum, laissé planer la menace d'une fermeture des établissements d'enseignement, le premier ministre, M. Henri Malou, fut contraint d'accepter les revendications des enseignants, conformément au vœu des enseignants, que la motion soit lue sur les ondes de la radio nationale. Le gouvernement parut surpris par la détermination nouvelle du corps enseignant. Au cours de plusieurs rencontres de travail avec l'empereur, celui-ci a pu constater que les fonctionnaires avaient perdu leur docilité.

Les grèves s'étendirent aux autres secteurs de la fonction publique : ministères des finances, banques, Société nationale énergétique, industrie cotonnrière. Les caisses de l'Etat sont vides. Certaines autorités ont été mises au chômage. Le ministre de l'éducation, M. Kazouy, alloua la paye, pour payer lui-même les fonctionnaires. Un décret gouvernemental interdit le régime des salaires de l'administration par l'intermédiaire des banques. Seule une vigoureuse intervention des autorités bancaires empêcha le gouvernement de rapporter cette décision.

L'empereur lâche un peu de lest en acceptant, dans la fonction publique, une réévaluation des plus bas salaires. En province, le mécontentement paysan est vif. Pour la première fois, en effet, l'Union nationale de Centrafrique, organisme d'Etat chargé de réguler par chèques le montant de la récolte, dans un pays dépourvu de tout réseau bancaire rural. Plusieurs services administratifs sont attaqués dans des chefs-lieux de préfecture. Le commandant de la place d'Arras de Bouar est gravement blessé. Il sera hospitalisé en France.

A Bangui, la révolte continue de monter. Le 22 janvier, les lycées sont envahis par l'armée. De nombreux élèves appréhendés, les élèves retenus d'y pénétrer. Le 3 mars, trois hauts fonctionnaires, soupçonnés d'avoir soutenu la cause des étudiants, sont arrêtés puis exécutés dans leur village. Il s'agit de M. Alphonse Bague, directeur de l'école normale, Nicolas Gomon, professeur du lycée Boganda, et Daniel Moutou, fondé de pouvoir à la Banque nationale. Enlèvement et exécution déclenchèrent ensuite une grève de quarante-huit

heures. Le gouvernement recula, ramena à Bangui les trois personnalités et promet de ne plus arrêter personne.

Pourtant, le 8 avril, des étudiants sont à nouveau incarcérés en même temps que le ministre de l'éducation, M. Barthélémy Yangongo, convaincu d'avoir rédigé des tracts pro-soviétiques. Le lendemain, à la suite de nouvelles manifestations, l'armée investit l'université. Les réactions quotidiennes se poursuivent dans les églises et les écoles périphériques. Le 17 avril, au cours d'un rassemblement à Notre-Dame d'Afrique, église du quartier populaire de Boy-Rabba, des policiers infiltrés et munis de balles-balles sont repérés et molestés.

La grande rafle

Et c'est le prendra rafle du 18 avril. L'armée cerna les quartiers du nord de la capitale considérés comme réfractaires aux mesures d'intimidation gouvernementales : Boy-Rabba, Gohongo, Fou et Gélébadja. Elle se livra ensuite à une chasse à l'individu qui se solda par deux cent cinquante arrestations. La suite, nous l'avons dit, est connue. Les troupes du régime centrafricain, soutenant un chef d'Etat qui pour, par deux fois, de laisser massacrer des dizaines de jeunes ?

« Les soldats entrent au hasard dans les maisons, emmènent les adolescents qu'ils trouvent et même quelques adultes. On leur dit le cas d'une famille dont les deux fils ont été enrôlés. Certains parents s'opposent très courageusement, avec succès d'ailleurs, à l'arrestation de leurs enfants, mais le plus souvent les soldats ont été surpris par la mort de leur fils. Les gens du quartier entendent tout à la fois les cris de douleur des jeunes, maltraités, piétinés, blessés à la baïonnette. Un enfant est tué avec le couteau de poche trouvé sur lui. Beaucoup meurent de leurs blessures ou par asphyxie. Les cadavres abandonnés où ils sont entassés

dont hermétiquement closes. Dans une cellule, sur les trente occupants, deux seulement sont sortis vivants.

« On pense qu'il y a eu peu près quatre-vingts morts, poursuit le témoin. On les enterra dans les fosses communes et on interdit aux familles de pénétrer au cimetière. Dans une conférence prononcée le lendemain au château Boganda, devant le corps diplomatique, Bokassa annonce que, dans un pays de civilisation, il ne faut pas laisser les corps des soldats subis. De la fusillade de janvier au début mai, les établissements scolaires, l'université mise à part, n'ont presque pas été fréquentés. Les élèves, souvent interrogés par les policiers, avaient trop peur. A ce jour encore, beaucoup d'enfants du primaire n'osent pas quitter leur quartier.

La double répression, de janvier et d'avril, a-t-elle brisé la contestation ? Rien n'est moins sûr. Les étudiants soutiennent au contraire que la population a des désempolement. « On leur a dit ce qu'elle pense », le soldat d'assaut de l'empereur aurait-il dit cette évolution ?

Enfin, on doit s'interroger sur l'attitude du gouvernement français envers le régime centrafricain. Soutient-il toujours un chef d'Etat qui pour, par deux fois, de laisser massacrer des dizaines de jeunes ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Amnesty International dénonce, dans un communiqué diffusé à Paris lundi 14 mai, l'arrestation et le traitement infligé à des enfants le 18 avril par les soldats de la garde impériale de Bokassa I^{er}. Selon l'organisation humanitaire, certains enfants ont été lapidés, d'autres ont été asphyxiés ou sont morts sous les coups de baïonnettes et de balles clobettes. Amnesty estime que « à priori ce sont des enfants qui ont été tués ou qui ont été blessés et que leur mort a été causée par des soldats qui ont été entraînés à tuer ».

Depuis 35 ans, le Journal spécialisé

« Les Annonces » est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partout 2 F et 36, rue de Mafie, 75011 PARIS

LES ENTRETIENS DES « NEUF » A MERCUÈS

Lord Carrington a voulu persuader ses collègues de sa bonne volonté européenne

« Lord Carrington, nous a informés que, pour le nouveau gouvernement britannique, l'Europe était considérée une sorte de priorité et que son gouvernement « était prêt à apporter une contribution positive », a déclaré aux journalistes M. François-Poncet, après les entretiens privés des ministres des Affaires étrangères des Neuf, samedi 12 et dimanche 13 mai au château de Mercuès (Lot).

« Lord Carrington a fait preuve d'une extrême courtoisie et d'une expérience remarquable en matière de politique internationale et communautaire », a ajouté le ministre français qui présidait la réunion.

Le premier contact du nouveau secrétaire au Foreign Office avec ses collègues de la Communauté

était le seul événement des entretiens de Mercuès. Lord Carrington a de toute évidence, fait une impression favorable. Nul ne pense que la Grande-Bretagne renoncera à défendre ses intérêts, notamment dans la discussion des grands dossiers en suspens (politique agricole, pêche, contribution britannique au budget), mais les partenaires de Lord Carrington croient qu'il cherchera des solutions communes au lieu de s'opposer comme le gouvernement travailliste, à multiplier les démonstrations de fermeté à usage interne.

La préparation

du sommet de Tokyo

Les Neuf ont commencé à préparer le Conseil européen de Strasbourg (12-23 juin), qui préparera lui-même le sommet des grands pays industrialisés de Tokyo (23-28 juin), où les problèmes énergétiques seront au cœur des débats. (A ce propos, une réunion a été faite à Mercuès au rôle d'initiateur à la hausse du marché pétrolier de Rotterdam.)

Au sujet de l'élargissement, les Neuf semblent peu désireux d'accroître les négociations, comme le souhaitait Madrid, et sont manifestement très préoccupés de la situation en Turquie, en Iran et au Proche-Orient. Sur ce dernier point, avec des nuances, les appréciations sont assez proches. Les exécutifs israéliens en Cisjordanie, y compris Jérusalem, sont sévèrement jugés. Les inquiétudes françaises sur la situation au Sud-Liban (où deux autres pays de la Communauté, l'Irlande et les Pays-Bas, maintiennent des « caques bleus ») sont largement partagées.

En Afrique, les Neuf veulent maintenir leur pression sur Pretoria pour obtenir une solution en Namibie. La Rhodésie n'a été que brièvement mentionnée. Le gouvernement britannique n'a pas fixé sa position, et ses partenaires lui reconnaissent une responsabilité particulière à cet égard. Les Neuf escomptent que la situation Soudan-Somalie, en Asie, les mises de plus en plus sur la situation de l'Etat du Sud-Est asiatique (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) pour jouer un rôle stabilisateur.

Les relations Est-Ouest ont été peu évoquées. M. François-Poncet a rendu compte du voyage de M. Chacón Erazo à Moscou, faute de disposer de textes complets. Les Neuf ont rompu à plus tard l'examen de SALT 2.

MAURICE DELARUE.

POUR LES « INVESTIS » L'ACCORD SALT 2 EST « UN TRIOMPHE DE LA RAISON »

Moscou (A.P., A.F.P.). — Les Neuf ont publié samedi 12 mai le premier commentaire autorisé soviétique sur l'accord SALT 2, précisant que le traité est « un triomphe d'endurance et de patience, un triomphe de la raison » qui servira de test pour la « responsabilité politique et la maturité » des Etats américains.

L'orsque du gouvernement soviétique ajoute que l'annonce de la rencontre Brejnev - Carter est « nouvelle longtemps attendue » et « un événement d'une énorme importance » mais l'auteur de l'article, M. Kandrachov, se déclare préoccupé par l'attitude des sénateurs américains qui ont exprimé des réserves. Il écrit : « Alors que le traité a été pratiquement approuvé et préparé par les négociateurs par les gouvernements, des incertitudes subsistent en ce qui concerne la ratification du Sénat américain ou l'approbation d'un traité exige une majorité des deux tiers ». Les adversaires du traité rassemblent leurs forces.

L'ambassadeur Andreï Sakharov estime aussi que l'annonce de la prochaine signature de l'accord SALT 2 est un événement « de la plus haute importance » et s'engage que le traité servira de base à de nouveaux accords limitant les armements nucléaires. Le physicien soviétique, porte-parole de la doctrine en U.R.S.S. se félicite du principe de l'accord, mais se refuse à commenter les dispositions qu'il ignore le détail.

On nous trouve sympa.
Beaucoup de clients
ont été assez sympa pour
nous le dire.



Il y a 5 ans, nous lançons le permis de râler : c'était une carte d'appréciation que chaque client pouvait remplir en fin de voyage.

Nous couvrons le risque d'avoir parfois des jugements défavorables : c'était un risque mais aussi un stimulant. Depuis qu'elle existe, cette carte d'appréciation a été plutôt une carte d'approbation. Dans l'immense majorité, nos clients ont trouvé nos voitures conformes à nos promesses.

Par ailleurs, beaucoup de nos clients nous ont trouvés accueillants et ont été assez gentils pour nous le dire. Aujourd'hui, dans chaque voiture que vous louerez chez nous, vous continuerez à trouver une carte d'appréciation. Et bien qu'il vous soit toujours permis de râler, sachez que nous continuerons à tout faire pour que vous n'ayez jamais à le faire.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation. Tel. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel et d'autres grandes marques.



Opel Rekord

Avance des voitures Opel.

AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

SCIENCES-PO

2 centres : quartier Issin ou Neully
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.94, 745.05.18
Groupe de professeurs

LE MONDE diplomatique

NUMERO DE MAI

L'HIVER DU SOCIALISME

(Michel Beaud)

LE PARLEMENT FRANÇAIS ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

(Enquête d'Alain Roufflet)

LA « VOIE ROUMAINE » ET LES CONTRADICTIONS D'UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE

(Serban Orescu)

LA RÉUNION DE LA CNUCED A MANILLE

UN « MONDIALISME » SUR MESURE

Ouvrir le voile à une refonte des règles du jeu (Gemma Cane, secrétaire générale de la CNUCED). — L'urgence et la complexité (Claude Julien). — Vers une nouvelle vague de technologies (Semir Amel). — Un « nouvel ordre » pour les multinationales (Edmond de Clerville). — Tentative de technologie et services du capital (Dietrich Ernst). — Le verdict des faits (Rudolf H. Strehm). — Droit à l'éducation ou éducation à l'économie (Christophe Bachelier). — La CNUCED à l'heure du « réalisme » (Maurice-Claude Calais).

ARGENTINE :

- UN NOUVEAU DESTIN DE GRANDEUR POUR L'ÉCONOMIE (Bruno Suter)
- Les atteintes aux droits de la défense (Lucio Garza Macedo, María Fedeora et Omar Moreno).

LA GUERRE DES TARIFS AÉRIENS

- Le transport aérien mondial face à la politique électorale de dérégulation (Guy Bass, directeur général de l'Institut du transport aérien).
- La convention de Chicago, rôle du jeu international (Yves Lambert, secrétaire général de l'O.A.C.I.).

ÉTATS-UNIS : Le « suicide collectif » de Guyana vu par la presse américaine : se rade coup ou mythe du fait brut (Marie-France Toinet).

ASIE : L'avenir de la viticulture à Manille : Tondo, le plus grand bidonville d'Asie (Daniela Gervasi).

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Graham Greene, ou l'avocat du diable (Marie-Françoise Allain).

LIVRES : « L'Europe sans les mots », d'Yves Delahaye (Yves Florence). — Crise et reconquête de la classe ouvrière (Pierre-Nadi Gervasi). — « L'Internationale », de Rudolf Behre (Daniel Singer).

RECHERCHES UNIVERSITAIRES : Atomes pour la paix (Charles Zanghela).

CINÉMA POLITIQUE : La télévision et les enfants.

INTERROGATIONS : L'art de désigner des écrivains en quatre. L'activité des organisations internationales.

8, rue des Italiens, 75271 Paris Cedex 08.
Publication trisemestrielle en France - En vente partout.
Le numéro : 9 francs.

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueilli en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
8, rue LAFAYETTE, PARIS 8
Tél. 01.47.36.80.80

L'Antan
38, rue Vanneau - Paris 7^e
le charme d'antan
le confort d'aujourd'hui
« Accueilli du lundi au samedi »

Placez votre capital
fichier en actions

Pour constituer, structurer, déconstruire, analyser, transformer, gérer votre fichier, TSI vous propose une expérience informatique formée sur le terrain. Quel que soit l'objet de votre fichier : droit, médecine, VPC, presse, édition, clients et prospects de commerce ou de l'industrie, associations, loisirs, caisses de retraite, etc., TSI vous aidera à en faire un instrument performant, géré, si nécessaire en temps réel, et permettant l'édition de messages ordinaires personnalisés.

Pour la présentation de ces courbes de collaboration ou une étude de prix, contactez :

TSI
TÉLÉSERVICE INFORMATIQUES
60, rue Ste-Marie 75002 Paris
Tél. 204.48.47 et 204.287.77
L'INFORMATIQUE PERSONNALISÉE

EUROPE

Italie

La participation de l'armée à la prévention du terrorisme n'empêche pas les attentats de se multiplier

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement de M. Andreotti s'est décidé, le 10 mai, d'associer l'armée italienne à la prévention du terrorisme. Cette mesure inédite ne semble pas avoir beaucoup impressionné les auteurs d'attentats : depuis quelques jours, ils se signalent par des actions spectaculaires dans plusieurs villes du pays.

Ce lundi 14 mai, vers 11 h 30 du matin, une forte charge de dynamite a explosé devant le palais royal de Caserta, endommageant une quinzaine de véhicules en stationnement et faisant subir une importante cavalcade. Gênes par l'est qui envahissent les rues voisines, les forces de l'ordre ont immédiatement renforcé la surveillance du palais. Quelques instants plus tard, deux explosions ont été signalées devant des sièges de la démocratie chrétienne et du parti social-démocrate.

A Milan, c'est le *Corriere della Sera* qui a été victime du terrorisme. Deux personnes armées se sont introduites dans l'un de ses garages, mettant le feu à sept bureaux de distribution de journaux. D'autres attentats ont eu lieu durant la fin de semaine. A Rome, où un conseiller local de la démocratie chrétienne a été enchaîné et photographié devant son domicile. A Bologne, où deux hommes armés et masqués ont mis le feu à une entreprise qui travaille pour la prison. A Maggiora, près de Milan, où un poste de police municipale a été pris d'assaut et à moitié incendié.

Quant aux attentats, on les attendait à Rome, où leur manifestation avait été interdite, mais à Milan qu'ils se sont distingués samedi. Une réunion électorale devait être organisée par l'extrême droite, s'associant aux propositions de plusieurs groupes révolutionnaires, les militants de l'autonomie ont descendu dans la rue et ont affronté pendant deux heures les forces de l'ordre. Plus quelques blessés, un autobus incendié, de nombreuses voitures et vitrines endommagées.

Dans la capitale, en revanche, les attentats ont dû renoncer à leur manifestation.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai. « Nous ne pouvons pas nous laisser éliminer par la droite », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai. « Nous ne pouvons pas nous laisser éliminer par la droite », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

ASIE

Japon

La « visite privée » de M. Pomiatowski

De notre correspondant

Tokyo. — C'est donc venu faire à Tokyo, où il vient de passer une semaine, M. Pomiatowski, ambassadeur itinérant du président de la République ?

« Une visite privée », tranche d'emblée l'ancien ministre de l'Industrie, et l'ambassadeur d'honneur de la République indépendante. L'homme de l'« Europe », qui vient de parcourir le monde, d'Amérique latine au Proche-Orient, chargé de missions spéciales par le président de la République, du moins à en croire les formules des cartes d'invitation. Et les seraient assurément marqués d'apparence aujourdhui, car il n'est pas un homme d'État, mais un homme d'État. Fût-elle sous couvert d'une « visite privée », la mission de M. Pomiatowski, sentelle-t-il, d'informer des conditions dans lesquelles pourrait se dérouler une éventuelle visite de M. Glazov d'Ensign au Japon. « C'est au chef du *Fret d'urgence* son intention », nous dit M. Pomiatowski. Certes, il reste qu'une visite au Japon n'a pas encore été repensée, les relations Europe-Japon en dépassant les signaux des différents commerçants assurement des motifs multiples et, pour les seconds, répondant à une nécessité profonde. Mais s'il n'est pas le seul motif de la visite de M. Pomiatowski, peut-être que le moins qu'on puisse dire est que, pour « privée » qu'elle soit, la presse française à Tokyo et à Paris fut sollicitée de le « couvrir ». Opération de campagne électorale à 15 000 kilomètres de la capitale.

Des thèmes de réflexion destinés à repenser les relations Europe-Japon en dépassant les signaux des différents commerçants assurement des motifs multiples et, pour les seconds, répondant à une nécessité profonde. Mais s'il n'est pas le seul motif de la visite de M. Pomiatowski, peut-être que le moins qu'on puisse dire est que, pour « privée » qu'elle soit, la presse française à Tokyo et à Paris fut sollicitée de le « couvrir ». Opération de campagne électorale à 15 000 kilomètres de la capitale.

PHILIPPE PONS.

AMÉRIQUES

Uruguay

Un membre de la junte affirme que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981

De notre correspondant

Montevideo. — Les chefs des trois principaux partis en lice pour les élections générales du 20 mai prochain ont en l'occasion, dimanche 13 mai, de présenter leurs idées au cours d'un débat télévisé. M. Truduen, premier ministre, a déclaré que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981. M. Truduen, premier ministre, a déclaré que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981. M. Truduen, premier ministre, a déclaré que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

Canada

La campagne électorale

LE CANDIDAT CONSERVATEUR A PRIS L'AVANTAGE

De notre correspondant

SUR M. TRUDEAU AU COURS D'UN DÉBAT TÉLÉVISÉ

(De notre correspondant)

Montreal. — Les chefs des trois principaux partis en lice pour les élections fédérales du 20 mai prochain ont en l'occasion, dimanche 13 mai, de présenter leurs idées au cours d'un débat télévisé. M. Truduen, premier ministre, a déclaré que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981. M. Truduen, premier ministre, a déclaré que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981. M. Truduen, premier ministre, a déclaré que le pouvoir sera rendu aux civils en 1981.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

« Le mouvement protestataire doit montrer que la démocratie chrétienne et la gauche berlusconienne s'associent », déclarent les Brigades rouges dans un communiqué du 11 mai.

صكنا من الاملا

Le Monde le débat européen

Le président de la République n'a pas à recommander telle ou telle liste, déclare M. Giscard d'Estaing

M. Giscard d'Estaing a évoqué dimanche 13 mai, au cours du R.P.L., son voyage en Alsace et les élections européennes. Il a déclaré : « Le président de la République n'a pas à recommander telle ou telle liste dans la candidature européenne... »

« LA LETTRE DE LA NATION » : les apparences sont sauves.

Lans la Lettre de la Nation, Organe du R.P.R. du 14 mai 1979, Pierre Chappuy écrit : « Plus heureux que le président de la République... »

M. François Mitterrand DEMANDE AU P.S. DE SE MOBILISER

M. Mitterrand a lancé, dimanche 13 mai, à Saint-Etienne (Loire-Atlantique), un appel à la mobilisation des socialistes pour les élections européennes.

LES SOCIALISTES BRETONS PUBLIENT UN « MANIFESTE EUROPEEN »

Renée. — M. Charles Josselin, ancien député, président du conseil général des Côtes-du-Nord, qui figure en quatrième place sur la liste du P.S., a donné samedi 12 mai, à Rennes, le coup d'éclat de la campagne européenne des socialistes bretons en présentant leur manifeste européen.

« L'Europe, qui est la région la plus développée par les progrès au cours des dernières décennies, est en voie de devenir une des régions pacifiques du monde. Donc, notre problème est d'organiser une Europe pacifique, une Europe édifiée... »

« J'ai fait en sorte que le siège de l'Assemblée européenne reste à Strasbourg »

Le président avait reçu la semaine dernière des journalistes socialistes. « Le siège est à Strasbourg et j'ai fait en sorte qu'il y reste. Je considère que c'est un fait accompli... »

M. Maffre-Baugé : M. Debré rejoint les positions du P.C.

Torbes. — M. Maffre-Baugé, ancien président de la Fédération des producteurs de vins de table, et candidat à la cinquième place sur la liste P.C. pour les élections européennes, a été invité dimanche 13 mai, à une réunion de la commission régionale.

M. Lecanuet : ouvrir une polémique c'est diviser la majorité

M. Lecanuet, président du conseil politique de l'U.D.F., qui était dimanche 13 mai l'invité d'un club de la presse à « Europe 1 », a notamment déclaré à propos de sa candidature à la présidence de la République en 1981, sur laquelle l'aurait interrogé le représentant de la Lettre de la Nation : « Vous dites que je ne suis pas président... »

M. Giulio Andreotti voit en M. Raymond Barre « un des plus intelligents constructeurs de l'unité européenne »

Bardonnèche. — Président confédéral, le cardinal aréopagite samedi 12 mai à Bardonnèche, sur le versant italien des Alpes, pour célébrer la fin des travaux de percement du tunnel routier du mont Fréjus qui ouvre un nouveau passage entre la Savoie et le Piémont.

De notre envoyé spécial

Engagé dans une voie certainement longue et non exempte d'obstacles, mais sur laquelle nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible de faire demi-tour, et nous nous en rendons compte.

La cérémonie italo-française d'achèvement du tunnel routier du Fréjus

M. Giulio Andreotti voit en M. Raymond Barre « un des plus intelligents constructeurs de l'unité européenne »

Bardonnèche. — Président confédéral, le cardinal aréopagite samedi 12 mai à Bardonnèche, sur le versant italien des Alpes, pour célébrer la fin des travaux de percement du tunnel routier du mont Fréjus qui ouvre un nouveau passage entre la Savoie et le Piémont.

De notre envoyé spécial

Engagé dans une voie certainement longue et non exempte d'obstacles, mais sur laquelle nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible de faire demi-tour, et nous nous en rendons compte.

De notre envoyé spécial

Engagé dans une voie certainement longue et non exempte d'obstacles, mais sur laquelle nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible de faire demi-tour, et nous nous en rendons compte.

Les parlementaires socialistes absents

De part et d'autre de la frontière, il y a eu une grande manifestation pour la construction européenne, la construction européenne, la construction européenne.

De notre envoyé spécial

Engagé dans une voie certainement longue et non exempte d'obstacles, mais sur laquelle nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible de faire demi-tour, et nous nous en rendons compte.

De notre envoyé spécial

Engagé dans une voie certainement longue et non exempte d'obstacles, mais sur laquelle nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible de faire demi-tour, et nous nous en rendons compte.

La liste Régions-Europe veut constituer un « contre-gouvernement régional »

Les « Etats généraux de la Bretagne européenne », organisés samedi 12 et dimanche 13 mai à Pléneuf (Morbihan) par les initiateurs de la liste Régions-Europe ont rassemblé quatre-vingt personnes.

De notre correspondant

Renues. — Ces « Etats généraux de la Bretagne européenne » ont été une occasion pour les initiateurs de la liste Régions-Europe de présenter leur programme.

De notre correspondant

M. Michel Debré, président du R.P.R., a affirmé dimanche 13 mai, à Paris, que le R.P.R. ne se veut pas être un parti de gouvernement.

Votre fichier est un capital qui devrait travailler davantage.

Pour constituer, structurer, déduire, analyser, transformer, gérer votre fichier, TSI vous propose une expérience informatique formée sur le terrain. Que ce soit pour votre fichier : direct mail, VPC, presse, édition, clients et prospects du commerce ou de l'industrie, associations, loisirs, caisses de retraite, etc.

TSI
TÉLÉSERVICE INFORMATIQUE
28 rue de la République
75002 Paris
Tél. 20.44.41 ou 20.44.42

Grande-Bretagne. Respirez un autre climat.

Prenez voiture et bagages, traversez la Manche en ferry-boât et vous êtes sur un autre continent : la Grande-Bretagne. Un continent où les gens ne font jamais rien comme jout le monde. Un continent où tous les éléments de la nature semblent conjurer leurs efforts pour créer du bon temps.

Le soleil fait pleuvoir les bons mots.

Venez au cœur de l'Angleterre, qu'il pleuve, vente ou neige l'humour n'y perd jamais ses droits. Alors, quand il fait beau...

• **Des rubis pour s'abreuver de bonnes histoires.** Arrêtez-vous dans les pubs qui jalonnent les routes, vous y serez toujours bien accueilli. Commandez un "plat du jour" arrosé d'une bonne bière.

Faites un détour pour connaître les plus célèbres : Lords of the Manor, à Upper Slaughter, POM New Inn, à Bourton-on-the Water, the Bear of Rodborough. Ce sont les points de rencontre favoris des hommes de lettres et artistes d'Angleterre.

• **Bonne cuisine anglaise.** Les "fines gueules" découvriront que ceux qui dénigrent la cuisine anglaise sont de mauvaises langues. Goûtez le gigot sauce menthe, le Yorkshire pudding, et le Cockaleckia.

L'air souffle des idées d'évasion.

En Grande-Bretagne, pour couler des jours heureux, hors du temps, hors des modes, voici quelques formules originales.

• **Vacances solitaires à la ferme.** Une occasion unique de redécouvrir la vie des champs et de bien connaître les gallois et leurs habitudes. Choisissez Penarth Farm, près de Newton, Pencopri près de Llanidloes ou encore Lower Dolwllan Farm, près de Knighton.

1 semaine en demi-pension, traversée comprise : 1.030 F par personne.

• **Logement chez l'habitant.** vous vivrez à l'hôtel comme en famille. Pour équilibrer votre budget de vacances, la formule "Bed and Breakfast" est une solution idéale. Chambre et petit déjeuner vous coûteront entre 25 et 40 F. Renseignez-vous auprès des syndicats d'initiative de la plupart des villages.

• **Auberges de campagne.** Le Kent et le Sussex ont été baptisés "le jardin de l'Angleterre".

Alors choisissez de séjourner dans les auberges qui jalonnent les petites routes de la région. Choisissez le "Star Inn" à Alfriston ou le "Rose and Crown" à Tonbridge. Chambre et petit déjeuner : environ 95 F par personne.

• **Location de maison.** Consultez le Telling's Holiday Cottages, organisme qui publie un guide sur plus de 600 maisons à louer à travers le Royaume-Uni. Vous aurez le choix entre la chaumière dans le Somerset ou le château en Bosse, en passant par le meublé à Londres.

Le printemps fait pousser les loisirs.

Au sud de l'Angleterre, la nature vous offrira toutes les occasions de vous distraire.

• **Promenades et grands espaces.** Parcourez les landes couvertes de bruyères du Dartmoor et de l'Exmoor.

Arpentez les Cotswolds en voiture. Vous aurez l'impression de pénétrer dans une toile de Constable : petites rivières enjambées de ponts en dos-d'âne, maisons ocre et miel, chemins étroits bordés de haies vives.

Rendez-vous à Burford, la ville des diligences et des vieilles auberges. Puis visitez Chester, Shrewsbury et Ludlow, trois petites villes riches de vestiges et de souvenirs : rues étroites et pavées, maisons à colombages.

• **Sports.** Tous se pratiquent à des prix raisonnables.

• **L'équitation.** L'Angleterre regorge de centres d'équitation pour débutants et cavaliers confirmés. Au programme, promenades et randonnées ou entraînement intensif à travers landes et forêts : 1 heure : 18 F, 1 semaine en demi-pension : environ 600 F.

• **Navigation de plaisance.** Looez un cabin-cruiser, une péniche ou même un bateau-bout avec équipage, et découvrez l'Angleterre à travers la Tamise, Norfolk Broads, la Severn et l'Avon.

• **Autres activités en plein air.** La marche à pied, la bicyclette et la pêche. Renseignez-vous auprès de l'Office Britannique de Tourisme à Paris.

La terre cultive les souvenirs.

Visitez la Grande-Bretagne, vous repartirez la tête pleine d'images.

• **Forteresses et châteaux pour hanter votre mémoire.** Investissez dans la carte "Open to view". Pour 62 F, elle vous ouvre les portes de près de 700 châteaux et monuments historiques en Grande-Bretagne.

Le complexe médiéval de Conwy, au cœur de l'estuaire de la Tay ou le château de Caernarfon, forteresse datant de 1283. Le château de Eilean Donn sur le Loch Alsh, le château de Glamis, renommé pour ses fantômes.

Certains châteaux encore occupés par leur propriétaire sont ouverts au public : Chatsworth et Longleat.

• **Folklore pour bercer vos oreilles.** Dans toute la Grande-Bretagne, l'été est la saison des manifestations, festivals de musique et danses folkloriques : "Eisteddfod" à Llangollen, et les "Highlands Gatherings" à Aboyne.



Déjeuner au Loch de House pub, Wickon Bosworth, Essex.

Breemar et Lonach, qui regroupent 74 clans exécutant au son des cornemuses les célèbres danses écossaises "au sabre".



Randonnée en vélo dans la forêt de Bowland, Lancashire.

Bon à savoir.

• **Conduire en Angleterre.**

Roulez à gauche, dépassez à droite. Les routes sont généralement bien entretenues et bien signalisées. Vous profiterez d'un réseau de 2000 kms d'autoroute sans péage. Pour mieux connaître les règlements de la circulation, demandez à l'Office du Tourisme Britannique une copie du code de la route.

• **Shopping.** Ne vous encombrez pas de vos achats hors taxes : ils peuvent être livrés directement au port d'embarquement ou envoyés à votre domicile.

Faites votre shopping à Londres : du lundi au samedi de 9h à 17h30. Certains quartiers offrent même des oochures : le mercredi à Knightsbridge jusqu'à 19 heures, le jeudi dans Oxford Street jusqu'à 20 heures.

En province, toutes les villes ont un "high street", grande rue qui regroupe les meilleurs magasins.

• **Transports.** La Compagnie Britannique des Chemins de Fer propose aux visiteurs le "Britrail Pass", un forfait qui, de 325 à 680 F, permet de voyager n'importe où en Grande-Bretagne pour une durée de 8 jours à 1 mois.



• **Sealink** vous emmène à Douvres, Folkestone, Newhaven ou Weymouth et en une demi-heure, les aéroglisseurs Seaspeed de Boulogne ou Calais à Douvres.

**Sealink
Seaspeed**

Lancement de vrac d'arbres : les des Highlands écossais.



Promenade à cheval près du Château de Harlech, construit par Edward I, 1283.

Si vous souhaitez des renseignements, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, (6, place Vendôme, 75001 Paris), vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne.

Nom

Adresse

BRITAIN

Opily & Muller

L.A.155

Maintenant numéro 10

**Bonjour l'Europe
syndicale
Salut les féministes
Allo Italo Calvino**

**c'est
maintenant
qu'il faut
découvrir
Maintenant**

Tous les lundis, 7 F



POLITIQUE

**Les amis de M. Mauroy souhaitent affirmer leur autonomie
par rapport aux autres courants du P.S.**

Les amis de M. Mauroy, socialistes au sein du P.S., se sont réunis dimanche 13 mai à Suresnes, dont le maire est M. Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine. Les quelques cinq cents militants présents, représentant soixante fédérations, ont affirmé leur souci d'« autonomie » par rapport aux autres courants du P.S. et leur souhait de voir le « courant Mauroy » s'organiser.

Animés par le souci de ne pas gêner la campagne électorale du parti, ils ont débattu à huis clos et se sont accordés pour ne publier que plus tard une déclaration politique.

Les participants ont été d'accord pour souligner d'une part que la synthèse au sein du P.S. était et reste nécessaire, et d'autre part, que cette synthèse a été refusée par le premier secrétaire.

De vives critiques ont d'ailleurs été formulées à l'encontre de l'alliance entre le courant de M. Mitterrand et le CERS. Enfin, les amis du maître de Lille ont considéré que le congrès de Metz n'a pas permis au P.S. de répondre aux questions fondamentales que soulevait la crise économique actuelle et la situation politique.

Ces questions concernent l'avenir du pouvoir en place. Sur ce point, M. Jean Le Goffre a broché le tableau de la « pensée idéologique de la droite » et critiqué le schéma qui consiste à s'en remettre à l'action de M. Jacques

Chirac, en escomptant que celle-ci, par les risques qu'elle fait courir à la majorité, est de nature à permettre une victoire de la gauche.

Le second thème abordé a été celui de l'unité de la gauche. A cet égard, les amis de M. Mauroy considèrent que le vingt-troisième congrès du P.C.F. a été celui d'un « retournement » et qu'il convient de reprendre les propositions faites par le maire de Lille relatives à l'élaboration d'un « contrat de gouvernement » avec les communistes.

Finalement, certains ont souhaité l'organisation d'un dialogue permanent avec les mouvements sociaux et notamment avec les syndicats, en rang desquels figure en priorité la C.F.D.T.

Enfin, en ce qui concerne l'Europe, les amis du député du Nord ont souhaité que le P.S. évite d'adopter une position « trileuse » et qu'il affirme sa solidarité avec les socialistes européens.

Sur tous ces sujets, les participants aux débats de Suresnes ont réitéré l'idée de « différences » avec les autres courants socialistes, évitant la notion de « différences », qui, elle, ne sont pas exclusives de leur volonté d'unité.

En fait, la démarche du maître de Lille paraît devoir se dérouler en deux temps. Une fois passée l'échelle européenne, il s'agit d'abord d'affirmer la réalité et l'autonomie du courant, non seulement par rapport à la majorité du parti, mais aussi à l'égard de l'autre courant minoritaire, celui de Michel Rocard. C'est pourquoi les amis de M. Mauroy ont décidé de « se donner dans le cadre des débats du P.S. les

moyens d'organisation qui leur permettent de servir le P.S. d'une manière originale et dynamique pour le mettre en situation de battre la droite ». Un moment de son bulletin hebdomadaire intitulé Action socialiste seront publiés.

Le projet socialiste

Une seconde réunion est prévue au lendemain du scrutin européen et à la veille de la prochaine séance du comité directeur du P.S. à la mi-juin. Il s'agit alors de lancer le débat sur le « projet socialiste » qui doit être mis au point par une convention nationale à l'automne. Ce texte fera figure, aux yeux des amis de M. Mauroy, de programme de candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. C'est dire la caractère décisif que revêtira à leurs yeux le débat pour l'élaboration de ce texte. Ils considèrent, en effet, que la bataille présidentielle dans le parti doit se faire à partir d'un projet politique et non d'une potentialité de candidature.

En cherchant à engager une bataille politique et à organiser son propre courant, M. Mauroy s'efforce de tirer la leçon de son échec au sein du parti, et donc d'agir non plus en termes de fidélité à l'idée qu'il se fait du P.S., mais bien en termes de rapport de forces. Il lui est alors possible de rechercher et de conduire des alliances, propres à mettre un terme à la « situation artificielle » qui prévaut, selon lui, au sein du P.S. Pour l'instant, il va de soi qu'il ne peut envisager d'alliance privilégiée qu'avec M. Rocard.

JEAN-MARIE COLOMBANI

VOIX ET EXPRESSION

PARLER AVEC AIDANCE
SE FAIRE ECOUTER
MAÎTRISER L'INITIATIVE
CONVAINCRE SOUSCIS

Tous renseignements :
C.F.S.P.F.
24, rue Saint-Barthélemy - 75005
Tél. 01 - 32-12-10 - 32-12-42

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

« Défense » - Le général de brigade aérienne Achille Lerche est nommé chef du cabinet militaire du ministre de la défense en remplacement du général de division aérienne André Lebant.

SCIENCES-PO

Préparation aux concours d'entrée aux écoles de commerce, de gestion, de sciences politiques, de sciences économiques, de sciences sociales, de sciences humaines, de sciences de l'éducation, de sciences de l'information, de sciences de la communication, de sciences de l'environnement, de sciences de la santé, de sciences de la vie, de sciences de la terre, de sciences de l'univers.

Comment préparer SCIENCES-PO

Comment préparer les GRANDES ECOLES de COMMERCE

GILDAS



EUROPE 1

7^h et 8^h

VOTRE PREMIER JOURNAL DU MATIN

الصحف الأولى

Le Monde

société

JUSTICE

Deux mille enfants du «quart-monde» se sont réunis à Paris

Le «mage» Kibbarom condamné à huit ans de réclusion criminelle.

M. Langer Sébastien Castelneau, qui se faisait appeler Kibbarom et donnait des consultations de parapsychologie à Marseille entre 1973 et 1976, a été condamné samedi 12 mai par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à huit ans de réclusion criminelle et dix ans d'interdiction de séjour. M. Yves Chauvy, avocat général, avait requis une peine de douze années de réclusion criminelle contre le mage pour les divers crimes et délits dont il était soupçonné : escroqueries, menaces de mort, détournement d'usage de superstitieux (Le Monde du 10 mai).

Quatre mois de prison avec sursis pour les égoïstes Plaqueux

La cour d'appel de Douai vient d'aggraver la condamnation, par le tribunal correctionnel de Lille, le 10 janvier dernier, de Jean-Michel Plaqueux, vingt-trois ans, et de son épouse Françoise, vingt-cinq ans, à deux mois de prison avec sursis pour privation de soins à enfants, ayant gravement compromis leur santé et leur sécurité (Le Monde du 12 janvier 1979).

Protestations après les condamnations de manifestants du 23 mars.

Après l'arrêt de la dixième chambre de la cour d'appel de Paris, jeudi 10 mai, aggravant les peines de six manifestants arrêtés le 23 mars, lors de la marche des sidérurgistes (Le Monde du 12 mai), de nombreux organisations, syndicales et politiques, ont déposé des protestations à l'Union régionale C.G.T. d'Ille-et-Vilaine. Le parti socialiste déclare que « le parti ou le congrès du parti pour le pluriel innocent de tout délit (il s'agit de la condamnation pour avoir caché les vraies responsabilités, en particulier celle du ministre de l'Intérieur et l'identité et la nature des auteurs »).

AU CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES AVOCATS La défense entre l'habitude et la révolte

Paris. — Le deuxième congrès de la Confédération syndicale des avocats (C.S.A.), qui a réuni à Paris, du 10 au 12 mai, sur le thème « défense des droits de l'homme », près de trois cents personnes, a été celui de l'interrogation des avocats sur eux-mêmes, de leur inquiétude face aux violations des droits de l'homme dans divers pays et de leur révolte devant la dégradation des droits de la défense

en France même. Les avocats ne sont plus certains de remplir le rôle de contre-pouvoir qui devrait être le leur. La Confédération, qui rassemble des avocats de tendances politiques diverses, avait jusqu'alors manifesté un souci de modération, de révérence envers les autorités, préférant l'arrangement à l'affrontement. Elle estime désormais ne plus pouvoir se taire face à un pouvoir qui veut ignorer ses craintes (« Le Monde » date 12-14 mai).

De notre envoyée spéciale

Paris. Au terme d'un discours où il appelait ses confrères à une vigilance constante en matière de droits de l'homme, et la moindre faiblesse tolérée dans la procédure conduisant aux prises en compte, a souhaité la création dans chaque pays d'équipes d'avocats se consacrant à la défense internationale des droits de l'homme.

pas reconnus. Au stade de l'insurrection, des décisions extrêmement graves peuvent être prises sans débat contradictoire. Si la Confédération, après un rapport modéré fait sur la législation défensive par M. Godé, du barreau de Lille, a déclaré son opposition à toute campagne de violence par une autre violence, elle a refusé de se prononcer sur la peine de mort.

La France est certes un pays de droit, les libertés y existent, la fonction de défense en est éminente. Peu à peu, pourtant, la place de l'avocat dans la société se réduit. Même si le pouvoir n'est pas étranger à ces dérives, qui ne disposent pas de moyens institutionnels pour remédier à ces dérives.

Le débat judiciaire suppose l'objectivité et l'impartialité. Or, la justice est devenue un jeu d'équilibre entre le pouvoir et le défendeur. Ce n'est pas respecté en France, l'accusation a plus de prérogatives que la défense. Il n'existe aucune disposition permettant à une personne arrêtée d'être immédiatement présentée à un magistrat.

Slackhanovine

Les représentants de l'avocat ne seraient cependant être considérés comme les seuls responsables de ces dérives. Dans leurs analyses du fonctionnement de l'appareil judiciaire, M. Jacques Tilly, du barreau de Paris, et M. Jean-Louis de la Harpe, de Montpellier, ont examiné les entraves multiples à la défense, la position d'infériorité de l'avocat, les causes de son arrêt qui lui fait obstacle à ne rien dire, qui lui fait obstacle aux lois, aux règlements, aux hommes, à la justice.

La Nouvelle Informatique est celle des utilisateurs et non plus celle des constructeurs.

La Nouvelle Informatique prône la fin de la suprématie des systèmes centralisés, lourds, despotiques, occultes. Elle s'inscrit dans la civilisation du jet et du transisteur.

La Nouvelle Informatique donne le pouvoir en toute transparence et sans ambiguïté à son utilisateur.

La Nouvelle Informatique donne la priorité à l'accès et au dialogue sur la puissance.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

La Nouvelle Informatique s'assure de la fiabilité de ses éléments matériels et logiciels pour qu'ils s'effacent totalement devant le bénéfice qu'ils vont apporter.

La Nouvelle Informatique, dans son évolution, refuse la politique du jetable. L'investissement de l'utilisateur est toujours protégé.

La Nouvelle Informatique n'est pas un vœu pieux, un rêve, une promesse fallacieuse; c'est une réalité que vous pouvez toucher du doigt.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

● Condamnés à mort par contumace. — Jean Mathieu, auteur de plusieurs hold-up commis en mai 1976, à Valréas (Vaucluse), et son frère Serge, son complice, tous deux en « cavale », ont été condamnés à mort par contumace, vendredi 11 mai, par la cour d'assises au Vaucluse. Jean et Serge Mathieu avaient ouvert le feu en 1976, sur les gendarmes qui s'apprêtaient à les interpellés. Jean Mathieu avait déjà été condamné à quinze ans de réclusion criminelle. — (Corr.)

La première conférence internationale des enfants du quart-monde, organisée pour l'Année internationale de l'enfant, a eu lieu dimanche 13 mai, au Forum des Halles, à Paris. Deux mille enfants de sept nationalités, issus des milieux les plus défavorisés, étaient donc venus pour « célébrer le monde tels qu'ils voudraient le vivre, sans pauvreté, sans misère, sans détresse ».

Cette journée, organisée par le mouvement Aide à tous désemparés, était destinée à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes du quart-monde. Ils sont deux millions en France, dix en Europe, 25 millions aux États-Unis, à vivre dans un état d'extrême pauvreté, c'est-à-dire logés dans des bidonvilles ou des cités de transit sans ressources financières. Ils sont souvent sans garanties sociales. Quarante pour cent de ces enfants, au fin de compte, ne savent ni lire, ni écrire. La Banque mondiale définit le quart-monde comme cette frange de la population « aux revenus trop faibles pour permettre de couvrir une nutrition adéquate et sans accès aux services publics essentiels ».

Sept cents personnes ont participé dimanche matin 13 mai, à Strasbourg, à une marche organisée par la communauté juive de la ville pour protester contre l'actuel état de la République fédérale d'Allemagne, qui se situe en dehors des circuits sociaux habituels, et qui ne bénéficie pas de la même protection que les autres enfants. Les manifestants se sont arrêtés sur le pont de l'Europe, et l'un des responsables de la communauté, M. Smolard, a déclaré à la presse que les victimes du nazisme en souffrance ne souffraient pas de l'Europe de l'ouest. — (Corresp.)

MANIFESTE DE LA NOUVELLE INFORMATIQUE

La Nouvelle Informatique est celle des utilisateurs et non plus celle des constructeurs.

La Nouvelle Informatique prône la fin de la suprématie des systèmes centralisés, lourds, despotiques, occultes. Elle s'inscrit dans la civilisation du jet et du transisteur.

La Nouvelle Informatique donne le pouvoir en toute transparence et sans ambiguïté à son utilisateur.

La Nouvelle Informatique s'assure de la fiabilité de ses éléments matériels et logiciels pour qu'ils s'effacent totalement devant le bénéfice qu'ils vont apporter.

La Nouvelle Informatique donne la priorité à l'accès et au dialogue sur la puissance.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

La Nouvelle Informatique n'est pas un vœu pieux, un rêve, une promesse fallacieuse; c'est une réalité que vous pouvez toucher du doigt.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

La Nouvelle Informatique donne la priorité à l'accès et au dialogue sur la puissance.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

La Nouvelle Informatique n'est pas un vœu pieux, un rêve, une promesse fallacieuse; c'est une réalité que vous pouvez toucher du doigt.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

La Nouvelle Informatique donne la priorité à l'accès et au dialogue sur la puissance.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

La Nouvelle Informatique n'est pas un vœu pieux, un rêve, une promesse fallacieuse; c'est une réalité que vous pouvez toucher du doigt.

La Nouvelle Informatique est une informatique caméleon. Se modelant aux particularismes de l'entreprise, elle instaure enfin les conditions d'un accord entre les informaticiens et les utilisateurs.

MATRA INFORMATIQUE invente la Nouvelle Informatique.

MATRA INFORMATIQUE, 7, BOULEVARD ROMAIN-ROLLAND - 92023 MONTEUILLE - TEL. 6574.31 - MEMBRE DU CLUB DE LA PER-INFORMATIQUE FRANÇAISE

U.C.O. INFORMATIQUE

RELIGION

Le neuf centième anniversaire de saint Stanislas a été célébré par les catholiques polonais

Sous le signe de Jean-Paul II

De notre envoyé spécial

Cracovie. — Sous un beau soleil de printemps, les habitants de Cracovie ont fêté le dimanche 13 mai le centième anniversaire de la mort de saint Stanislas évêque et martyr. Pour la première fois, la procession traditionnelle, qui a mené les fidèles, au nombre de plusieurs milliers, de la cathédrale du château de Wawel à l'église de Skalka du Rocher, s'est conduite par Mgr Macharski, nouvel archevêque du diocèse.

Empruntée de la foi ardente qui anime les catholiques polonais, cette cérémonie s'est déroulée sous le signe de Jean-Paul II, à l'instar de celle de Bamberg, l'actuel pape ayant fait beaucoup, du temps où il était encore ici le « prêtre » sous le nom de Karol Wojtyla, pour renouer le culte de ce saint martyr. Mais elle avait aussi critiqué le comportement du souverain de l'époque. Le vœu du pape de participer avec « son peuple » cracovien à ce jubilé, n'a pas été exaucé. Absent physiquement, Jean-Paul II n'en était pas moins très présent, dimanche, par les fidèles de sa « chère ville » et pas seulement sous l'aspect des badges vendus aux alentours de la procession par les habitants marqués du temple.

Lorsque Mgr Macharski arrive devant la cathédrale du Wawel, les applaudissements saluent l'archevêque se dirigeant vers un groupe d'hommes en habit de gentilhomme, portant sur la tête un bonnet de fourrure, et d'une pierre précieuse, des croix d'or et d'argent, et d'une main, un sceptre. Jean-Paul II aurait pu choisir, pour lui succéder, un homme offrant avec son propre personnage un contraste plus saisissant : saint Louis, avec ses larges épaules et sa démarche qui conviendrait à une impression de force et de puissance, autant le nouveau arche-

ÉDUCATION

Les manuels scolaires seront gratuits en quatrième

Les manuels scolaires seront gratuits, à la rentrée prochaine, pour les élèves de quatrième des collèges de l'enseignement public et de l'enseignement privé, en contrepartie de l'association, pour les élèves des classes professionnelles de niveau (C.P.P.), et des troisième année de sections d'éducation spécialisée (S.E.S.).

Le Bulletin officiel de l'éducation du 3 mai précise qu'un crédit de 175 francs par élève de quatrième sera alloué à chaque établissement. Cette somme sera consacrée à l'acquisition de huit manuels : littérature française, grammaire française, mathématiques, langue vivante, histoire-géographie, économie, sciences physiques, sciences naturelles, matière à option (langue ancienne ou seconde langue vivante). Pour le livre du maître, une aide supplémentaire de 8,50 F par enseignant et par discipline sera versée aux établissements pour l'année scolaire 1978-1979. Des revanches, les collèges devront dépenser sur le crédit de 175 francs une somme pour l'achat de matériel pédagogique ou d'autres ouvrages.

Pour les C.P.P., une « éprouvette libérée » dans le cadre des supports pédagogiques doit être laissée aux maîtres. Le crédit attribué à la rentrée prochaine est de 131 francs par élève, mais il sera porté à 153 francs si une langue est enseignée dans ces classes.

La « dotation de base » pour les élèves de troisième année de S.E.S. est de 107 francs.

La gratuité des manuels scolaires en quatrième est une application de la « réforme Haby » : elle a été mise en œuvre au système à la rentrée de 1977 et en cinquième en 1978. Elle devrait être l'an prochain en troisième. Les manuels scolaires doivent être utilisés pendant quatre ans. Cependant, les effectifs des classes varient d'une année à l'autre. Dans ce cas, pour les classes de sixième, qui ne touchent pas de nouveaux crédits, les manuels de celles de cinquième arrivent en 1982. La circulaire précise qu'il convient de procéder à des transferts de manuels entre établissements. Si ce n'est pas possible, un crédit exceptionnel de 153 francs par élève supplémentaire sera alloué. Dans les S.E.S., ce crédit supplémentaire sera de 107 francs et de crédits de renouvellement, prévu à ces sections, de 27 francs.

Le choix des manuels revient à chaque établissement, par concertation entre les professeurs d'une même discipline. Les manuels de quatrième seront tous nouveaux, la rentrée prochaine puisque les programmes ont été révisés le 14 novembre 1978 et que la rentrée impose un prix de revient maximal. Les éditeurs de manuels scolaires avaient d'ailleurs réagi à l'automne 1978, une augmentation des crédits alloués aux établissements, estimant que les coûts de

SCIENCES

Pour ravitailler les deux cosmonautes soviétiques

Un nouveau vaisseau spatial va rejoindre Saliout-6

L'Union soviétique a lancé un nouveau vaisseau spatial inhabité, Progress-6, à destination de la station Saliout-6, qui occupe depuis le 28 février, les cosmonautes Vladimir Lakhov et Valeri Roubine. Progress-6 a été lancé dimanche 13 mai, à 0 h 17, heure française. Il devait rejoindre Saliout-6 le lundi 14 mai. Des informations officielles indiquent qu'il transporte pour les cosmonautes du matériel, du carburant et des vivres destinés à préparer l'envoi d'un nouveau vaisseau. Celui-ci sera mis en orbite le 25 mai et composé d'un Sokoïlov et d'un Hongroï.

De toute manière, Saliout-6 avait sans doute besoin d'être ravitaillé. Un vaisseau Progress-5 s'était amarré sur Saliout le 12 mars, mais deux mois ont passé depuis lors. Puis fut envoyé un équipage soviéto-bulgare, à bord de Soyouz-33, mais une panne du moteur principal l'a empêché d'atteindre Saliout et il est resté à l'arrêt. Or les Soyouz, bien que moins adaptés à cette tâche que les Progress, apportent aussi du ravitaillement à la station Saliout.

Lakhov et Roubine vont donc, dans les prochains jours, procéder

La sécurité nucléaire aux États-Unis

Les systèmes de secours ont bien fonctionné au cours d'un « accident provoqué » dans un réacteur.

Un nouvel « accident expérimental » a été provoqué, durant la nuit du samedi 12 au dimanche 13 mai, sur le réacteur expérimental de l'Atome de la Californie. Alors que ce réacteur à eau sous pression fonctionnait à pleine puissance, des ingénieurs ont simulé un « accident » en coupant brutalement le réacteur. Les systèmes de secours ont bien fonctionné, les températures sont restées sous les valeurs maximales calculées.

Cette expérience, destinée à tester les systèmes de secours et à vérifier les « codes de conduite » utilisés pour les réacteurs, a été l'un des événements d'un grand séminaire sur la sécurité nucléaire, qui s'est tenu dans la conception des réacteurs à eau sous pression, à l'Atome de la Californie. Les systèmes d'injection de secours ont fonctionné, les températures sont restées sous les valeurs maximales calculées.

La première expérience, réalisée en décembre dernier, avait été le réacteur fonctionnant à pleine puissance, les températures sont restées sous les valeurs maximales calculées.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

Le séminaire a été organisé par le ministère de l'Énergie, et a réuni des représentants de l'industrie nucléaire, des universités et des organismes de recherche.

MÉDECINE

La prévention des handicaps mentaux chez l'enfant

Le dépistage va être entrepris

Deux mesures de prévention des handicaps mentaux vont être prises en France. La première concerne le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque. La seconde est la recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque. Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux. Elle consiste à effectuer un karyotype sur les cellules fœtales, à l'aide d'une amniocentèse, avant la naissance de l'enfant.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux. Elle consiste à effectuer un karyotype sur les cellules fœtales, à l'aide d'une amniocentèse, avant la naissance de l'enfant.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

La recherche prénatale des anomalies chromosomiques (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

Les deux mesures sont destinées à prévenir les handicaps mentaux chez l'enfant.

Le dépistage avant la naissance d'une anomalie chromosomique (le karyotype) chez les couples à risque est une mesure de prévention des handicaps mentaux.

école des cadres
"jeunes filles"
92, av. Charles-de-Gaulle, 52200 Neuilly-sur-Seine,
Tél. 747.06.40

Établissement privé d'enseignement supérieur.

Formation efficace et concrète en deux ans aux carrières de :

- « assistantes de direction »,
- « bacheliers d'aéronautique et d'entreprise »,
- « assistantes en relations publiques »,
- « assistantes en publicité »,
- « traductrice commerciale - interprète »,
- « assistantes de direction bililingues ».

« Formations sanctionnées par un BTS, diplôme d'État. »

examen d'entrée :
29 mai

HISTOIRE

L'ANNIVERSAIRE DE JEANNE D'ARC

A PARIS : vive le roi !

Était-ce une réunion de famille ? Un évènement politique ? Ou la « fête de la France » ? Un peu des trois. Dimanche 13 mai au matin, à Paris, de la rue Saint-Florentin à la place des Pyramides, près d'un million de nationalistes ont défilé au pas en l'honneur de Jeanne d'Arc. L'Action française, à qui revient cette initiative devenue traditionnelle, s'était regroupée dès 9 h, 30 rue Saint-Florentin. Répartis en sections par rangées de trois, il y avait là des jeunes gens en cravate et blazer, des jeunes filles seges, puis de vieux militants. Et, enfin, des mères de famille portant parois de magnifiques chapeaux. « La monarchie, c'est l'ordre naturel », les libéraux retrouvent », criait le vendeur de l'hebdomadaire Aspects de la France. Les militants regroupés devant le ministère de la marine, place de la Concorde, c'était autre chose. En blouse de cuir ou veste de treillis, jeunes hommes, casque de commandement à la main, ils plaçaient au nom du Parti des forces nouvelles le drapeau de Jeanne d'Arc, l'ancien pour l'européisme des parisiens. Un autre monde.

Place des Pyramides, Trois millions de nationalistes de toutes tendances ont couronné d'iris et de lys au pied de la statue de la Pucelle. D'autres, couronnés de fleurs du maïs de Paris, du prélat de police, du préfet de région d'Ile-de-France et préfet de Paris, de l'Assemblée nationale, mais aussi celles des ordres royaux et de l'Armée des forces féminines, vinrent s'ajouter à la première. Les militants de l'Action française entouraient le chapeau de la Pucelle, nous voulions une France, mais, à la France, il faut un roi. Un questionnaire de jeunes monarchistes s'époumona à scander « Action française » et « Vive le roi ! ». — L. E.

A DOMRÉMY : la Pucelle et l'Europe

De notre envoyé spécial

Domrémy-la-Pucelle (Voges). — Les députés qui décideront, en 1980, de faire du dimanche 13 mai 1979, jour de la fête de Jeanne d'Arc, un jour férié, ont été reçus hier à Domrémy, au pied de la statue de la Pucelle. Ils ont été accueillis par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, et par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain. Les députés ont été reçus par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, et par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain.

Le maire de Domrémy, M. Jean-Louis Lorrain, a été reçu par le préfet de la région d'Ile-de-France, M. Jean-Louis Lorrain.

MAZARINE

MARCEL JULLIAN

Courte supplique au roi pour le bon usage des enarques

LE MONDE

Le monde de la presse et de la communication

L'APPARETMENT

Le monde de la presse et de la communication

LIVRES

« POUVOIR ET FINANCE » DE JEAN SAINT-GEOURS

Un financier sans illusions

par MAURICE DUVERGER

Enarque, inspecteur des finances, collaborateur de Pierre Mendès France, directeur adjoint du Trésor et directeur de la Prévision rue de Rivoli, directeur général du Crédit lyonnais entre 1968 et 1978, Jean Saint-Geours a vécu de l'intérieur les rapports complexes entre pouvoir et finance. Il les expose dans un petit livre alerte, pas toujours facile, mais fort stimulant. On n'y trouve pas de révélations trouillantes sur les rapports des hommes politiques et de l'argent, encore que l'auteur donne descriptivement quelques détails pittoresques. Il se débarrasse en un tour de main d'un « sous-système politique » pour s'étendre sur les institutions, les acteurs, les forces qui composent « le grand système social qui associe pouvoir et finance ».

Jean Saint-Geours la décrit à travers les cercles concentriques franchis par lui-même au cours de sa carrière. Constatant qu'il a une grande partie des rapports entre le pouvoir et la finance sont des relations entre membres de l'inspection générale des finances. Il s'attache d'abord à définir la formation et l'évolution de ces hommes qui « sont à la tête de l'Etat et du gouvernement, peuplent les cabinets ministériels, détiennent les principales directions du ministère des finances et de nombreuses directions dans les autres ministères économiques, au dirigeant le Banquet de France, tous les établissements de crédit spécialisés, les sept premiers groupes bancaires français (nationaux ou privés), et pratiquement les grandes compagnies d'assurances ». Glanant parmi les anecdotes significatives une admissible question posée au concours d'entrée à l'ENA : « Qui est le commun entre le peintre impressionniste, le musicien du Debussy et le héros de l'abus du droit ? » La réponse était : « Le mesure ». Rien ne souligne mieux

les normes sociales qui réglementent l'accès au saint des saints.

Il reste que l'enarque, et spécialement l'inspecteur des finances, est tenu à diriger ou arbitrer au nom d'un intérêt supérieur aux intérêts particuliers, ce qui lui donne à la fois le sens de l'Etat, la conscience missionnaire et le goût du pouvoir. Jean Saint-Geours montre comment on peut les exacerber à travers la carrière des financiers : le centre du pouvoir, le Plan, le secteur public (particulièrement la Banque de France, les banques nationalisées et la Caisse des dépôts) l'un des deux ou trois plus grandes institutions du monde par le montant des fonds gérés, les interventions dans l'économie, la confrontation extérieure avec la communauté internationale de la finance. Avec un brio de journaliste, il souligne que l'ensemble de ces rapports n'est pas une pure affaire, mais par la force d'une nécessité cyborgique : l'équilibre de stratégies d'acteurs opposées aux fonctions qu'ils assument.

Formule des premières pages, cette vision est développée en conclusion dans les termes suivants : « Cet ensemble d'actions et d'interactions, de rôles en cours de formation, de rôles en cours de déformation, d'injonctions et de limitations issues du pouvoir politique, d'influences réciproques, dérivent un système en mouvement, poursuivant sans cesse son équilibre, qui résulte d'une dynamique de compensation. Un système où personnes n'est tout à fait libre de commander ou de faire, où les libertés du pouvoir sont peut-être aussi limitées que le pouvoir de la liberté et où les fonctions, orchestrées par le technocrate du développement économique et social, sont la légitimité des possibilités d'agir. » Trente-deux ans après son concours, Saint-Geours n'a pas perdu le goût du détail, et le livre est un bréviaire de la lecture de cas liges et d'acteurs à la limite. A ce plan de généralité, il est difficile de dire autre chose, bien sûr, et il n'est pas inutile de rappeler la modestie des hommes de pouvoir comme les hommes de finance.

Hausseraient, l'ensemble du livre est d'une autre veine, et l'auteur n'hésite pas à s'engager nettement, et à juger durement, ce qu'on ne peut pas dans les énoncés de l'ENA. Parlant de « la puanteur de la gestionnaire de Pompidou », il se souvient d'avoir vu son successeur, dérivant son visage « aussi ouvert qu'une lame », ses lèvres serrées, les « yeux réduits à la dimension de filières à laser », lors d'un entretien nocturne à Natoire, sur les vestes pelouses de la présidence du Kerya. Il y a de la rigueur dans ce portrait, et la machine-outil est soignée et démontre la ténacité de la machine-outil. Et, à partir de 1972, à l'heure où devait être débauché une stratégie générale de spécialisation économique face à la crise et à la concurrence de pays industriels plus dynamiques — États-Unis, Japon, Allemagne — comme de certains pays du tiers-monde en cours de « décollage », on s'est enfoncé dans une politique conformationnelle globale, adhésive pour l'industrie française. Le tableau est sombre, mais le problème est bien posé, d'autant que Saint-Geours note que le système économique de la France, tel qu'il se développe depuis la dix-neuvième année, est une imbrication des initiatives, des forces poussées et des financements relevant respectivement de l'Etat et du secteur privé.

Depuis que les monnaies flottent et que le dollar n'est plus convertible, une évolution mondiale parallèle à la nôtre transfère les capacités de décision des Etats à la communauté internationale de la finance, c'est-à-dire à l'ensemble formé par les grandes banques du monde, les entreprises géantes, les groupes multinationaux, les établissements financiers internationaux. Autour de ce noyau, s'est formé ce que Bushnell Wank appelle un « système de monnaie ouverte », qui est devenu l'un des grands foras de la planète. Une énorme masse de 400 milliards de dollars environ — soit près de deux fois la totalité des réserves de tous les Etats, d'émulsion — se promène ainsi à travers les changes et les frontières, en échappant au contrôle des Etats. Le système monétaire apparaît comme un système bancaire, après avoir été un système supranational de fait, insensible aux décisions des gouvernements.

Cette oligarchie financière ressemblait sous une forme nouvelle, plus solide et plus redoutable, le fameux « mur d'argent » dénoncé par la gauche dans l'entre-deux-guerres. Saint-Geours reconnaît qu'elle peut « baliser en brèche », voire « annuler » les ouvrages populaires. Il montre qu'elle dispose aussi d'une force beaucoup plus grande que les industriels, et qu'elle « privilégie les excès volatils : les rendements immédiats et la spéculation ». Cela souligne les limites du jeu de la libre entreprise et du marché. Le petit livre d'un technocrate, que le magazine Time plaçait parmi les deux cent cinquante livres les plus importants de l'année, conduit à méditer sur l'ensemble du système économique de l'Occident et sur la pertinence des choix du gouvernement français. Un financier sans illusions aide-t-il les politiques à se libérer des leurs ?

Dans la deuxième phase, l'industrialisme ne suit pas l'industrialisme, le succès de Caravello, les options atomiques traitant, le secteur fondamental de l'information voit successivement l'abandon de

la présidence du Kerya. Il y a de la rigueur dans ce portrait, et la machine-outil est soignée et démontre la ténacité de la machine-outil. Et, à partir de 1972, à l'heure où devait être débauché une stratégie générale de spécialisation économique face à la crise et à la concurrence de pays industriels plus dynamiques — États-Unis, Japon, Allemagne — comme de certains pays du tiers-monde en cours de « décollage », on s'est enfoncé dans une politique conformationnelle globale, adhésive pour l'industrie française. Le tableau est sombre, mais le problème est bien posé, d'autant que Saint-Geours note que le système économique de la France, tel qu'il se développe depuis la dix-neuvième année, est une imbrication des initiatives, des forces poussées et des financements relevant respectivement de l'Etat et du secteur privé.

Depuis que les monnaies flottent et que le dollar n'est plus convertible, une évolution mondiale parallèle à la nôtre transfère les capacités de décision des Etats à la communauté internationale de la finance, c'est-à-dire à l'ensemble formé par les grandes banques du monde, les entreprises géantes, les groupes multinationaux, les établissements financiers internationaux. Autour de ce noyau, s'est formé ce que Bushnell Wank appelle un « système de monnaie ouverte », qui est devenu l'un des grands foras de la planète. Une énorme masse de 400 milliards de dollars environ — soit près de deux fois la totalité des réserves de tous les Etats, d'émulsion — se promène ainsi à travers les changes et les frontières, en échappant au contrôle des Etats. Le système monétaire apparaît comme un système bancaire, après avoir été un système supranational de fait, insensible aux décisions des gouvernements.

Cette oligarchie financière ressemblait sous une forme nouvelle, plus solide et plus redoutable, le fameux « mur d'argent » dénoncé par la gauche dans l'entre-deux-guerres. Saint-Geours reconnaît qu'elle peut « baliser en brèche », voire « annuler » les ouvrages populaires. Il montre qu'elle dispose aussi d'une force beaucoup plus grande que les industriels, et qu'elle « privilégie les excès volatils : les rendements immédiats et la spéculation ». Cela souligne les limites du jeu de la libre entreprise et du marché. Le petit livre d'un technocrate, que le magazine Time plaçait parmi les deux cent cinquante livres les plus importants de l'année, conduit à méditer sur l'ensemble du système économique de l'Occident et sur la pertinence des choix du gouvernement français. Un financier sans illusions aide-t-il les politiques à se libérer des leurs ?

Dans la deuxième phase, l'industrialisme ne suit pas l'industrialisme, le succès de Caravello, les options atomiques traitant, le secteur fondamental de l'information voit successivement l'abandon de

la présidence du Kerya. Il y a de la rigueur dans ce portrait, et la machine-outil est soignée et démontre la ténacité de la machine-outil. Et, à partir de 1972, à l'heure où devait être débauché une stratégie générale de spécialisation économique face à la crise et à la concurrence de pays industriels plus dynamiques — États-Unis, Japon, Allemagne — comme de certains pays du tiers-monde en cours de « décollage », on s'est enfoncé dans une politique conformationnelle globale, adhésive pour l'industrie française. Le tableau est sombre, mais le problème est bien posé, d'autant que Saint-Geours note que le système économique de la France, tel qu'il se développe depuis la dix-neuvième année, est une imbrication des initiatives, des forces poussées et des financements relevant respectivement de l'Etat et du secteur privé.

Depuis que les monnaies flottent et que le dollar n'est plus convertible, une évolution mondiale parallèle à la nôtre transfère les capacités de décision des Etats à la communauté internationale de la finance, c'est-à-dire à l'ensemble formé par les grandes banques du monde, les entreprises géantes, les groupes multinationaux, les établissements financiers internationaux. Autour de ce noyau, s'est formé ce que Bushnell Wank appelle un « système de monnaie ouverte », qui est devenu l'un des grands foras de la planète. Une énorme masse de 400 milliards de dollars environ — soit près de deux fois la totalité des réserves de tous les Etats, d'émulsion — se promène ainsi à travers les changes et les frontières, en échappant au contrôle des Etats. Le système monétaire apparaît comme un système bancaire, après avoir été un système supranational de fait, insensible aux décisions des gouvernements.

Cette oligarchie financière ressemblait sous une forme nouvelle, plus solide et plus redoutable, le fameux « mur d'argent » dénoncé par la gauche dans l'entre-deux-guerres. Saint-Geours reconnaît qu'elle peut « baliser en brèche », voire « annuler » les ouvrages populaires. Il montre qu'elle dispose aussi d'une force beaucoup plus grande que les industriels, et qu'elle « privilégie les excès volatils : les rendements immédiats et la spéculation ». Cela souligne les limites du jeu de la libre entreprise et du marché. Le petit livre d'un technocrate, que le magazine Time plaçait parmi les deux cent cinquante livres les plus importants de l'année, conduit à méditer sur l'ensemble du système économique de l'Occident et sur la pertinence des choix du gouvernement français. Un financier sans illusions aide-t-il les politiques à se libérer des leurs ?

Dans la deuxième phase, l'industrialisme ne suit pas l'industrialisme, le succès de Caravello, les options atomiques traitant, le secteur fondamental de l'information voit successivement l'abandon de

la présidence du Kerya. Il y a de la rigueur dans ce portrait, et la machine-outil est soignée et démontre la ténacité de la machine-outil. Et, à partir de 1972, à l'heure où devait être débauché une stratégie générale de spécialisation économique face à la crise et à la concurrence de pays industriels plus dynamiques — États-Unis, Japon, Allemagne — comme de certains pays du tiers-monde en cours de « décollage », on s'est enfoncé dans une politique conformationnelle globale, adhésive pour l'industrie française. Le tableau est sombre, mais le problème est bien posé, d'autant que Saint-Geours note que le système économique de la France, tel qu'il se développe depuis la dix-neuvième année, est une imbrication des initiatives, des forces poussées et des financements relevant respectivement de l'Etat et du secteur privé.

Depuis que les monnaies flottent et que le dollar n'est plus convertible, une évolution mondiale parallèle à la nôtre transfère les capacités de décision des Etats à la communauté internationale de la finance, c'est-à-dire à l'ensemble formé par les grandes banques du monde, les entreprises géantes, les groupes multinationaux, les établissements financiers internationaux. Autour de ce noyau, s'est formé ce que Bushnell Wank appelle un « système de monnaie ouverte », qui est devenu l'un des grands foras de la planète. Une énorme masse de 400 milliards de dollars environ — soit près de deux fois la totalité des réserves de tous les Etats, d'émulsion — se promène ainsi à travers les changes et les frontières, en échappant au contrôle des Etats. Le système monétaire apparaît comme un système bancaire, après avoir été un système supranational de fait, insensible aux décisions des gouvernements.

Cette oligarchie financière ressemblait sous une forme nouvelle, plus solide et plus redoutable, le fameux « mur d'argent » dénoncé par la gauche dans l'entre-deux-guerres. Saint-Geours reconnaît qu'elle peut « baliser en brèche », voire « annuler » les ouvrages populaires. Il montre qu'elle dispose aussi d'une force beaucoup plus grande que les industriels, et qu'elle « privilégie les excès volatils : les rendements immédiats et la spéculation ». Cela souligne les limites du jeu de la libre entreprise et du marché. Le petit livre d'un technocrate, que le magazine Time plaçait parmi les deux cent cinquante livres les plus importants de l'année, conduit à méditer sur l'ensemble du système économique de l'Occident et sur la pertinence des choix du gouvernement français. Un financier sans illusions aide-t-il les politiques à se libérer des leurs ?

Dans la deuxième phase, l'industrialisme ne suit pas l'industrialisme, le succès de Caravello, les options atomiques traitant, le secteur fondamental de l'information voit successivement l'abandon de

la présidence du Kerya. Il y a de la rigueur dans ce portrait, et la machine-outil est soignée et démontre la ténacité de la machine-outil. Et, à partir de 1972, à l'heure où devait être débauché une stratégie générale de spécialisation économique face à la crise et à la concurrence de pays industriels plus dynamiques — États-Unis, Japon, Allemagne — comme de certains pays du tiers-monde en cours de « décollage », on s'est enfoncé dans une politique conformationnelle globale, adhésive pour l'industrie française. Le tableau est sombre, mais le problème est bien posé, d'autant que Saint-Geours note que le système économique de la France, tel qu'il se développe depuis la dix-neuvième année, est une imbrication des initiatives, des forces poussées et des financements relevant respectivement de l'Etat et du secteur privé.

LA VACHE INTRÉPIDE DE CHENEZ

Une vache en train de diriger avec une patte un produit brulé qui ressemble à un imbricé, à du Coca-Cola, c'est sous cet aspect que Chenez a écrit son livre. La bande dessinée, qui commence à une histoire, nous conduit au Vieux Continent. Pourquoi une vache ? Eh bien, parce que dans la belle Europe, fille d'Adonis, avait, comme chacun sait, pris l'apparence d'un taureau.

Le livre, dédié aux « petites bêtes », est une œuvre d'art, une œuvre de l'histoire qu'il conte n'a d'autre prétention, nous dit l'auteur, que d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires. Mais qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

Disons qu'on s'y reconforte, tant et tant que beaucoup d'historiens professionnels pourraient envier à l'auteur, « qui d'être aussi fautive que celle de nos manuels scolaires ».

rares, tant de nations extérieures, tant de millions de peuples passés au 19^e siècle, et au lendemain d'être tirés par Napoléon, à grands coups de canon pour nos maîtres, comme d'un accident de travail le 18 juin 1815, à dépece à Taïti, puis remués pour devenir la locomotive du train communautaire et consensuel, pensifs, perchés sur un globe terrassé, que « la finitude de tout gâcheur est d'être mangé ».

Tout cela illustré par le trait de Chenez, dont nos lecteurs connaissent l'humour, l'opérisme, l'invention et, s'est le cas de le dire, la vacherie sans méchanceté.

ANDRÉ FONTAINE.

* Un vol. de 20 p., aux Editions Ramsay-Image, 20 F.

UNESCO

Les fouilles archéologiques à Jérusalem

LES CRITIQUES A L'EGARD D'ISRAËL

SE FONT MOINS SEVERES

L'UNESCO a adopté, vendredi 11 mai, une résolution sur les fouilles archéologiques israéliennes à Jérusalem. Le texte, très modéré, ne reprend pas les condamnations antérieures contre l'Etat d'Israël. Il note, toutefois, à deux reprises, que l'acquisition qu'aurait le pays de la ville sainte n'est pas engagée et qu'il ne s'agit pas d'une opération de fouilles archéologiques et n'a pas changé sa politique visant à modifier la caractéristique historique et culturelle de Jérusalem, et qu'il ne s'agit pas d'une opération de fouilles archéologiques et n'a pas changé sa politique visant à modifier la caractéristique historique et culturelle de Jérusalem.

La résolution invite d'autre part le directeur général de l'UNESCO à présenter un rapport lors de la prochaine session du conseil exécutif sur les fouilles archéologiques et les modifications apportées par Israël au caractère de la Ville sainte depuis son occupation en 1967, et sur la modification éventuelle de la politique et des activités israéliennes à l'égard du patrimoine culturel de la ville de Jérusalem.

Ce texte a été adopté par 21 voix (celles des Etats arabes, socialistes et de certains pays non alignés) contre une (les Etats-Unis) et sans abstentions (les pays d'Europe occidentale et le Japon). M. Roberto Torrez, représentant des Etats-Unis, a expliqué son vote en précisant que le texte faisait référence à une résolution de la dernière conférence générale de l'UNESCO qui condamnait « les autorités d'occupation israéliennes pour avoir continué à modifier et à pulvériser la configuration, historique et culturelle de Jérusalem » (la Résolution de 15 novembre et 1^{er} décembre 1978).

NEW-YORK
1.225 F (A.R.)
MONTREAL
1.500 F (A.R.)
3.990 F (A.R.)

DES BILLETS DE TRAIN
AUSSEZ BONNE
POUR LES MOINS DE 20 F.

EN
CENTRE
D'INFORMATION
SUR LE CHARTER

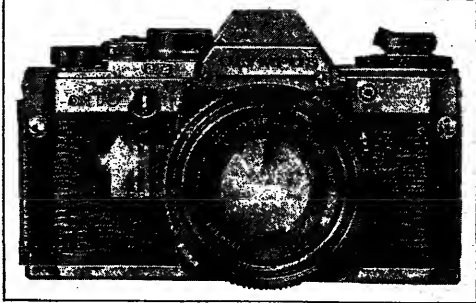
PASSEPORT Lic. A 899

Olympus OM-10. Un automatisme plus intelligent.

Caractéristiques techniques : reflex 24 x 36 électronique à automatisme intégral, débrayable avec accessoire en option, système de mesure de l'exposition en "temps réel" (le seul actuellement aux environs de 1.800 F), reçoit les 33 objectifs interchangeables et 240 accessoires du système vue par vue d'au moins deux images à la seconde.

Disponible chez tous les spécialistes Olympus.

Importateur exclusif : S.C.O.R. - 27/33 route d'Antony - Silié 1.165 - 94533 Rungis Cedex



سكان من الامم

Indice des économies d'Avril

Résultats.

A la demande de Carrefour, Ifop communique les résultats de l'indice des économies des 45 Carrefour de France. L'indice des économies est, je le rappelle, une comparaison de prix portant sur 430 produits de grande consommation et identiques, relevés dans les magasins à grande surface de 45 zones différentes ayant chacune un Carrefour.

Pour chaque magasin, 2 chiffres sont à considérer : le 1^{er} chiffre indique le classement du magasin Carrefour dans sa zone. Le 2^e chiffre* indique le pourcentage d'économies réalisées dans ce magasin par rapport à la moyenne des prix pratiqués dans les autres grandes surfaces de cette zone.

* Dans le cas où le 2^e chiffre serait positif, cela indiquerait que le magasin Carrefour est plus cher que la moyenne des prix pratiqués dans la région.

2 ^e Carrefour Angers	- 2%	1 ^{er} Carrefour Marseille Le Merlan	- 6%
2 ^e Carrefour Anglet	- 4%	1 ^{er} Carrefour Mérignac	- 6%
1 ^{er} Carrefour Annecy Brogny	- 6%	2 ^e Carrefour Meylan	- 6%
1 ^{er} Carrefour Annecy Cran	- 10%	1 ^{er} Carrefour Montesson	- 10%
1 ^{er} Carrefour Annecy Parmelan	- 7%	1 ^{er} Carrefour Nantes	- 4%
1 ^{er} Carrefour Antibes	- 4%	1 ^{er} Carrefour Nevers	- 8%
3 ^e Carrefour Aulnay-sous-Bois	- 1%	1 ^{er} Carrefour Nice-Lingostière	- 5%
1 ^{er} Carrefour Barentin	- 7%	1 ^{er} Carrefour Pontault-Combault	- 5%
1 ^{er} Carrefour Chambéry Bassens	- 6%	1 ^{er} Carrefour Portet/Garonne	- 5%
1 ^{er} Carrefour Chambéry Chamnord	- 11%	1 ^{er} Carrefour Quetigny	- 4%
2 ^e Carrefour Bourges	- 4%	1 ^{er} Carrefour Rambouillet	- 7%
1 ^{er} Carrefour Bures/Orsay	- 7%	2 ^e Carrefour Saint-André-les-Vergers	- 2%
1 ^{er} Carrefour Châlons/Seine	- 3%	1 ^{er} Carrefour Sainte-Geneviève-des-Bois	- 3%
1 ^{er} ex aequo Carrefour Chalon/Saône	- 6%	1 ^{er} Carrefour Saran	- 6%
1 ^{er} Carrefour Chartres	- 3%	1 ^{er} Carrefour Soyaux	- 5%
1 ^{er} Carrefour Châteauneuf-les-Martigues	- 6%	2 ^e Carrefour Venette	- 1%
1 ^{er} Carrefour Claye-Souilly	- 6%	1 ^{er} Carrefour Vénissieux	- 8%
1 ^{er} Carrefour Créteil	- 7%	1 ^{er} Carrefour Villeurbanne	- 4%
1 ^{er} Carrefour Échirolles	- 10%	1 ^{er} ex aequo Carrefour Villiers-en-Bière	- 2%
1 ^{er} Carrefour Écully	- 7%	1 ^{er} Carrefour Vitrolles	- 9%
1 ^{er} Carrefour Gennevilliers	- 4%		
1 ^{er} Carrefour Givors	- 10%		
1 ^{er} Carrefour Hérouville-Saint-Clair	- 3%		
1 ^{er} Carrefour Le Mans	- 4%		
1 ^{er} Carrefour Lescar	- 6%		

Jean-Marc Lech, Directeur Général de Ifop.

par DOMINIQUE POUCHIN

Le « gendarme » est allé de Saint-Tropez à New-York, en vacances et en soucoupe volante. Les dents de la mer ont croqué la Création en péril ? Que faire ? Briser la chaîne, séparer autoritairement l'aval de l'amont, le lendemain de la guerre : les salles d'un côté, distributeurs et producteurs de l'autre ? Trop tard, les producteurs ont déjà été placés devant le choix, les sociétés françaises choisissant la salle et délaissant le film. Que restait-il de la production nationale ?

Saisie par le ministre de l'économie, après le dépôt d'une plainte pour une affaire d'appropriation de la production de films, la concurrence et des producteurs veulent mettre son nez dans les affaires du marché cinématographique.

Reste pourtant, selon le même rapport, une plénitude de salut : une vraie, une saine concurrence entre les diffuseurs. Si les salles



Films es rising enings

LE PROGRAMME DU FESTIVAL
Carlton-First floor-room 103
TÉLÉPHONE : 99.59.03 ET 99.59.04

هكذا من الامم

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 14 mai

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

Les autres salles
Adonis, 20 h. : *André et ses amis*.
Comédie Caennaise, 20 h. : *Le Cid* de Corneille.
Orléans, 21 h. : *Le Cid* de Corneille.
Postales, 21 h. : *Le Cid* de Corneille.

Les chaussonniers
Cercès de la République, 21 h. : *Le Cid* de Corneille.
Deux-Étoiles, 21 h. : *Le Cid* de Corneille.

cinémas

Les films marqués (*) sont labellisés aux écoles de France aux (*) aux écoles de France aux (*) aux écoles de France

La cinématèque

Chaillet, 15 h. : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

Les exclusivités

AMERICAN COLLEGE (A. v.) : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

Les concerts

Luxembourg, 19 h. : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

Jazz, pop, rock, folk

Cercès de la République, 21 h. : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

La danse

Cercès de la République, 21 h. : *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck. *Le Cid* de Corneille. *Orphée* de Gluck.

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS

AVIS DE CONCOURS

Un concours est ouvert au Théâtre National de l'Opéra de Paris pour le recrutement d'un Chef de Chant (Service lyrique).

Le 6 juin 1979 à 14 heures

Concours pianistique obligatoire : Prémie N° 7 extrait du Premier Livre des Préludes de Debussy.

Le 6 juin 1979 à 14 heures

Renseignements et inscriptions au Théâtre de l'Opéra - 8 rue Scribe à PARIS 75009 - Régie du Café, tous les jours de 10 h. à 18 h. sauf dimanche.

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

AVIS DE CONCOURS

Deux Violons du rang
 Lundi 25 juin 1979
 à 9 h 30
 Un Alto Solo
 Samedi 30 juin 1979
 à 9 h 30

Reconnaissements 397-22-00 et 35-81

15, avenue Montaigne 75008 PARIS

Ballet-Théâtre JOSEPH RUSSILLO

2 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

19 ET 20 MAI À 20 H 30
 THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
 CRÉATIONS
 SACRÉ DU PRINTEMPS
 PRÉLUDE N° 13 CHOPIN
 PIERROT

Location au Théâtre : 223-44-36 et 44-36

à 20 h 30

FELICITE

CHRISTINE PASCAL

52, RUE DE LONGCHAMP 75116
 Tél. 722.64.02 - 724.34.53

PRÉSENTÉ AU FESTIVAL DE CANNES LE 15 MAI

SORTIE À PARIS LE 15 MAI

CONCORDE PATHÉ VO / GAUMONT LUMIÈRE VF / MONT-PARNASSE 83 VF
 GAUMONT CONVENTION VF / HAUTE-FEUILLE VO / ST-MICHEL VO

LES MOISSONS DU CIEL

(DAYS OF HEAVEN)

avec Richard Gere • Brooke Adams • Sam Shepard • Linda Manz

Producteur exécutif : Jacob Brackman • Produit par Bert et Harold Schneider

Écrit et réalisé par Terrence Malick

Un film Paramount Distribué par Cinema International Corporation

MERCREDI

Collection officielle CANNES 79

MARIE CHRISTINE BARRADIT

RUTGER HAUER

ROGER VAN HOOIJ

Femme entre chien et loup

UN FILM DE ANDRÉ DELVAUX

THEATRE DE LA VILLE

Place du Châtelet

du 22 au 26 mai à 18 h 30

JAMES GALWAY

flûte

avec Ph. de Vill. et M. RGA

THEATRE DE LA VILLE

Place du Châtelet

du 22 au 26 mai à 18 h 30

JAMES GALWAY

flûte

avec Ph. de Vill. et M. RGA

THEATRE DE LA VILLE

Place du Châtelet

du 22 au 26 mai à 18 h 30

JAMES GALWAY

flûte

avec Ph. de Vill. et M. RGA

MERCREDI

Collection officielle CANNES 79

MARIE CHRISTINE BARRADIT

RUTGER HAUER

ROGER VAN HOOIJ

Femme entre chien et loup

UN FILM DE ANDRÉ DELVAUX

STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS - 14-JUILLET-PARNASSE

Collection officielle CANNES 79

MARIE CHRISTINE BARRADIT

RUTGER HAUER

ROGER VAN HOOIJ

Femme entre chien et loup

UN FILM DE ANDRÉ DELVAUX

COPIES NEUVES - FILM COULEUR

Les riches sauvages

grie de plus en plus répugnée des grands espaces, ce besoin de vivre dangereusement ? A l'envisage de mettre sa volonté à l'épreuve de dominer sa paresse et ses appétits ; au désir de se réaliser aussi hors des sentiers battus de la réussite professionnelle et de retrouver à travers l'intégrité du corps celle de l'esprit.

Et les épouses, que pensent-elles de ces échappées en célibataire ? Elles sont jalouses. L'une d'elles nous l'a avoué. Elle se sent partialement capable d'en faire autant et ne demanderait qu'à imiter son mari. Avec lui ? Sûrement pas. Entre femmes. Ne pas se laver, ne pas se raser ou se coiffer, se laisser les cheveux pousser, déter-

grie de plus en plus répugnée des grands espaces, ce besoin de vivre dangereusement ? A l'envisage de mettre sa volonté à l'épreuve de dominer sa paresse et ses appétits ; au désir de se réaliser aussi hors des sentiers battus de la réussite professionnelle et de retrouver à travers l'intégrité du corps celle de l'esprit.

LUNDI 14 MAI

[illegible]

Jean einstein

Une certaine IDÉE du communisme

CHaine II : A 2

12 b. Quoi de neuf : 13 h. 15. Série : Cécilia, médecin de campagne : 12 h. 30. Journal : 13 h. 20. Magazine : Para spéciale : 13 h. 50. Feuilleté : Plantes de course : 14 h. A. Aujourd'hui, madame (la recherche scientifique) : 15 h. Les Inconnus (le spectacle) : 15 h. 55. Magazine : Découvertes : 16 h. 15. L'opération Kamour : dossier - drogue : la grande traversée des Alpes françaises.

17 h. 25. Fenêtre sur... les nouveaux Indiens : h. 55. Récré A 2 : 18 h. 35. C'est la vie : la vie est toujours là. Europe : 1 h. 55. Les chiffres et des lettres : 19 h. 45. Top-clip : 20 h. Journal.

TRIBUNES

TOSHIBA **T.V. couleur**
Système Blat
procédé exclus
par Tosh
Documentation sur demande à Tra

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Émission du ministère des universités
18 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre
Cercle d'entraide des citoyens ; 19 h. 10. Journal
19 h. 20. Émissions régionales ; 19 h. 55. Dessin
animé ; 20 h. Les Jeux
20 h. 30. FILM (cinéma pour tous) : HARRY
PAWSON, AN. de B. Bordenie (HARDI), avec
G. Barry, L. Lefrançois, M. Mizzioli, R. Sene-
J. Danno, I. Miranda, P. Lemaire, J. Topart
(Rediffusion)

Vous préférez le frère d'Henri III, Fur-
coulis (suite continue) de Guste mal
refusé d'assassiner celui-ci.
Une œuvre (traduite) de Michel Sézanne
sur des pratiques de ce meurtre et la fronde
de coupe et d'épée, qu'il faut s'écarter ignorer

ET DEBATS

ture, parle de l'opéenne avec *Peter Walker*, culture allemand

et anglais, au cours de l'émission « Forum » de R.M.-C., à 13 heures.

— En direct de Hoerdt, *M. Valéry Giscard d'Estaing* parle de la politique européenne de la France, sur *TF1 France-Inter* et *R.M.-C.*, à 19 heures.

ur : la 4^e génération
stripes: de la couleur.
f inventé
ba. Disponible avec télécommande.
ant Distribution - BP 62-91401 Orsay Tél.: 907/2276

[illegible]

Une co
ID
du comr

Le système

de l'auteur,
demain du
des du PCF

certaine

ÉE

munisme

LIARD

TRIBUNES

TOSHIBA **T.V. couleur**
Système Blatnot
procédé exclusif
par Toshiba
Documentation sur demande à Tranelec

ET DEBATS

ture, parle de
opéenne avec
et Peter Walker,
culture allemand

et anglais, au cours de l'émission
« Forum » de R.M.-C., à 13 heures.
— En direct de Hoerd, M. Valéry
Giscard d'Estaing parle de
la politique européenne de la
France, sur TF1, France-Inter et
R.M.-C., à 19 heures.

ur : la 4^e génération
stripes: de la couleur.
f inventé
ba. Disponible avec télécommande.
ant Distribution - BP 62-91401 Orsay Tél.: 907/2276

3

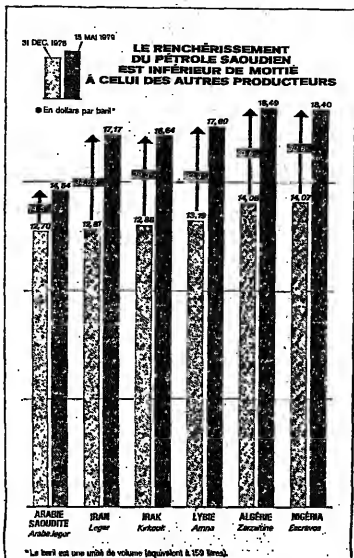


Monde

DE L'ECONOMIE

LE POTENTIEL PÉTROLIER DE L'ARABIE SAOUDITE

La réalité et la fiction



Les prix des pétroles des différents pays producteurs avaient, à la fin de 1978, une certaine homogénéité. Il n'existait dans tous les cas de « bruts » légers, voire très légers : pour la Zambanie algérien. Les différences de prix s'expliquaient alors par les qualités (pétrole pur, pétrole d'Afrique) et la proximité des marchés de consommation.

Après la dernière majoration de l'Irak le 5 mai, une certaine cohérence a été retrouvée; quelques peu entamés il est vrai par la décision de l'Iron de renchérir à nouveau son pétrole le 15 mai. Mais globalement la hausse est générale autour de 30-35 %.

Une exception importante : l'Arabie Saoudite, qui s'en tient au relèvement consacré pour 1973 à Abou-Dhabi fin 1972 et avance au 1^{er} avril lors de la conférence tenue par l'OPEP à Gênes le 26 mars.

Il amste donc un double pris du marché, comme en 1977 après la scission de Doha, à l'époque, le régime soudanais avait mis six mois pour négocier la baisse des membres de l'OPEP en obtenant à ceux-ci qu'ils ne procédaient pas à de nouvelles augmentations. Un tel scénario peut-il se répéter lors de la prochaine conférence des pays producteurs à la fin du mois de juin à Genève alors que l'Arabie par son choix d'une production réduite, n'est plus à même de peser profondément sur un marché tendu ?

Réintroduire les bénéfices dans l'assiette de la taxe professionnelle

L'Assemblée nationale doit examiner, à partir du mercredi 16 mai, le projet gouvernemental réformant la fiscalité directe locale, projet déjà largement modifié par le Sénat en novembre 1978.

La commission spéciale qui a travaillé plusieurs mois sur le sujet n'a déposé ses conclusions que le jeudi 10 mai, son rapport n'étant lui-même diffusé que le vendredi 11. M. André-Georges Vaisin (R.P.R.), son rapporteur, expose ci-dessous les

grandes lignes de cette longue enquête. Il propose notamment de refondre l'assiette de la taxe professionnelle, la valeur ajoutée — qui incorpore les bénéfices — se substituant aux bases actuelles, qui n'en tiennent pas compte. M. Voisin insiste beaucoup pour que les modifications de la fiscalité locale soient « testées » avant application définitive. Ainsi la réforme de la potesté n'entrerait-elle en vigueur qu'en 1981, après une année de fonctionnement

par ANDRÉ-GEORGES VOISIN (*)

des redevables (43 %), essentiellement des petits commerçants et artisans, cette réduction a même dépassé 50 % de la cotisation de l'année précédente. Cet allègement a été principalement supporté par l'industrie et notamment par les établissements de moins de dix salariés.

● Le lot du 29 juillet 1975 a en fait mérité d'être désormais classé comme contributive des redevables sur des données comptables objectives. Les bases d'imposition sont désormais communes à tous les redevables et reposent d'une part sur la valeur locative des immobilisations, d'autre part sur le chiffre des ventes (ou le huitième des ventes).

Les prévisions pessimistes sur une éventuelle insuffisance de la production pétrolière étaient jusqu'à une époque récente tempérées notamment par la rassurante conviction qu'en cas de besoin on pouvait toujours compter sur l'énorme potentiel saoudien. Or, à s'en tenir au seul aspect technique de la question (l'aspect politique est ou moins aussi important), il ressort des dernières études qu'on se faisait des capacités d'extraction du royaume une idée trop optimiste. Un des meilleurs experts du monde arabe expose, ci-dessous, les conséquences qu'il tire de cette nouvelle situation.

por NICOLAS SARKIS (*)

l'année prochaine que sa production sera de 10 millions de tonnes. L'Arabie Saoudite serait le premier producteur mondial de pétrole, avec 20 à 25 millions de tonnes par an, devant l'Irak, avec 15 à 20 millions de tonnes par an, soit 30 à 41 % du total de la production mondiale. Aujourd'hui, les compagnies pétrolières occidentales qui contrôlent l'Arabie saoudienne estiment que cette production sera de 10 à 12 millions de tonnes par an, maximum de 12 millions de barils/jour après 1980. Elles estiment que la production sera de 15 à 20 millions de tonnes par an, maximum de 20 millions de barils/jour après 1990. Elles estiment que la production sera de 25 à 30 millions de tonnes par an, maximum de 30 millions de barils/jour après 2000. Elles estiment que la production sera de 35 à 40 millions de tonnes par an, maximum de 40 millions de barils/jour après 2010. Elles estiment que la production sera de 45 à 50 millions de tonnes par an, maximum de 50 millions de barils/jour après 2020. Elles estiment que la production sera de 55 à 60 millions de tonnes par an, maximum de 60 millions de barils/jour après 2030. Elles estiment que la production sera de 65 à 70 millions de tonnes par an, maximum de 70 millions de barils/jour après 2040. Elles estiment que la production sera de 75 à 80 millions de tonnes par an, maximum de 80 millions de barils/jour après 2050. Elles estiment que la production sera de 85 à 90 millions de tonnes par an, maximum de 90 millions de barils/jour après 2060. Elles estiment que la production sera de 95 à 100 millions de tonnes par an, maximum de 100 millions de barils/jour après 2070. Elles estiment que la production sera de 105 à 110 millions de tonnes par an, maximum de 110 millions de barils/jour après 2080. Elles estiment que la production sera de 115 à 120 millions de tonnes par an, maximum de 120 millions de barils/jour après 2090. Elles estiment que la production sera de 125 à 130 millions de tonnes par an, maximum de 130 millions de barils/jour après 2100.

[illegible]

Elle est inquiétante, tout d'abord, car elle mesure où elle met en évidence le caractère aléatoire et peu fiable de certaines données fondamentales sur lesquelles sont basés les scénarios mondiaux. On est en droit de se demander à cet effet pourquoi l'Aranson, c'est-à-dire le groupe de la plus puis-

Quoi qu'il en soit, l'optimisme et l'Aramco faisaient preuve. Il y a sept ans n'a finalement servi à induire en erreur tous les concernés, c'est-à-dire tous les pays du monde.

(Lire la suite page 34.)

DEMAIN L'EMPLOI

Comment se présentent les perspectives de l'emploi dans les principaux secteurs industriels, en France et en Europe? De l'analyse de Jacqueline Gropin, il ressort que la résorption du chômage nécessite un pari audacieux, mais réfléchi, sur le développement d'activités nouvelles.

Est-ce à dire que l'ère « post-Industrielle », si souvent annoncée, est pour demain. Le croire serait céder à des idées

L'EUROPE s'installe dans la routine d'une société qui comporte six millions de chômeurs. Le phénomène n'est pas spécial à la France. S'il ne s'agissait pour les gouvernements que d'un moyen de faire face à une situation de transition diffi-

[illegible]

Les données sont pour l'ensemble le pire moment pour l'emploi depuis probablement entre 1980 et 1986, parce que alors on a vu la chute du chômage, le début de la base de production industrielle, ou l'industrie électronique et la chimie, piliers industriels d'aujourd'hui et de demain. En outre, on se souvient que, première, on a beau se remarquer quelle emploie un actif sur sept en France, mais que, deuxièmement, et quelle représente directement de 4 à 6 % de l'emploi et plus de 10 %

Après la variante nassée des relations unilatérales, la plus vraisemblable pour l'Europe, l'Allemagne fédérale, qui compte près de 50 millions d'habitants en 1975, ne compte plus que moins de 50 en 1995; et la France, qui comptait 52,7, en aura environ 46.

On imagine aussi qu'elles seront
pressions exercées par les pays
Magyar, sur l'Europe, pour
rétablir l'unité européenne. Les
continuent pourra d'autant
difficilement résister qu'il
besoin d'hommes, lorsqu'on
serve que la population de ce
qui était de la moitié envi-
rés de la France en 1950,
survival, et de ceux de celle-
ville de New York.

On n'en est certes pas encore à l'heure, une étude de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies montre qu'il faudrait une augmentation d'environ dix millions du nombre des emplois d'ici à 1985 pour que l'on puisse espérer que le monde ait atteint ce que l'on appelle son niveau de développement. Mais, d'ici là, en 1977 (déjà éteint). Pour des raisons comme la France et l'Allemagne 1965, devront inclure les entreprises d'automobiles européennes et mondiales, la production. Les entreprises de M. Giovanni Agnelli a orienté son groupe de telle sorte que plus de la moitié du chiffre d'affaires de Fiat ne soit, plus dans l'automobile proprement dite ?

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite page 25.)

Les ambiguïtés de la politique pétrolière

TRAILLÉE dès sa naissance, en août dernier, entre le libéralisme affiché par le ministre de l'économie, M. René Monory, et le dirigisme du ministre de l'industrie, M. André Giraud, la nouvelle politique pétrolière française souffre, dans sa mise en place, de cette contradiction initiale.

Les conditions de délivrance des autorisations d'importation de produits pétroliers — dites A 3. — que doit publier prochainement le service pétrole, — sont un bon exemple. Pour laisser plus d'initiative aux contractants et accroître la concurrence, les quotas qui accompagnaient auparavant ces autorisations sont supprimés. L'un des vœux du législateur de 1923 — « contingerer raisonnablement tous nos fournisseurs étrangers de manière à respecter les importateurs français qui ont su garder une certaine indépendance (...) — est ainsi abandonné au nom du libéralisme. Il est parce que les deux groupes pétroliers nationaux ont acquis une taille et une compétence qui les rendent aptes à sa mesurer aux grandes compagnies internationales.

En contrepartie, les sociétés impérialistes devront soumettre des états d'approvisionnement et s'engager à les respecter. M. Giraud estime ainsi le meilleur usage de cette disposition qui, au vu des difficultés actuelles, prévoit, comme l'article de (Sarkis), devrait être une garantie contre la spéculation ou certaines compagnies indépendantes qui font défaut des que la prix du marché libre dépasse les cours intérieurs. Avec une certaine malice, le ministre de l'Industrie pense « sélectionner ainsi les opérateurs industriels » et établir subrepticement les quotas sous la protection de l'intérêt national.

Mais il n'est pas sûr que la Commission européenne, enhardie par son premier succès, jette très longtemps cette manière d'agir. Ne viendrait-elle pas enfin d'obtenir de la France la suppression du contingentement ? Il n'est pas certain non plus que le successeur de l'actuel ministre de l'Industrie ait la même volonté interventionniste que celui-ci.

L'esprit même de la nouvelle politique est libéral. M. Monory le disait déjà le 30 août : « Ce qui est important c'est que maintenant la libération du secteur pétrolier est inscrite dans le texte. L'abandon des quotas d'importation, l'élargissement donc des déductions d'A.S., les recours autorisés pour 20% au marché libre dans les plans d'approvisionnement et la libération — alors annoncée — des prix de tous les produits pétroliers au 1^{er} janvier 1980 avaient une dynamique propre.

Aidé par la conjoncture, M. Giraud peut retarder les échéances et laisser aux députés que « la situation actuelle du marché pétrolier ne permet pas d'en libérer les prix ». Mais on ne lail pas longtemps une politique dirigée avec un dispositif libéral. Il faut alors changer soit le texte, soit la politique.

E. D.

toutes foites... et à l'illusion statistique si fréquente. Le professeur Henri Tezenos du Mantcel montre que c'est sur l'industrie, secteur productif par excellence, que repose encore, pour une bonne part, l'emploi (page 25). Et, dans ce domaine, les Etats-Unis font globalement mieux que l'Europe. Chargé de mission auprès du Plan, M. Gérard Tardy propose une explication.

est pas trop grave. Une telle attitude des différentes générations de déshérités et d'exploités de l'agriculture, à l'avenant de la vie de facilité pour certains, a été d'hypothéquer une longue vue sur la situation magna, cela devrait correspondre à des taux d'expansion — peu probables — de 4,5 % à 5,5 %. Et comme les emplois continuent de diminuer dans l'agriculture, alors qu'ils augmentent moins rapidement que ces dernières années dans l'administration, c'est sur l'expansion des entreprises privées que repose l'avenir dans toute l'Europe.

On se demande ce que l'on ne et pas assez ce pour préparer

Les problèmes sont formels, mais ils sont également entre autres, des problèmes de structure. On ne peut arriver encore à la fin de la chaîne de travail, que les gens ne soient en rythme aussi bien qu'à partir de la confrontation avec la chaîne de travail, jusqu'à la fin du

La plus grande base des exportations de biens manufacturés dans les différents pays européens, l'on s'accorde aussi plus ou moins pour admettre que dès 1990 la seule demande de remplacement représentera 85 % de la demande totale d'automobiles dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., ce qui indique que le

La concurrence des pays à bas salaires ou à plus forte productivité (percée des constructeurs japonais que d'autres constructeurs asiatiques s'apprêtent à imiter, et début du « dumping » des pays de l'Est avec de bonnes voitures bon marché) et la course technologique lancée par les firmes américaines, à l'ho-

ries pas encore une étude de la conjoncture pour donner une monnaie augmentée de millions de fois dix à 1985, la France reste à ce niveau que celui prévu. Pour des raisons de France et d'Allemagne.

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite page 25.)

Reintroduire les bénéfices dans la taxe professionnelle

(Suite de la page 23.)

Le bilan que nous venons de dresser de la loi du 28 juillet 1978 montre qu'elle nécessite sur certains points des amendements et sur d'autres des modifications qui s'apparentent à une réforme. Tout potentiel était ailleurs ? « Tout l'effort était ailleurs », a écrit le ministre de l'économie, mais la réforme de la taxe professionnelle a été faite, et il faut maintenant attendre d'une telle mesure ne se réajuste pas seulement par elle-même, mais par les réajustements qu'elle entraîne.

Sans reconstruire cette obligation quelque peu archaïque, on pourrait envisager de faire une évaluation minutieuse de la charge de la taxe professionnelle aux dépens des collectivités locales.

Le choix d'une assiette plus neutre

En qualité de rapporteur de la commission spéciale à l'Assemblée nationale, j'ai recherché quelle donnée comptable pouvait mieux refléter la charge réelle des entreprises. Car, sans accepter les affirmations des tenants d'une assiette neutre, on ne peut pas accepter la charge de 30 milliards sur les collectivités locales, qui provient de la contribution des entreprises à la taxe professionnelle.

Une piste avait été ouverte par l'ordonnance du 17 janvier 1978 qui prévoyait que la capacité contributive des entreprises serait basée sur le « produit brut » de leur activité. Lors des travaux de la commission spéciale de la pétite en 1978, la Direction générale des impôts avait précisé que le « produit brut » devait s'entendre du bénéfice fiscal, des amortissements, des provisions et des frais financiers.

En partant de ce « résultat brut », on arrive rapidement à la valeur ajoutée : il suffit pour cela d'ajouter les dépenses de personnel et les impôts et taxes.

Pourquoi la valeur ajoutée ? — Du point de vue des collectivités locales, il s'agit d'une assiette évolutive, moins sujette que le bénéfice ou le résultat brut d'exploitation aux fluctuations de la conjoncture.

— Du point de vue des redevables, il s'agit de la grandeur la plus neutre qui se puisse imaginer. La valeur ajoutée mesure en effet l'apport de chaque entreprise à l'économie nationale, que cet apport se réalise par versement de salaires, de profits ou d'impôts.

Aucune des organisations professionnelles entendues par la commission spéciale et surtout la suggestion a été soumise ne l'a trouvée déraisonnable. Le niveau de ce plancher devrait être faible, mais non nul. Il pourrait être fixé aux alentours de 500 F, par analogie avec la taxe d'habitation correspondant à un logement moyen F3 ou F4.

Un effet attendu d'une telle mesure ne se réajuste pas seulement par elle-même, mais par les réajustements qu'elle entraîne. Pour certaines communes, les entrées supplémentaires correspondraient à environ 5 % des recettes actuelles de taxe professionnelle. Ce qui permettrait d'alléger d'autant la charge de certaines entreprises qui ont été particulièrement affectées par la réforme de 1978.

Une première objection vient cependant à l'esprit : les entreprises de main-d'œuvre ne vont-elles pas trouver pénalisées la charge de la taxe professionnelle ? Les salaires seraient en effet déduits, pris en compte en totalité, et non plus pour le cinquième, et les cotisations sociales entreraient à leur tour dans l'assiette ; cela représenterait environ 50 % de la valeur ajoutée.

Cette objection, à première vue évidente, n'est pourtant pas fondée. Les simulations effectuées par la D.G.I. que par la Chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing confirment que, « du côté des entreprises, les industries de main-d'œuvre (c'est-à-dire celles dont la part des frais de personnel est la plus élevée) seraient avantagées par le changement d'assiette. Ce paradoxe apparent s'explique par le fait que la valeur ajoutée par salarié est d'autant plus forte que la part des frais de personnel est plus faible. L'assiette valeur ajoutée permettrait donc de mieux répartir la charge de la taxe professionnelle.

Une seconde objection mériterait également d'être examinée : le changement d'assiette n'entraînerait-il pas le bénéfice que les petites redevables ont tiré de la réforme de 1978 ? Sans doute, le risque serait accru si l'on retenait la valeur ajoutée sans déduire les cotisations sociales. Mais on pourrait envisager d'appliquer un abattement sur la valeur ajoutée ajoutée en faveur des petites entreprises.

Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978. On pourrait envisager de maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

Alors que l'investissement industriel stagne en France, la tendance de nombreuses entreprises à s'installer à l'étranger suscite des réactions diverses (voir notamment l'article de MM. Jean-Hervé Lorenzi et Michel Pierre, « Un complexe de fuite », paru dans « le Monde de l'économie » du 10 avril 1979).

On lira ci-dessous un plaidoyer argumenté en faveur de l'implantation de sociétés françaises sur le marché américain.

La présence de l'industrie française aux États-Unis commence à devenir une réalité. Aujourd'hui, plus de cent entreprises françaises ont pris pied sur le territoire américain et une centaine d'autres y disposent même d'une implantation industrielle.

Le marché américain a longtemps intimidé les entreprises industrielles, par sa taille, par son caractère lointain et anglosaxon, par son haut niveau de concurrence. Elles avaient assisté à la conquête de ce pays par l'industrie européenne par des groupes américains ; elles découvraient ainsi les entreprises américaines dans des conditions de concurrence internationale en dehors de leurs frontières.

À la fin de 1977, les entreprises françaises comptent pour 5,5 sur un total de 24 milliards de dollars d'investissements directs aux États-Unis. Leur part a plus que doublé depuis l'autonomie de nos investissements étrangers aux États-Unis connaît une forte croissance depuis quelques années, les investissements français pour 1978 ont atteint 12,5 % du total des investissements directs étrangers.

Le montant des investissements directs français aux États-Unis est actuellement de 170 millions de dollars. Il est en hausse de 10 % par rapport à l'année dernière. Les investissements français aux États-Unis ont atteint 12,5 % du total des investissements directs étrangers.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

Il faut investir aux États-Unis

(Suite de la page 23.)

Alors que l'investissement industriel stagne en France, la tendance de nombreuses entreprises à s'installer à l'étranger suscite des réactions diverses (voir notamment l'article de MM. Jean-Hervé Lorenzi et Michel Pierre, « Un complexe de fuite », paru dans « le Monde de l'économie » du 10 avril 1979).

On lira ci-dessous un plaidoyer argumenté en faveur de l'implantation de sociétés françaises sur le marché américain.

La présence de l'industrie française aux États-Unis commence à devenir une réalité. Aujourd'hui, plus de cent entreprises françaises ont pris pied sur le territoire américain et une centaine d'autres y disposent même d'une implantation industrielle.

Le marché américain a longtemps intimidé les entreprises industrielles, par sa taille, par son caractère lointain et anglosaxon, par son haut niveau de concurrence. Elles avaient assisté à la conquête de ce pays par l'industrie européenne par des groupes américains ; elles découvraient ainsi les entreprises américaines dans des conditions de concurrence internationale en dehors de leurs frontières.

À la fin de 1977, les entreprises françaises comptent pour 5,5 sur un total de 24 milliards de dollars d'investissements directs aux États-Unis. Leur part a plus que doublé depuis l'autonomie de nos investissements étrangers aux États-Unis connaît une forte croissance depuis quelques années, les investissements français pour 1978 ont atteint 12,5 % du total des investissements directs étrangers.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

Les sociétés qui s'implantent à l'étranger sont celles qui investissent en France

Comment peut-on s'expliquer que les entreprises qui investissent à l'étranger sont aussi celles qui investissent en France ? La réponse est simple : les entreprises qui investissent à l'étranger sont aussi celles qui investissent en France. Elles ont une vision internationale de leur développement.

Un simple examen de la liste des investisseurs français aux États-Unis montre que ce sont les mêmes entreprises qui investissent à l'étranger et qui investissent en France.

Le renforcement d'un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

Le pétrole de l'Arabie Saoudite

(Suite de la page 23.)

Une première victime n'est autre que l'Arabie Saoudite elle-même, qui continue à dépendre des informations distillées par des compagnies étrangères, dont le Sénat américain, pour connaître l'impulsion réelle de ses propres réserves pétrolières et de ses possibilités de production.

Aussi, après avoir constaté l'absence de toute production potentielle de 50 millions de barils par jour, le pays a dû se résigner à la fin de ce siècle au moins, et peut-être au début du siècle prochain, à une dégradation de sa production.

Une autre victime est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Depuis 1974, les efforts déployés par les pays membres de cette organisation pour ajuster le prix du pétrole en vue de l'équilibre du pouvoir d'achat de leurs revenus se sont constamment heurtés à la menace, souvent brandie par M. Yamani, d'une force supplémentaire de la production saoudienne. Le manque à gagner subi de ce fait par les pays exportateurs de pétrole est évalué à 50 milliards de dollars.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

On voit que garantir les entreprises contre une progression des impôts n'est pas la seule solution. Une autre solution consiste à maintenir un certain lien entre l'évolution des quatre postes du verrouillage pour s'appliquer au produit de ces impôts avec l'inconvénient de perdre les avantages principaux de la réforme de 1978.

LE SECTEUR BANCAIRE EN FRANCE

Dans le cadre de la collection « Analyse de secteurs » DAFSA-ANALYSE a publié un ouvrage intitulé :

LE SECTEUR BANCAIRE EN FRANCE

Analysé par Jean-Pierre Laffont, directeur de l'Institut de la Banque et du Crédit. Ce livre est une synthèse de la situation du secteur bancaire en France. Il analyse les tendances de l'évolution du secteur bancaire, les problèmes posés par la concurrence étrangère, les réformes en cours, les perspectives d'avenir.

L'édition des œuvres complètes de Jacques Rueff

La collection des œuvres complètes de Jacques Rueff, dirigée par Hervé Couffin, est une œuvre majeure de la littérature économique française.

Théorie monétaire

Le dixième tome des Œuvres complètes de Jacques Rueff, dirigé par Hervé Couffin, est consacré à la théorie monétaire. Ce livre est une synthèse de la pensée de Jacques Rueff sur la monnaie, le crédit, l'investissement.

Flammarion, 440 p.

Il faut lire

MECANIQUE DES MONNAIES de Jacques RIBAUD

Éditions de la PRR

17, rue de la Harpe, 75001 Paris

Diffusion : Armand Colin

كسوة الامام

LES PERSPECTIVES DE L'EMBAUCHE

L'exemple américain: priorité aux services

L'industrie peut sauver l'emploi

DANS le domaine de l'emploi, la comparaison des performances américaines et européennes n'est pas à l'avantage du Vieux Continent. La C.E.E. et les Etats-Unis ont à peu près la même population active. C'est le taux de chômage qui différencie les deux pays. Les perspectives européennes prévoient que le taux de chômage continuera de croître. Les gouvernements européens peuvent considérer que le taux de chômage actuel dans la Communauté (6,5 %) n'est pas supérieur à celui connu traditionnellement par les Etats-Unis (8 à 9 % de la population active). Mais ce fait est trompeur. En effet, le chômage des Etats-Unis n'est pas le chômage des Etats-Unis. En effet, le chômage des Etats-Unis n'est pas le chômage des Etats-Unis. En effet, le chômage des Etats-Unis n'est pas le chômage des Etats-Unis.

par GÉRARD TARDY (*)
DANS les dernières années, les salaires réels ont eu une croissance négative aux Etats-Unis. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si ce type de croissance peut se poursuivre sans aboutir à une dégradation dramatique du chômage. La population active dispose-t-elle de suffisamment de postes de travail pour absorber la croissance de la population active ?

La première est que le déclin des emplois industriels est, à terme, inévitable. La seconde, qu'il faut par tous les moyens freiner la chute immédiate des effectifs dans l'industrie.

par HENRI TEZENAS DU MONTCEL (*)
De 550 000 emplois puis à une diminution de 310 000. Cette chute extrême a été provoquée par la crise de l'industrie pour le déclin d'une industrie à long terme.

— 25 % en services à l'industrie proprement dite ;
— 25 % en services liés aux biens.
Ainsi, la moitié environ des actifs ayant des emplois dans le secteur industriel, en réalité, à la fin de la période, ont été transférés dans le secteur des services.

DEMAIN L'EMPLOI

(Suite de la page 23)
Quant à l'industrie manufacturière, qui représente 20 % de la production de nos pays, à peu près autant, que celle des Etats-Unis. Mais, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, elle ne dispose pas de la même main-d'œuvre.

La grande différence entre l'Europe et le Japon est surtout que celui-ci dispose d'une main-d'œuvre plus jeune. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires.

Une simulation faite pour le Japon en 1975-1985 par l'INSEE conduirait à la croissance totale de l'emploi de 280 000 emplois. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires.

De la nature des emplois de demain semble dépendre de quatre catégories de facteurs : l'évolution des besoins, la technologie, la structure de la production, la structure de la consommation.

Les solutions
Pour ne donner que quelques exemples : les moyens de production pour la machine, le service au maître de bureau. Les emplois qui nous manquent viennent de l'industrie à condition de lui donner la priorité que sa fonction d'entretien public lui confère.

De leur côté, les services aux consommateurs vont se métamorphoser en biens matériels grâce directement par les machines. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires.

ORDINATEUR INDIVIDUEL
dans le n° 7
"votre" ordinateur calcule vos impôts
chez votre marchand de journaux

Chercher ailleurs
Etats-Unis d'après le U.S. Industrial Outlook, publié chaque année par le département du Commerce, on est frappé par le caractère hétéroclite des champions, qui sont loin de représenter les types d'industries à priori les plus faciles à défendre auprès des administrations nationales par les lobbies et lobbies 1978.

La poule aux œufs d'or
Pour qu'une telle évolution survienne, il faut que l'Europe industrielle soit capable de produire des biens de consommation, des biens de consommation, des biens de consommation.

Où sont vraiment les emplois ?
On peut se demander pourquoi les évolutions actuelles sont si contrastées et imposent moins de sacrifices que l'Europe. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires.

actuel développement
votre regard sur le Tiers Monde
CEMOIS-CI
"Enquête : Comment travailler à l'étranger"
Egalement dans le numéro 8 de CEMOIS-CI de mai 1979

ORDINATEUR INDIVIDUEL
dans le n° 7
"votre" ordinateur calcule vos impôts
chez votre marchand de journaux

Chercher ailleurs
Etats-Unis d'après le U.S. Industrial Outlook, publié chaque année par le département du Commerce, on est frappé par le caractère hétéroclite des champions, qui sont loin de représenter les types d'industries à priori les plus faciles à défendre auprès des administrations nationales par les lobbies et lobbies 1978.

La poule aux œufs d'or
Pour qu'une telle évolution survienne, il faut que l'Europe industrielle soit capable de produire des biens de consommation, des biens de consommation, des biens de consommation.

Où sont vraiment les emplois ?
On peut se demander pourquoi les évolutions actuelles sont si contrastées et imposent moins de sacrifices que l'Europe. Cette situation est due à la déflation, à la baisse des prix, à la baisse des salaires.

actuel développement
votre regard sur le Tiers Monde
CEMOIS-CI
"Enquête : Comment travailler à l'étranger"
Egalement dans le numéro 8 de CEMOIS-CI de mai 1979

DÉCOUVREZ VOS BUREAUX A PARIS.



LA TIME LOCATION GEORGE V
C'EST DES BUREAUX
ET DES SERVICES DE DIMENSIONS
INTERNATIONALES À LOUER
À L'HEURE, À LA JOURNÉE
AU MOIS.

CENTRE D'AFFAIRES
GEORGE V
EXECUTIVE CENTER

QUAND VOUS LE VOULEZ.

Que vous veniez à Paris régulièrement ou occasionnellement les bureaux-services du CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V sont en permanence à votre disposition de 9 h à 20 h.

POUR LE TEMPS QUE VOUS VOULEZ.

Pour une heure seulement, quelques heures, une demi-journée, une journée, un mois, ou plus, les bureaux-services du CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V s'adaptent à vos besoins (100 F HT l'heure, 500 F HT la journée). Prix en vigueur au 1^{er} semestre 1979.

AVEC TOUS LES SERVICES QUE VOUS VOULEZ.

Hôlisses d'accueil, secrétaires multilingues, traducteurs, coursiers, centre de documentation, salle de reprographie, salles de conférence, spécialistes juridique, économique et fiscal, agence de voyages, location de voitures, bar. Tous les services disponibles à la carte, à votre convenance.

CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V, 30, AVENUE GEORGE V - 75008 PARIS. Tél. : 261.51.86.

Le dialogue entre les banques et les P.M.E. va-t-il réellement s'ouvrir ?

LES relations entre les établissements bancaires et les dirigeants des petites et moyennes entreprises seraient-elles satisfaisantes ? C'est bien ce que semble-t-il, puisque le Conseil national du patronat français, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et l'Association française des banques ont décidé de « conjuguer leurs efforts pour les améliorer ».

Sans nul doute, ces échanges risquent d'être animés. A tort ou à raison, les dirigeants de P.M.E.

se plaignent souvent de leurs relations avec les banques, dominées par des rapports de force. La publication récente du rapport Mayoux, qualifié de véritable bombe au flanc de l'ensemble du système bancaire français (« le monde de l'économie » du 10 avril 1979), et qui est largement étendu sur les relations bancaires, notamment sur le crédit réel du crédit, a été la consécration de ce dialogue.

Tout en reconnaissant à ce rapport le mérite d'éclaircir les notions d'importance des banques, s'efforçant de se protéger, certains de ces dirigeants se demandent si une telle bombe n'est pas une « bombe à retardement ».

Le second litige est celui portant sur le mode de financement à court terme de l'entreprise : le crédit « réel » par l'octroi des traites commerciales ou le crédit « personnel » par le recours de l'avance en découvert. Concrètement, l'association fédérale, ou le découvert est-il, le système bancaire favorise-t-il traditionnellement l'octroi commercial ? Les banques l'apprécient parce qu'il correspond à un gage « réel », tandis que l'entreprise y voit un moyen d'investissement pratique.

Mais, on le sait depuis longtemps, l'octroi commercial est le résultat de la création et de la manipulation, fort coûteuses, d'instruments de crédit, et surtout, la sûreté du gage pour la banque n'est pas toujours assurée, tant s'en faut. C'est pourquoi le rapport Mayoux prône son remplacement par le « crédit global d'exploitation », avec un compte d'avances unique, dont le plafond, fixé en début d'année, pourrait être ajusté en cours d'exercice. Cette proposition, on s'en doute, est vivement critiquée par nombre de P.M.E. qui, perçant la possibilité d'exploiter les avances de leurs clients, craignent de voir ces derniers retarder encore leurs paiements.

En fait, c'est tout le problème du crédit « inter-entreprise » et celui du régime juridique des transactions commerciales qui se trouvent posés : en Allemagne fédérale, l'octroi d'une marchandise n'est devenu officiellement propriétaire que lorsqu'il a été intégralement payé.

Le rapport Mayoux prône son remplacement par le « crédit global d'exploitation », avec un compte d'avances unique, dont le plafond, fixé en début d'année, pourrait être ajusté en cours d'exercice. Cette proposition, on s'en doute, est vivement critiquée par nombre de P.M.E. qui, perçant la possibilité d'exploiter les avances de leurs clients, craignent de voir ces derniers retarder encore leurs paiements.

En fait, c'est tout le problème du crédit « inter-entreprise » et celui du régime juridique des transactions commerciales qui se trouvent posés : en Allemagne fédérale, l'octroi d'une marchandise n'est devenu officiellement propriétaire que lorsqu'il a été intégralement payé.

Condamnation des « pools » ?

Le premier litige est celui qui porte sur le nombre des banques auxquelles recourt chaque entreprise, plus précisément sur la pratique des consortiums ou « pools » de banques, favorisant la concurrence entre les entreprises, qui ont été conçus comme une simplification et une garantie d'un crédit pour la banque de France, qui préfigure la décentralisation avec un chef de file plutôt que l'exercice de demandes successives, précédées par les différents banquiers de l'entreprise ; une garantie, tant pour l'entreprise, qui en maintenant les contacts avec plusieurs banquiers n'est pas à la merci de la décision d'un seul, que pour les banquiers eux-mêmes, qui voient leurs risques divisés.

Tout en reconnaissant ces avantages, le rapport Mayoux relève d'un constat « fâcheux » : la division des risques entraîne l'effacement de la responsabilité des participants ; l'attention des services bancaires de contrôle des engagements est dispersée entre d'innombrables dossiers ; dans beaucoup de cas, le chef de file ne joue pas son rôle. Le rapport condamne donc les « pools » et propose que l'entreprise choisisse un banquier principal qui lui procure au moins la moitié de ses concours. Selon cette vraisemblance, les pouvoirs publics se rallieront à cette proposition.

Enfin, dernier problème et non le moindre, celui des taux d'intérêt. Les dirigeants de P.M.E. se plaignent souvent du coût du crédit, sans la connaître véritablement. Les banques, il faut bien le dire, ne les aidant guère dans cette tâche. En fait, et les données du rapport Mayoux nous le montrent, les banques ont des taux réels et sérieux en ce qui concerne les taux à court terme. D'un sondage réalisé par leurs soins dans le ressort et étendu au concours de trois clients de commerce, il résulte que le taux de revient global oscille de 16 % dans trois cas sur dix pour l'octroi et dans cinq cas sur dix pour le découvert. D'après une enquête réalisée par l'Association pour la promotion de la petite et moyenne industrie en Allemagne, les taux d'intérêt, pour des crédits de même nature, de 2 à 4 % à plus de 20 %, c'est-à-dire au-dessus du taux de l'usure.

Le taux d'intérêt

Le rapport Mayoux, on le sait, propose, dans un premier temps, d'harmoniser l'information des entreprises en faisant notifier par écrit les conditions que les banques appliquent pour toutes les formes de crédits à court terme, avec toutes les indications nécessaires au calcul des intérêts et commission décomposés au client ; les taux de revient des entreprises convertis en taux actuels sur une base annuelle ; les taux de revient des banques françaises. La mesure, les pouvoirs publics seraient favorables à une telle mesure qui, sans nul doute, serait pleine d'enseignements pour les dirigeants de P.M.E. Il restera à ouvrir le véritable débat entre les banques et leurs clients : droits et devoirs, responsabilités réciproques, évaluation et rémunération des risques. Et l'on devra vraiment les affronter, risquant d'être rudes.

FRANÇOIS RENARD.

**VOUS CRÉEZ
UN FONDS
DE COMMERCE**

**VOUS VOUS
METTEZ A
VOTRE COMPTE**

**VOUS CRÉEZ
UNE ENTREPRISE
INDUSTRIELLE**

VENEZ AUX

3^{èmes} JOURNÉES NATIONALES DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE

18/19 et 20 MAI 1979

Porte de Versailles, Bat. 5 - PARIS - Organisées par l'association I.S.G. Création Entreprise

- Le plus vaste Cabinet Conseil à la Création d'Entreprise de France : la quasi-totalité des organismes publics et privés qui s'occupent des Créateurs d'Entreprises sont là pour vous informer, vous conseiller et vous aider : financement - marketing - droit - fiscalité - gestion - assurances...
- Le Forum des Contacts entre Créateurs d'Entreprises : Bourse d'échanges permanente, Entreprises à reprendre, financement, associations...
- La recherche de créneaux technologiques et d'opportunités régionales de création.
- Un programme de conférences-débats orientés sur les préoccupations concrètes de tout Créateur d'Entreprise : Création d'Entreprise en Ile de France - Valeur des entreprises artisanales, commerciales et de service - Les concours extérieurs - L'Agence Nationale pour la Création d'Entreprise - Financement...

Retourner le coupon ci-dessous à I.S.G. Création Entreprise
16 rue Spontini - 75116 PARIS avec votre participation.
(60 F - Étudiants, demandeurs d'emploi 30 F).

3^{èmes} Journées Nationales de la Création d'Entreprises 18, 19 et 20 MAI 1979

NOM _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
souhaite participer aux 3^{èmes} Journées Nationales de la
Création d'Entreprise les 18, 19 et 20 MAI 1979.
Ci-joint ma participation :
☐ 60 F ☐ 30 F - Étudiant / Demandeur d'emploi
Date _____ Signature _____

vous êtes BACHELIER
vous souhaitez vous orienter vers la
GESTION D'ENTREPRISE

ipag
Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion
Établissement privé d'enseignement technique
supérieur reconnu par l'État (association loi 1901).
recrute sa nouvelle promotion
FORMATION EN 3 ANS alternant
Stages en Entreprise et à l'Étranger - Études à l'Institut
avec expérimentation active des techniques de gestion et un cours
enseignement issu de l'entreprise et un matériel pédagogique adapté.
SESSIONS D'ADMISSION :
30 Mai - 29 Juin - 19 Septembre 1979
Information à l'IPAG - Mme PRIEUR
184, Boulevard Saint Germain 75006 Paris
Téléphone 222.08.55

vient de paraître

DOUCET
Dictionnaire
juridique et économique
Dictionnaire
juridique et économique
770 pages - plus de 50.000 termes
350 f.
en vente à :
MAISON DU BRETONNIAIRE
85 bis, rue Legendre, 75017 PARIS.
229.48.36

صك ان الامل

SPORTS

POINT DE VUE

Le sport et la politique

par MAURICE HERZOG (*)

Il n'est guère de jour où l'on n'entende dénoncer l'intrusion de la politique dans le sport. Ces jours-ci, un comitè est apparu au grand public. On l'appelle le Comité national olympique et sportif français. On ne le connaît pas. Le citoyen peu informé ne peut que s'insurger contre une intervention des pouvoirs publics dans un tel domaine. Ces joueurs sud-africains de rugby ont-ils ou non le droit de pénétrer sur notre sol ? Si oui, au nom de quel principe devrions-nous leur interdire d'affronter les équipes françaises ?

Pourrait-on leur interdire de participer aux compétitions internationales ? Autrement dit, doit-on accepter sans sourcilier le soutien des dirigeants français de voir incorporer quelques Noirs dans l'équipe sud-africaine ? La dérogation, en la matière, impose que les meilleurs soient sélectionnés indépendamment de leur race, leur religion ou leur conviction politique. N'est-il pas juste de reconnaître que ce qui importe, semble-t-il, c'est de se donner à cet égard bonne conscience ? Le rugby, bien sûr, est d'occuper le vrai et le seul problème, celui de l'accès aux mêmes « civilisés » et compétitions sportives de tous les citoyens.

Il est vrai que les dirigeants français n'ont pas les moyens d'être étrangers, comme l'est celui d'Afrique du Sud. D'où leur position de

« stricte » liberté dont la presse s'est fait largement l'écho et qui fut approuvée explicitement par le président de la République dans son interview du 5 mai à Radio Monte-Carlo. Le chef de l'Etat a néanmoins ajouté que son gouvernement devait rester libre de trancher pour des raisons politiques, économiques ou autres.

Les déclarations du Comité national olympique et sportif français appellent cependant quelques remarques.

L'Afrique du Sud exclue du C.I.O. en 1970

La première remarque concerne les relations du Comité français avec les pays dont les comités nationaux olympiques ont été exclus du mouvement olympique mondial. La Charte olympique dispose, dans son article 5, « Aucune discrimination n'y est admise à l'égard d'un pays ou d'une personne pour des raisons sociales, religieuses ou politiques ».

En application de cette clause, l'Afrique du Sud a été exclue du Comité International olympique, en 1970, sur le rapport d'une commission d'enquête dont le responsable n'était autre que le futur président du C.I.O., lord Killanin, à qui étaient adhésés deux autres membres : Sir A. de Mole et M. Reginald Alexander. Le C.N.O.S.F., reconnu par le C.I.O., n'a jamais élevé la moindre

protestation à l'annonce de cette décision d'exclusion de l'Afrique du Sud. Depuis lors, il n'a formulé aucune critique à l'endroit de la nouvelle situation créée par cette mesure.

C'est là, en fait, un aveu. Or nous nous sommes mis en cause à l'occasion d'une journée de rugby coincé dans un maquis avec l'approche des Jeux de Moscou. Il est difficile, dans ces conditions, de souscrire à cette contestation qui ne brille ni par sa logique ni par sa cohérence.

Si, au lieu, on pourra acquiescer le vrai problème en précisant que le rugby n'est pas une discipline olympique. D'autre rétorqueront que la fédération de rugby est tout de même membre du C.N.O.S.F., d'où un lien de solidarité entre ces deux instances sportives. Peut-être objectera-t-on aussi que certaines fédérations internationales olympiques reconnaissent l'Afrique du Sud en dépit de son exclusion par le C.I.O., sans qu'aucune réclamation ait été jusqu'à ce jour enregistrée ? Avec une certaine dose de jésuitisme, on pourrait alors soutenir que les décisions prises, comme il a été dit plus haut, en contraignant l'Afrique du Sud à incorporer dans les équipes de la tournée quelques joueurs

noirs, ont malgré des règles fondamentales de la sélection sur les seuls critères de la valeur. Sans doute ces Noirs ont-ils été les premiers à se réjouir de ce rôle, qui leur fut ainsi soudainement confié, d'être les représentants des Blancs, uniquement, il leur faut bien le supposer, pour la façade internationale. Il est inquiétant de constater que le sport n'est pas, et de loin, un apollonisme, mais la vie elle-même, l'affirmation d'une telle liberté ne peut qu'être favorable au statu quo, c'est-à-dire aux pratiques sportives discriminatoires actuelles de l'Afrique du Sud.

Voilà qui justifie pleinement la position du C.I.O.

Une condamnation de l'apartheid

La seconde remarque vise le C.I.O. dont l'orientation en la matière a toute une justification juridique. Dans les statuts de la décision de 1970, c'est l'apartheid en tant que tel qui est condamné. Bien que les statuts de cette institution internationale ne lui permettent pas d'interdire d'une suspension du Comité olympique, c'est le mouve-

(*) Ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, membre du C.I.O.

ment sportif sud-africain qui est en réalité condamné.

Certains objecteront que des progrès sensibles ont été acquis depuis 1970, année de l'exclusion. S'il en était ainsi, un bel hommage serait rendu à la rigueur du C.I.O. et à son président de l'époque, Avery Brundage, dont les opinions n'étaient pourtant pas suspectes d'hostilité personnelle envers les régimes prévalant de telles discriminations.

Mais ne doit-on pas rester dubitatif à l'annonce de propres antidiscriminatoires alors que l'apartheid est inscrit dans la Constitution de l'Afrique du Sud ? Si une organisation sportive de ce pays brave à ce propos son gouvernement, elle est condamnée.

Lorsqu'on célèbre la liberté, on ne doit pas encourager sa suppression ailleurs ? Certes, il faut admirer le courage des Sud-Africains qui ont fait de leur pays, non sans miracle, un Etat vivant avec les meilleurs. Mais dans le même temps, on ne peut s'opposer à une politique de développement séparé où la société est organisée en deux communautés strictement cloisonnées vivant sur le même territoire, aux fins d'éviter toute rencontre, et où toute mixité raciale est prohibée. Or le C.I.O. recherche précisément l'inverse. Sa politique vise à favoriser les contacts avec les hommes, à encourager l'entraide et le respect d'une pour les autres.

Dans ces conditions, quel sens doit-on donner en Afrique du Sud à l'adage : « Jeune non adversaire puisqu'il me force à devenir le meilleur de moi-même » ? Et si c'est avéré, pour le Blanc, se trouve être un Noir ?

Etre égaux mais surtout ensemble

Enfin, autre remarque. Ce qui compte dans un pays comme l'Afrique du Sud, c'est bien sûr que les Blancs et les Noirs soient socialement sur un même pied d'égalité et bénéficient des mêmes possibilités. Mais davantage encore, il importe qu'ils vivent et travaillent au nom d'un même idéal. La situation actuelle, si continue à ce que connaît être un tel consensus, est donc moralement choquante. De fait, elle dénote et elle entraîne une absence totale de considération — pour ne pas dire plus — d'une communauté vis-à-vis de l'autre. Comment dans ces conditions les citoyens peuvent-ils espérer s'épanouir humainement ? Il faut que ces citoyens s'acceptent mutuellement pour qu'une société ait droit au titre de nation.

En réalité ceux qui défendent farouchement ce titre croient être l'indépendance du sport délaissant indifféremment à ce dernier son universalité et son effet de masse. Lorsque le sport était confidentiel et qu'il n'était pratiqué que par des particuliers fortunés, la politique ne s'y intéressait pas. Mais lorsqu'il passionne et fait vibrer le plus grand nombre, il devient un aspect essentiel d'une éducation bien comprise, apparaît heureusement comme une nécessité de vie pour les citoyens, enfin lorsqu'il est représentatif d'un pays, il est tout à fait normal que la politique au sens le plus noble s'en préoccupe sérieusement. Pour le meilleur et non pas pour le pire.

Dans les 8 BHV.

3 bonnes raisons pour acheter votre froid au BHV.

① Le crédit gratuit 9 mois.

Du 14 Mai au 2 Juin sur tous les réfrigérateurs et congélateurs.

A partir de 890 F fin prêts. Après occupation d'un découvert en compte C-c-a-g. Non cumulable avec franco-ports. A l'exception des ser-

② La garantie 5 ans.

Sur tous les appareils Nogamatic. Garantie 5 ans gratuite pièces, main-d'œuvre, déplacements. Sur les autres grandes marques. Garantie 5 ans pièces, main-d'œuvre, déplacements.

Refrigérateurs et congélateurs simples :

Congélateurs duo :

70°

110°

③ 80 modèles disponibles

immédiatement

(dont 10 modèles « duo » réfrigérateur-congélateur).

15 prix spéciaux

jusqu'au 2 juin.

Quelques exemples de prix :

Congélateur réfrigérateur A. Martin 833-20 - 2 portes - 2 portes - 1 porte libre. Complément réfrigérateur 197 L. Complément congélateur 153 L. 3120°

Congélateur réfrigérateur A. Martin 833-71 - 2 portes - 2 portes - 1 porte libre. Complément réfrigérateur 197 L. Complément congélateur 153 L. 2980°

Refrigérateur Vitesse VS 371 CCL 4 portes. Luxe. Cais. polypropylène. Capacité 251 l - 60 litres compartiment congélateur - dégivrage automatique. 1630°



BHV Installations-service est à votre disposition pour faire effectuer chez vous les branchements et raccordements par des professionnels expérimentés travaillant sur devis.

Le BHV Service n° 1, Service après-vente du BHV, peut dépanner tous vos appareils électrodomestiques. Pour cela un numéro : le 375.96.50.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

à lire
MARCEL JULLIAN
Courte supplique au roi
pour le bon usage
des énarques
MAZARINE

VOUS CREEZ UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ?

VENEZ AUX 3^{es} JOURNÉES NATIONALES DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE

18 / 19 et 20 MAI 1979

Porte de Versailles - PARIS

Bat. 5

organisées par l'association

I.S.G. Création Entreprises

Patrons / Télévision

campagne à la télévision

acquiescement du cinéma LA CLF

Petit patron devint grand patron

qu'aurait-il pu être

LE GÉNÉRAL MICHAËL

L'idéologie du capitalisme moderne

avec sa cohérence, ses certitudes

ses élites

LE MONDE

Adieu et bonsoir

Le livre blanc de la fiction dans le

le répertoire classique du documentaire

MARTIN

Préface de Louis LAFONT

nous sommes - MINISTÈRE DES AFFAIRES

Coopération française avec

TELEVISION

Régionaux, clips, courtes et

d'un tournage - les

LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

DES PATRONS ÉCLAIRÉS

QUI CRAIGNENT

LA LUMIÈRE

224 pages - 100 photos

format 14x21

50 من الاموال

	14 mai	14 mai 78
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,53
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROF. COMM. CAPITAL	85,00	99,99

ANNONCES CLASSEES

	14 mai	14 mai 78
ANNONCES ENCADREES	27,00	31,75
OFFRES D'EMPLOI	6,00	7,05
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,69
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Le Centre National d'Etudes Supérieures de Sécurité Sociale

organise Deux concours de recrutement

Le premier (40 places)
Pour les AGENTS DES ORGANISMES de Sécurité Sociale ayant au moins 4 ans d'ancienneté et âgés de 23 ans au moins et de 40 ans au plus.

Le second (40 places)
Pour les LICENCIÉS ou TITULAIRES D'UN DIPLOME EQUIVALENT âgés de 30 ans ou plus.

- Formation rémunérée (18 mois dont 8 de stages pratiques);
- Accès immédiat à des fonctions et responsabilités variées dans les organismes de Sécurité Sociale des différents régimes répartis sur l'ensemble du territoire national;
- Traitements de début de carrière et avantages sociaux intéressants;
- Possibilités d'accès rapide aux emplois de direction administrative et financière des Caisses de Sécurité Sociale.

Epreuves écrites : 25 et 26 septembre 1979

Clôture des inscriptions : 1^{er} juillet 1979

Pour tous renseignements, s'adresser à :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SUPERIEURES DE SECURITE SOCIALE
27, rue des Dictionnaires, 93231 Saint-Denis Cedex.

Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs

Agé de 30 ans minimum, vous avez acquis une expérience confirmée de l'ORGANISATION et DES METHODES en entreprise. Votre réussite professionnelle est due pour une bonne part à vos qualités de contact et de persuasion.
Nous vous proposons d'intégrer un groupe d'ASSURANCES très dynamique, en expansion régulière, pratiquant des méthodes modernes de gestion.
Vous serez responsable des études et de l'assistance aux services utilisateurs et aux agents généraux pour tout ce qui concerne l'administration de la productivité administrative. Vous gèrerez une équipe composée de cinq cadres.
Cette mission plus que stimulante pour des postes plus importants au sein du groupe.
Lieu de travail : ville universitaire à une heure de Paris.
Merci d'adresser votre candidature, CV et rémunération actuelle sous référence 79 713 M à notre conseil.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75008 - PARIS

vivre en province être responsable d'une région

L'une des principales sociétés d'assurances privées, votre expansion nous amène à créer de nouveaux postes de responsables de régions à la recherche des

jeunes diplômés

Droit - BSC - St Eco.

à qui nous demandons une solide formation technique et commerciale, pour leur confier progressivement de larges responsabilités opérationnelles sur notre réseau commercial, au sein du groupe.

Les candidats qui auront une expérience seront âgés d'environ 25 ans et se caractériseront par leur tempérament dynamique et leur motivation pour une profession active et variée.

Nous vous remercions de nos vœux de réussite dans vos démarches de candidature sous référence B 4668 B à Madame Ribault, 1, rue de Berni 75008 Paris.

bernard julhiot psy.com
MEMBRE DES SYNTIC

ingénieur chef de bureau d'études

Importent groupe chimique (Chimie des Plastiques) recherche pour son nouveau Centre de Recherches situé en NORMANDIE

des au minimum de 35 ans, de formation technique supérieure (Bacalauréat, CAP ou équivalent) et ayant acquis une bonne expérience dans les domaines de la mécanique thermique, électrique et/ou chimique.

Il sera chargé de concevoir les installations, appareils et dispositifs nécessaires aux différents secteurs de recherche et de développement (notamment chimie, physique, électronique, etc.).

Envoyer C.V., diplôme, photo et références sous réf. 577 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

IMPORTANT BANQUE REGIONALE
offre pour sa nouvelle agence de NANTES un poste d'Adjoint Commercial et recherche un

CADRE CLASSE V

Il devra dans un premier temps, développer une clientèle de P.M.I. et particuliers en montage des dossiers de crédit. Une première expérience commerciale appuyée par la connaissance du pays Nantais est nécessaire pour réussir dans ce poste.

Adresser C.V. + photo sous réf. 958 au :

CEP 25 CONSEIL D'ENTREPRISES
20, rue de Brest - 35000 RENNES
qui l'informera et assurera les premières entretiens à RENNES ou à PARIS.
Régions seules.

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT ET T.P.

recherche pour deux de ses AGENCES DE PROVINCE

directeurs régionaux

Animateur et gestionnaire de 600 personnes environ, ce cadre de haut niveau (150.000 F. + par an) a la responsabilité du chiffre d'affaire de sa région (± 180 millions). Il a une expérience avérée dans les domaines de la négociation d'opérations, de la Direction des travaux du contrôle de gestion et de la surveillance des prix de revient.

Souhaitons candidats diplômés d'une Grande Ecole (ECP, Ponts, ETP...) 35 ans minimum, ayant expérience d'un poste similaire.

Adresser C.V. et présent. sous réf. 28 M 088
68, rue de Montcau - 75008 PARIS.
Penserie pour la France de Consult-Eur

Centre de Recherches A. B. D. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z.

Important groupe industriel Région OUEST, leader dans sa spécialité recherche

Ingénieur Etudes et Développement

Arts et Métiers ou Centrale

Avec 2 ou 3 années d'expérience, il a assez de maturité professionnelle pour assurer l'animation d'une équipe de 15 spécialistes.

Des connaissances en électronique, hydraulique, thermique seront particulièrement appréciées.

Adresser C.V., manuscrit + photo + prétentions sous réf. SEP à :

Michel AUBRY CPA 10, Impasse P. Lott
85000 La Roche-Yvon

Le CREDIT MUTUEL de Vendée, Charente-Maritime et Deux-Sèvres recherche

UN (E) CHARGÉ (E) D'ETUDES

pour son Bureau d'Etudes Marketing à La Roche-sur-Ton

- de formation supérieure, type Sciences Eco. Sup ou Co. ou D.T. ou lettres expérimenté marketing;
- Connaissances du marketing et maîtrise des techniques d'analyse et de mesure;
- Sens de l'organisation et aptitude à rédiger des rapports;
- Esprit d'analyse et de synthèse.

Mission : assister en chef la réalisation d'études de marché, d'études de produits, de clients, dans le cadre de la politique de développement.

DES INSPECTEURS

- de formation supérieure (Sciences Eco. DECS, IUT, Sciences...)
- Justification d'une solide expérience bancaire plus une formation BP. 178;
- Maîtrise de courtoisie bancaire ou de l'inspection bancaire.

Mission : assurer les réceptions et vérifications des opérations bancaires du réseau.

Déplacements fréquents sur les 3 départements.

Env. lettre manuscrite + C.V. compl. avec ph. à :

Direction du Crédit Mutuel
12, rue de Valenciennes - 93201 PARIS
8001 LA ROCHE-SUR-TON Gare

TOULOUSE Recrutement immédiat (ou tard)

ANALYSTE SYSTEME

- avoir une solide connaissance des systèmes SOLAS;
- (BOS-D, BSC-D, PSC-D);
- savoir manager une équipe;
- être capable d'organiser des opérations militaires.

Envoyer sous le numéro 1788, « le Monde » Publi. 8, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09, où il sera communiqué à l'Agence de recrutement.

IMPORTANTE SOCIETE PORCELAINE TRES BONNE IMAGE DE MARQUE offre carrière intéressante à

chef des ventes export

Rapide au siège (Centre de la France) à la pour missions : animation et la gestion des ventes à l'étranger, en collaboration avec le C.A. et une clientèle dans 50 pays. Il est donc disponible pour de fréquents déplacements et parle anglais et allemand.

Nous souhaitons des candidats de formation ESC ou équivalente ayant à 5 10 ans d'expérience commerciale et possédant une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous référence 28 M 214 à :

CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE
83, rue de Montcau - 75008 PARIS.
Direction assurée.

Penserie pour la France de Consult-Eur

CCMC Société de Services 1200 personnes.

30 Agences Commerciales en France, informatique de gestion

- 65 000 entreprises nous connaissent déjà;
- notre objectif 811 000 000 utilisateurs;
- nous ambitionnons de demain sans internationaliser.

INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure Commerciale ou de Second Cycle de Gestion.
- Vous avez acquis une première expérience chez un constructeur ou dans une ESC - nous recherchons la valeur et la dimension d'une dimension nouvelle.

Après un stage à notre Ecole Produits...

- Vos interlocuteurs : UNE CLIENTELE TRES DIVERSEE - cabinets comptables, entreprises de toutes tailles dans tous les secteurs d'activité.
- Votre rôle : guider leur choix à travers la commercialisation et la mise en place d'une gamme complète de services informatiques.
- Votre personnalité et notre politique de promotion vous permettront d'évoluer rapidement vers l'encadrement de nos équipes de ventes.

- Rémunération : fixe + commissions (garantie durant les dix premiers mois) + 13^{ème} mois + primes d'objets + remboursement de toutes les frais réels.
- Postes à pourvoir dans toute la France.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2590 à :

CCMC Informatique de gestion

à Jean-Pierre POHLL Service du Personnel - 31 65 - 93007 VILLYE

MEMBRE DES SYNTIC

Futur Directeur d'Usine

BRETAGNE 70 000 F +

Nous sommes une société Française leader dans son domaine et en progression constante (C.A. 1.400 millions). Spécialisée dans la fabrication et le conditionnement de produits alimentaires (saumon), nous recherchons un jeune ingénieur (Agro ou ENSIA) ayant à disposition un diplôme de Directeur Régional. Il sera chargé de développer le service commercial - en nomme et en gestion - dans le cadre du budget conventionné. Dans un premier temps, il complètera sa formation en secondant le Directeur d'une de nos usines dans l'ensemble de ses fonctions ; dans un second temps, il assurera la responsabilité d'une usine de production comptant environ 200 personnes. Une spécialité particulière aux relations humaines conditionne la réussite à ce poste.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSEY sous la référence 904210 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Denton 75283 Paris Cedex 08
MEMBRE DES SYNTIC

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

120 000 F

Deux des leaders de la construction de maisons individuelles recherchent le Chef du Service Commercial de son agence « Alcega-Lorraine ». Sous l'autorité du Directeur Régional, il sera chargé de développer le service commercial - en nomme et en gestion - dans le cadre du budget conventionné. Dans un premier temps, il complètera sa formation en secondant le Directeur d'une de nos usines dans l'ensemble de ses fonctions ; dans un second temps, il assurera la responsabilité d'une usine de production comptant environ 200 personnes. Une spécialité particulière aux relations humaines conditionne la réussite à ce poste.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSEY sous la référence 904210 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Denton 75283 Paris Cedex 08
MEMBRE DES SYNTIC

Ingénieur d'affaires

DE FORMATION GRANDES ECOLES (CENTRALE - PONTS ET CHAUSSEES - T.P.)

Après une période de formation avancée au siège en Région Parisienne, il sera responsable du développement commercial de la filiale régionale.

De très larges possibilités de carrière au sein du groupe s'ouvrent à un candidat de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 10703 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ORGANISME DE VENTE IMMOBILIERE RECHERCHE SECONDAIRES RECHERCHE

UN ANIMATEUR DE FORMATION TECHNIQUE

Chargé de mettre au point et de conduire des cours de formation technique et commerciale.

Anglais et connaissance du produit ou matériel T.P. indispensable.

Env. C.V., photo et prétentions à : YUMBO S.A., SERVICE DU PERSONNEL, 6018 Genes

MEMBRE DES SYNTIC

	La Page	La Page 1/2		Le m/m	1/2
OFFRES D'EMPLOI	48,00	54,00	ANNONCES ENCADRÉES	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,50	OFFRES D'EMPLOI	5,00	7,05
IMMOBILIER	32,00	37,50	DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,50
AUTOMOBILES	32,00	37,50	IMMOBILIER	21,00	24,50
AGENCE	32,00	37,50	AUTOMOBILES	21,00	24,50
PROP. COMM. CAPITAUX	32,00	37,50	AGENCE	21,00	24,50

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Dans le cadre de l'élargissement de sa gamme

SPERRY UNIVAC

DIVISION ORDINATEURS

recherche des

INFORMATIQUES

pour paris, et la province, (lille, nantes, nancy)

MISSIONS :

- Avant Vente Technique (présentations, études de configuration, démonstrations, benchmarks)
- Installation des Systèmes
- Suivi Après Vente

POUR SES AGENCES DE NANCY ET DE LILLE

- Votre formation est au moins équivalente au DUT INFORMATIQUE
- Vous avez acquis deux ans d'expérience au moins, (chez un Utilisateur ou chez un Constructeur).

Référence M1

POUR SON AGENCE DE NANTES

- Votre formation est au moins équivalente au DUT INFORMATIQUE
- Vous avez acquis une expérience d'au moins trois ans sur les grands Systèmes
- Vous connaissez un Operating System, (GEOS, OS/VS...)
- Vous avez participé à plusieurs démontages, (chez un Utilisateur ou chez un Constructeur)
- Ce poste concerne notre série 1100.

Référence M2

POUR UNE AGENCE A PARIS

- Vous êtes de formation Grandes Ecoles, MIAGE, ou éventuellement DUT
- Vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans sur moyens ou grands Systèmes

Référence M3

POUR TOUS CES POSTES :

- Votre connaissance de logiciels temps réel et base de données (CICS, IMS/90... DLI, DMS...) sera appréciée
- Il est important que vous soyez capable de lire l'anglais
- Une formation complémentaire à nos matériels sera assurée.

Merci de nous adresser une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, ainsi que votre dernière rémunération, sous la référence correspondant au poste souhaité à SPERRY UNIVAC - Direction du Personnel, 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX. (Réponse et discrétion assurées).

Proche banlieue parisienne Nord.

Ingénieur d'études

E.S.E., Télécom, E.N.S.I., I.S.E.P. ...

Société Industrielle - Groupe THOMSON - spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes très sophistiqués, faisant intervenir des techniques diverses et, de plus en plus, électroniques, informatiques, micro-informatique. Nous recherchons un ingénieur d'études ayant 2 à 3 ans d'expérience de la conception électronique de matériels impliquant mécanique/électronique.

Il s'intégrera dans notre service « Etudes », 100 personnes environ, dont 40 cadres.

Après formation, il sera responsable de projet(s).

Autonomie, initiative, imagination sont nécessaires pour piloter les travaux d'une équipe pluridisciplinaire. La pratique de l'anglais est très souhaitable.

séle
CEGOS

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, sous références 71509/M à R. VERDET, 544-CEGOS - 93, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

MEMBRE DES INEC

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE, FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE INTERNATIONALE, recherche des

Ingénieurs Commerciaux

(formation supérieure - école de Commerce ou d'Ingénieur)

pour la vente de prestations intellectuelles et de produits informatiques.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion.

- Débutants, ils veulent faire carrière dans la vente ou bénéficier d'une structure existante.
- Justifiant d'une à 3 années d'expérience, ils sont déjà des professionnels de la vente.

Ils auront le sens du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises et ils seront capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyez lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à R. 4959 PUBLICITES REUNIES 112, 84 Voltaire 75011 PARIS

Psycho-Sociologue

Maîtrise psychologie + 3^e cycle en Psychologie sociale

CEGOS-IPPSO, département du Groupe Cegos, étend ses activités dans les domaines du conseil aux entreprises et de la formation. Son directeur et son équipe souhaitent intégrer un jeune psycho-sociologue ayant de 5 à 7 ans d'expérience acquise en entreprise de préférence, compétent en psychologie des organisations et ayant acquis un bon niveau d'expertise dans l'un des créneaux suivants : responsabilité sociale des cadres et nouveau rôle de la maîtrise, ou formation de formateurs et développement de l'efficacité personnelle.

Il se verra confier des fonctions de conseil de direction et de responsable de stages inter et intra entreprises, comportant une très large autonomie et des perspectives d'évolution en rapport avec sa créativité et son impact personnel.

séle
CEGOS

Adr. lettre man. et C.V. détaillé se réf. 23829/M à D. CHALVIN, Directeur d'IPPSO, qui garantira une totale discrétion à l'issue de votre candidature. 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

MEMBRE DES INEC

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU TERTIAIRE recherche

pour sa Direction du Personnel

A PARIS

UN COLLABORATEUR (ou COLLABORATRICE)

collaboration recrutement des cadres

Chargé :

- de la définition des postes,
- de la rédaction des annonces,
- de la sélection et de la présentation des candidats aux Directions.

Il s'intègre à une équipe ayant pour mission la gestion des Cadres et des Carrières.

De formation supérieure - de préférence en psychologie d'entreprise - le candidat devra avoir une grande aisance dans les contacts humains. Il serait souhaitable qu'il possède une expérience acquise dans la même fonction, de la conduite d'entretien et des tests psychotechniques.

Age : 25 ans minimum.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions No 10.783 Contasse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

2500 personnes, C.A. 500 millions de francs.

Fabrication et pose canalisation en béton.

Ingénierie, formation d'ouvriers de préfabrication, Prestaitec et main d'œuvre d'entretien.

Recherche

JEUNES INGÉNIEURS

1) Pour son Département Etudes et Projets PARIS Ponts et Chaussées - Mines - Centrale

2) Pour son Département de l'Équipement et du Matériel à PARIS

Arts et Métiers - E.N.S.I. - Electro-Techniques Grenoble et Toulouse

Ces postes concernent des ingénieurs diplômés d'université ou d'école d'ingénieurs (production, commercial, travaux) pour déboucher à terme sur une responsabilité plus étendue en France ou à l'étranger.

Envoyez lettre manuscrite, photo à Société des Tuyaux BONNA - B.P. 271 - 93 - 75003 PARIS CEDEX 03.

JURISTE

Un important laboratoire psycho-sociologique filiale d'un Groupe International installé en proche banlieue Ouest et relié directement à la gare St-Lazare par la SNCF, crée un poste de Juriste pour sa Direction du Personnel.

Il aura pour missions principales :

- édicter à jour du statut collectif de plusieurs Sociétés du Groupe (différentes conventions collectives)
- être sous contrôle juridique des contrats de travail et mise à jour de la réglementation interne
- Pré-contractuels et relations avec les administrations
- édicter en place d'une documentation juridique en Droit Social et de la Sécurité Sociale
- Conception et réalisation de la formation de l'encadrement en coopération avec des Cabinets de Conseil.

Une formation ou une connaissance complémentaire (négociations sociales, informatique, organisation, recrutement...) sera un atout important facilitant l'intégration dans une équipe de Personnel jeune et dynamique, garantissant des possibilités nouvelles d'évolution de carrière.

Une expérience préalable réussie d'au moins 5 ans avec mise en pratique

DU DROIT SOCIAL

est indispensable.

Une bonne connaissance de l'anglais courant est nécessaire.

Des déplacements de courte durée en France sont à envisager.

Si ces perspectives de carrière vous intéressent, envoyez votre dossier de candidature à Monsieur Marthey S.C.P. - BP 93 - 75040 Paris Cedex 17 qui le traitera confidentiellement.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

vendre des ordinateurs scientifiques chez Hewlett Packard



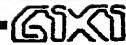
Une entreprise passionnante, réservée aux meilleurs. La nouvelle génération d'ORDINATEURS DE TABLE réunit dans un système ultra-compact et robuste à l'utilisation individuelle, toutes les fonctions informatiques : accès direct par clavier (sans intermédiaire) à une banque de données ; mémoire de masse de forte capacité ; unité centrale de calcul ; écran de visualisation ; imprimante rapide ; et même en option, unité graphique.

C'est un concept nouveau. QUI RECHERCHONS-NOUS ? Des hommes à fort potentiel, ingénieurs ou titulaires de diplômes universitaires équivalents dans les spécialités Électronique et Informatique principalement. Des hommes de contact, aimant analyser les problèmes, trouver des solutions et conduire des affaires. Des hommes jeunes car ils ont une belle carrière nationale ou internationale devant eux. QU'OFFRONS-NOUS ? Des opportunités de carrière liées à notre fort développement. Un travail d'équipe dans la plus large place à l'initiative individuelle dans la gestion et le développement de leur secteur. Une formation spécialisée de haut niveau. Une gamme de maîtres sans équivalent sur le marché. Un soutien logistique solide. Une rémunération de haut niveau garantie à 80 % et un intéressement aux ventes et aux bénéfices ainsi qu'un plan d'achat.

Qui sommes-nous en INFORMATIQUE ? Nous avons conçu la troisième place de la mini-informatique en investissant 91 % de notre chiffre d'affaires en recherche ; nous avons apporté des contributions technologiques majeures telles que la première calculatrice scientifique HP-35 et les circuits intégrés à support Super (S.O.S.).

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous Réf. 3671 à Gérard Kloppel, Département Recrutement, Hewlett-Packard, B.P. 6 91401 Orsay Cedex.

HEWLETT  PACKARD



analystes programmeurs confirmés
ingénieurs débutants
Grande École ou Maîtrise d'Informatique
ingénieurs confirmés
2 à 3 ans d'expérience

chefs de projet

pour la conception et la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants :
● Systèmes de gestion. ● Téléinformatique.
● Systèmes transactionnels et réseaux.
● Conduite de procédés industriels.

Lieu de travail : Banlieue Sud de Paris avec quelques postes en province. Déplacements à prévoir.

Merci de nous adresser votre C.V., détaillé, vos préférences et une photo à :
GIXI Ingénierie Informatique
2A de Courmoulin - Avenue de la Belgique,
B.P. 110 - 91403 ORSAY CEDEX
(Réponse assurée)

ingénierie informatique

Jeune Directeur Général

Notre groupe, leader dans son secteur, recherche pour sa plus importante filiale intervenant dans un domaine proche de l'informatique, un cadre de haut niveau d'environ 37 ans, X, Centrale ou diplômé d'une Grande École, INSA, HEC, par exemple, connaissant bien les techniques de production, de gestion et de commercialisation pour y avoir déjà été confronté, dans le cadre des fonctions d'adjoint de Directeur Général par exemple. Placé sous l'autorité directe du PDG, il dirigera depuis Paris une équipe dynamique, très performante, ce

qui va donc lui permettre d'exercer son activité principalement dans la gestion et l'administration de la filiale. Ses qualités de manager, un sens aigu du dialogue fort de lui son animateur médiateur, calant naturellement l'enthousiasme de nos jeunes cadres. Et pour qu'il continue vraiment efficace, il fera jouer ses qualités d'analyse et de synthèse, et prouvera ce sens limité nécessaire au développement économique d'une affaire.

Les candidats à ALPHA CDI nous renverront d'adresse sous réf. 240 votre CV, photo et préférences. 59, rue Saint Didier - 75116 PARIS.

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

Gestion Financière Export

Nos réalisations à l'étranger (très grands ensembles industriels) engagent des investissements considérables et mobilisent les différents départements de notre entreprise pendant plusieurs années. Les décisions d'ordre financier, administratif ou juridique qui elles impliquent sont arrêtées à partir d'études tenant compte aussi bien des réglementations locales que de nos procédures internes et nos exigences techniques. Pour conclure ces études, nous souhaitons recruter un cadre, diplômé de l'enseignement supérieur, parfaitement formé aux problèmes de gestion à l'export. Il a acquis, à ce titre une expérience de 8 à 10 ans dans un service "export" d'une grande entreprise française, ou en assumant des responsabilités administratives et financières à l'étranger. Ses responsabilités s'inscrivent à l'entretien de nombreux contacts avec les départements techniques et fonctionnels de l'entreprise pour évaluer les besoins de nos implantations à l'étranger, étudier les décisions à prendre dans des domaines variés (technique en devises, transferts, statuts juridiques des implantations, procédures comptables, financières ou fiscales...). Le poste est à pourvoir à Paris, mais il implique des déplacements à l'étranger. L'anglais courant est donc indispensable. Les candidatures, accompagnées d'un C.V., sont à adresser sous la réf. 76653 M/N/D à HAWAS CONTACT, 154, bd Hausmann - 75008 PARIS, tel. 720.00.00.

(Toutes garanties d'une totale discrétion).

Maison de Presse à Paris
recherche pour magazine féminin

Rédacteur ou rédactrice en chef.

Fonction.
Développer et réaliser le concept rédactionnel, animer une équipe et coordonner la création.

Qualités requises.
Expérience professionnelle presse féminine, créativité, sens du marketing, organisation.

Prévoir d'envoyer CV.
Sous n° 798 062 M. Régie-Presse
85 bis rue Réaumur - 75002 Paris
qui transmettra.

Si vous ne voulez pas que votre C.V. soit transmis à une maison de presse précise, écrivez-le sur l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti.

Au-delà de l'audit...

Vous possédez bien maintenant le métier de l'audit pour l'avoir pratiqué en entreprise ou dans un cabinet pendant six à huit années de vie professionnelle ; un audit aux frontières larges qui vous a confrontés avec les problèmes d'organisation, d'informatique et de management des grandes entreprises. Les structures de notre société sont bien adaptées à sa taille (20.000 personnes), à son activité de vente et de production et à une double dimension : une responsabilité dans une large implantation internationale. Il nous manque cependant un outil qui permette à nos filiales françaises et étrangères de fonctionner encore plus efficacement à notre développement ; une filiale de nos normes et de nos procédures financières et administratives, intégrant tout l'existant actuel en un ensemble complet et cohérent.

Pour aider et mettre en place cet outil, votre expérience nous sera précieuse ; vous avez compris qu'il vous faudra avoir l'expérience, connaître les habitudes des infatigables résistances au changement ; qu'il vous faudra aussi voyager assez souvent... Le rôle ne sera pas simple, mais passionnant. Et tellement utile pour nous. Quel travail de deux à trois ans, en ferme d'audit vous trouverez chez nous une évolution de carrière intéressante.

Veuillez renvoyer aux responsables de SIRCA, sous référence 792 234 M, qui en poste de haut niveau à Paris vous informera ; ils nous présenteront votre candidature.

 **Sirca**
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMPHIS/INTEC

LA FILIALE FRANÇAISE
D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'UNE INDUSTRIE DE POINTE

recrute son

CONTROLEUR DE GESTION

- De Formation Supérieure (parlant anglais).
- Dynamique, de contacts aisés, esprit de synthèse.
- Ayant collaboré comme Conseil dans un Cabinet d'Organisation, justifiant d'une première expérience dans le poste et ayant participé à la mise en place d'applications informatiques.

Il aura pour mission :

- De préparer les budgets, d'élaborer des Tableaux de Bord pour les Centres de Profit (15) la Direction Générale et la Maison Mère, d'analyser les résultats et de participer au Plan à Long Terme.

Il sera :

- Responsable de l'analyse et du développement des applications informatiques nouvelles.
- En mesure de mettre en place ou modifier les procédures et circuits administratifs.

Salaire : 100.000 F/AN +

pour candidat de valeur

Lieu de travail Région Parisienne

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à n° 798023 M. REGIE-PRESSE

85 bis Rue Réaumur 75002 PARIS

La P.D.G. d'une
Société d'assurances IARD
recherche lui-même son

Responsable Commercial

qui lui sera directement rattaché.


L'intéressé, 35 ans minimum, devra impérativement avoir exercé au moins 5 ans la fonction d'inspecteur sur le terrain.

Homme de contact, de classe (il fera partie de l'équipe Direction), il doit avoir fait des études supérieures.

La rémunération et le grade de départ seront fonction de la personnalité et de l'expérience du candidat.

Ce poste correspondrait à un homme ne trouvant pas dans sa fonction commerciale actuelle, où il aurait brillamment, un avenir ou une ambition à sa mesure.

Faire offre manuscrite avec photo et présentations sous réf. 163 à

 **MEDIA BA**
8, bd des Capucines, 75002 Paris
tel. 720.00.00

(Réponse et discrétion assurées.)



SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE
DEVELOPPEMENT DE MATÉRIELS
DE HAUTE TECHNIQUE
recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE EXPERIMENTE

(X - ESE - CENTRALE)

pour assurer la fonction de

chef de projet automatisme

Cette mission implique une bonne connaissance des périphériques électromécaniques de mini-ordinateurs et/ou des automatismes à base de microprocesseurs.

SOUS INGENIEUR QUALIFIÉ :

- des qualités d'animateur et de gestionnaire
- une pratique des contacts commerciaux de haut niveau
- la pratique courante de l'anglais.

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel, 1, Avenue Descartes 94450 LIMEL-BREVAINES.

Leader de la Vente Par Catalogue en France, nous développons les techniques Informatique, Automatique, Marketing qui feront évoluer notre mode de Distribution. Pour renforcer les équipes qui travaillent sur ces projets, nous souhaitons former des

INGENIEURS GENERALISTES

Débutants (Centrale, Mines...)

dans nos Départements :
INFORMATIQUE : les moyens importants dont nous disposons permettent à cette Direction de jouer un rôle moteur dans notre développement.

Un premier poste est proposé au sein du Groupe qui a en charge le développement de nouvelles formes de Saisie des Commandes (commandes téléphoniques et vidéotéléphoniques). Un second poste est à pourvoir aux études techniques : études de performances de notre système (2 IBM 3032 pour préparer son évolution, diagnostics, et conseil auprès des Groupes utilisateurs).

ETUDES ET ORGANISATION : ce secteur étudie et améliore en permanence la logistique de La Redoute : (stockage - manutention - expédition) dans ses différents aspects : techniques, humains et coûts.

Le poste implique donc toutes les phases de la mise en œuvre d'une nouvelle organisation : études, consultations, tests... Ces postes, confiés à des ingénieurs de haut niveau qui sauront affiner leurs qualités d'animateur et d'organisateur, permettront d'engager une évolution dans d'autres Départements de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre et CV à LA REDOUTE, Direction du Personnel, Division Cadres, 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX sous référence 9.35.15

La Redoute

550 من الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	54,00
IMMOBILIER	11,00	12,98
AUTOMOBILES	32,00	37,83
AGENDA	32,00	37,83
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,98

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

CSNCR

Charte de déontologie

Le CSNCR est une association d'ingénieurs et de techniciens, créée en 1975, qui a pour but de promouvoir l'éthique et la déontologie dans l'exercice de leur profession. Elle élabore et diffuse une charte de déontologie qui sert de référence à ses membres et à tous les professionnels du secteur.

Jeunes ingénieurs

GRANDES ECOLES

Très importante société de CONSEIL et SERVICES en INFORMATIQUE nous diffusons, par un service de temps partagé A.P.L., des applications sophistiquées de gestion conversationnelle. Nous recherchons des

intéressés par l'informatique, ayant au possible 2 à 3 ans d'expérience d'entreprise, pour prendre en charge, en liaison avec les utilisateurs, des projets spécifiques depuis leur conception jusqu'à leur mise en place et à leur suivi. Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : Paris.

séle CEGOS

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 72483/M à Mme CLERE, 5416-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTAC

jeunes ingénieurs

électroniciens

un monde passionnant s'ouvre à vous

la simulation

Notre Division Simulateurs et Systèmes Electroniques recherche un Ingénieur Electronicien, ayant 2 ou 3 ans d'industrie, pour lui confier au sein de notre Bureau d'Etudes le poste de :

Responsable des sections schémas-câblages et circuits imprimés.

Homme d'encadrement déjà confirmé, cet Ingénieur devra avoir à son actif une expérience de quelques années dans les domaines des interconnexions électriques et de l'implémentation des câblages ainsi que dans la conception et la réalisation de dispositifs de fabrication de circuits imprimés.

Lieu de travail : TRAPPES (78).

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo sous réf. IC 79/31-M à A. de BEJAR-RIV, le Matériel Téléphonique, Service du Personnel, Ets de Trappes, 3 Av. Albert Einstein, B.P. 118 - 78152 Trappes Cedex.

LMT

jeunes ingénieurs

GRANDES ECOLES

Notre expérience de 10 ans dans un secteur en expansion constante, notre stabilité et nos références nous permettent d'être présents sur les marchés de l'industrie, de l'énergie, de l'information, et de l'équipement. Nous recherchons des jeunes ingénieurs, diplômés des grandes écoles, pour occuper des postes de responsabilité dans nos services de conception, de développement, de production et de maintenance.

Vous serez intégré dans des équipes autonomes, dans une ambiance de travail particulièrement agréable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 79 206 M à notre conseil.

SOPRA

DEUX AUDITEURS

diplômés d'études supérieures, D.S.O.S., quelques années d'expérience dans un cabinet d'audit.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous réf. 72483/M à Mme CLERE, 5416-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Ingénieur Adjoint au Directeur Technique

PARIS-EST 100 000 F +

Un fabricant de produits mécaniques leader dans son activité (450 personnes), recherche un ingénieur adjoint au directeur technique type Arts et Métiers ayant une première expérience de l'encadrement de fabrications de pièces et moyennes séries pour lui confier progressivement l'ensemble des tâches de conception liées à la production. Il sera chargé de suivre l'établissement et la réalisation des programmes de production et d'approvisionnement pour une gamme de produits très variée avec l'aide de l'outil informatique. Il devra par la suite être amené à prendre des responsabilités plus importantes dans le domaine de la production.

Mme F. BICHSEL vous remercie de lui adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 70423 M (à transmettre sur l'employeur).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Denon 75003 Paris Cedex 05
MEMBRE DE SYNTAC

Chef Comptable

100 000 F/an +

Société spécialisée dans l'importation et la distribution de matériel électronique et informatique, en croissance rapide, recherche pour son siège situé à Nanterre (92) un CHEF COMPTABLE.

Rattaché (e) au Directeur Administratif et Financier, il (elle) anime, coordonne et contrôle l'activité du service comptabilité (3 personnes). Il (elle) prépare les budgets, C.E. et tableaux de bord mensuels, trimestriels et annuels.

De formation D.E.C.S., il (elle) a acquis une expérience de 5 ans dans un cabinet comptable ou en entreprise comme Chef Comptable. Il (elle) a une connaissance de l'anglais.

Poste nécessitant capacités d'analyse, goût des responsabilités et autonomie d'action.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 79 206 M à notre conseil.

centor

13 bis, rue Henri Moinier
75003 - PARIS

Jeune diplômée d'études supérieures

(quelques années d'expérience)

POUR CES DEUX POSTES :

- Sans des contacts humains.
- Bonne expression écrite et orale.
- Bénéficiaire d'un travail dans une équipe jeune.

Adresser C.V., manuscrit, photo et rémunération souhaitée sous réf. 72483/M à Mme CLERE, 5416-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Publicité Alain LITAS
27, avenue de Lauro-Tessier,
94220 CHARENTON

INGENIEURS INFORMATIENS

ayant une formation Grandes Ecoles, débutants ou expérimentés

Un stage de perfectionnement leur sera assuré tant sur nos systèmes que sur nos produits, ou qui leur permettra de participer à la réalisation des objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

Envoyer C.V. (en précisant la référence) à CONTROL DATA Service Recrutement, 195, rue de Bercy, 75012 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

juriste de haut niveau

La PDG d'une bonne affaire de promotion Immobilière à Paris cherche pour renforcer le département "AFFAIRES NOUVELLES" un juriste de haut niveau. Il est responsable du montage juridique des affaires, du droit des sociétés, du contentieux (en relation avec les avocats extérieurs).

Nous recherchons un juriste de talent, 32 ans minimum, ayant au moins cinq ans d'expérience dans l'immobilier, connaissant de plus le droit du travail, et sachant travailler en groupe.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3579/LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10 RUE ROYALE
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTAC

OFFRES D'EMPLOI	Le 15 mai	Le 16 mai
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	54,00
IMMOBILIER	11,00	12,00
AUTOMOBILES	32,00	37,00
AGENDA	32,00	37,00
PROP. COMM. CAPITALUX	85,00	89,00

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	Le 15 mai	Le 16 mai
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,00
IMMOBILIER	21,00	24,00
AUTOMOBILES	21,00	24,00
AGENDA	21,00	24,00

offres d'emploi

SCOR

1ère Société Française de Réassurance
Paris 8ème
recherche

bacheliers (ières)

3 postes sont à pourvoir :

1er poste *référence 192*
Esprit ouvert et méthodique pour travaux administratifs diversifiés avec correspondants internationaux.
Connaissances en Portugais appréciées.

2ème poste *référence 193*
Goût des chiffres pour travaux de statistiques et prévisions.

3ème poste *référence 194*
Notions comptabilité et connaissances en « Assurance Vie » appréciées.
Pour les 2 derniers postes : Anglais souhaité.
Formation complémentaire prévue.
Horaires mobiles 38h 45 en 5 jours
Restaurant d'entreprise - 13ème mois
Participation aux bénéfices.

Réponse à toute lettre manuscrite, CV, photo + adresse, adressée impérativement en référence correspondante à M. ROY - SCOR - 37, rue de la Victoire 75008 PARIS.

UN ACHETEUR

Charge de rechercher les fournisseurs, organiser et assurer les approvisionnements en matières premières et fournitures de conditionnement pour des productions de chocolaterie et confiserie.

De formation supérieure à dominante commerciale, le candidat possédant de bonnes connaissances en informatique et s'exprimant couramment en anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. A.C. à A. ARSAYARD, BOWTHER MACINTOSH, Direction du Personnel, 7822 NOGENT, MARNE-VALLEE CHÈRE &

CENTI

CONSEIL EN RECRUTEMENT

recherche pour BANQUE spécialisée dans le Financement Immobilier

JURISTE

Possédant une bonne connaissance des problèmes de l'immobilier (Droit - Fiscalité - Gestion des contrats).

Les candidats seront soit titulaires en droit possédant une expérience de 5 à 10 ans dans ce domaine, soit bons praticiens.

Le poste est à pourvoir à PARIS dans les meilleurs délais.

Envoyer lettre avec C.V., prétentions et photo à : CENTI Recrutement, 124, rue de Rennes, 75006 PARIS. — Réponse et entretien assurés.

CORT

Conseil en Organisation

recherche pour son

DEPARTEMENT GESTION INFORMATIQUE

2 CONSULTANTS

Ces deux hommes, jeunes, diplômés d'Etudes Supérieures sont expérimentés soit en gestion d'entreprises (structures, comptabilité, contrôle de gestion...), soit en organisation et gestion de production et sont familiers avec le langage informatique.

Après formation, ils se verront confier des missions d'opérationnel en entreprises.

Leur carrière pourra évoluer vers une activité commerciale débouchant sur le développement d'agence régionale.

Ces postes impliquent des déplacements fréquents.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. en réf. 0508 M à 65, Av. Kléber 75116 PARIS

JU

LES PREMIERS DE L'IMMOBILIER EN FRANCE, INTEGRE DES

SPECIALISTES de la NEGOCIATION IMMOBILIERE

1- Immobilisme industriel
2- Immobilisme administratif et commercial.

Cette offre d'adhésion à des spécialités de la profession ayant 30 ans d'existence, connaissant à fond les aspects juridiques et commerciaux de notre métier, ayant déjà atteint un niveau de revenus supérieur à 150 000 F.

Nous leur offrons une réputation incontestée, un outil de travail de premier ordre, une implantation nationale, une large autonomie d'action, à la fois la sécurité d'une rémunération de base confortable et la stimulation d'une participation aux efforts.

Secteur d'activité : région parisienne.

Ecrire avec C.V. détaillé, sous réf. 76685 M, au Service AS.

plein emploi
10, rue de Mail - 75002 PARIS.
Entière discrétion assurée.

GRANDE BANQUE FRANÇAISE

recherche pour sa

DIRECTION INTERNATIONALE

CADRES CLASSE V à VII

ayant une expérience confirmée du CREDIT et une très bonne connaissance de l'ANGLAIS.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo, sous référence M 514 à :

Madame MAZEAU
36 rue du Colisée - 75008 Paris.

Traitement d'un diplôme d'INGENIEUR CHIMISTE

vous êtes libéré des obligations militaires ; vous êtes intéressé par les problèmes de qualité, des produits :

Nous recherchons

UN INGENIEUR

CONTROLE QUALITE

Pour notre usine située au sud de la France, fabriquant des produits de grande consommation, nous recherchons C.V., photo et présent. sous réf. 0241 à CONTRESSE Publiat, 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

Vous sommes une des entreprises les plus importantes dans le secteur du carton, situé dans le Sud-Ouest.

Notre développement prévoit un recrutement de nos structures dans ce secteur.

Nous cherchons un

RESPONSABLE DES VENTES

Doté d'une expérience professionnelle dans un domaine similaire, il aura sous son autorité des équipes commerciales.

C'est dans le réseau de PARIS jusqu'à un MOIS de la FRANCE qu'il aura pour mission de conquérir une large clientèle susceptible d'utiliser nos produits finis et semi-finis.

Le poste offre une très grande autonomie d'action et correspond à une personne dynamique, réaliste et courtoise, capable d'assumer de larges responsabilités. Il parle couramment le français et l'anglais.

Une rémunération intéressante ainsi qu'une voiture de société et d'autres avantages sont prévus.

Intéressé ? N'hésitez pas à adresser votre candidature avec curriculum vitae détaillé à Mme VAREZ-ROBERT, 25, bd de l'Empereur - Bule à 1000 BRUXELLES, qui transmettra.

Les entretiens pourront se faire en France.

THOMSON-CSF

INGENIEURS GRANDES ECOLES (A.A. en équivalent)

Ces postes en remplacement de candidats décédés nécessitent des techniciens de pointe (postes réservés aux diplômés des grandes écoles) ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, capable de sur le plan humain.

Disponibilité de mission et de promotion au sein d'une équipe Grande Ecole.

Connaissances anglaises souhaitées.

Ecrire au Service de Personnel 17, quai Pierre-Berthelot - 75001 PARIS/BOULEVARD

GRUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

SIEGE PARIS

recherche

CADRE MARKETING EXPORT

Sous la responsabilité du Directeur « AFRIQUE FRANCOPHONE » :

- collaborer à l'élaboration des programmes et plans de ventes, distribution et marketing de ce marché ;
- visiter régulièrement ce marché ;
- assurer les relations commerciales et administratives avec les clients ;
- assurer l'entretien pour deux des produits de la gamme exportée.

Le poste correspond à un jeune diplômé école commerciale, 20-30 ans, 3 à 5 ans d'expérience, ayant un marketing dynamique et responsable. Maîtrise française-anglais. Connaissance états appréciée.

Poste évolutif.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : FARMACON, 14, rue Jean-Darwin, 75116 PARIS.

PARIS CENTRE

AUDIT COMPTABLE

Un groupe de sociétés industrielles propose un poste d'auditeur.

Pour plusieurs sociétés du groupe, il est chargé de contrôler l'application des procédures et la fiabilité des données comptables. Il travaillera ainsi en appui aux contrôleurs de gestion, il a, d'autre part, l'entière responsabilité de la comptabilité d'une des usines.

Nous recherchons un jeune auditeur qui ait une formation typiquement comptable et une première expérience de 3 ans minimum acquise de préférence dans un cabinet.

Pour informations complémentaires, écrire à Monsieur Roca, sous référence M 5500 C 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

Importante Entreprise Internationale de Construction Electrique & Electronique

recherche

UN CADRE RESPONSABLE du RECRUTEMENT

Il sera chargé :

- de l'établissement des descriptions de postes
- de la sélection et de l'embauche du personnel non cadre
- du suivi de son intégration dans la société
- des formalités administratives des mouvements de l'ensemble du personnel permanent et temporaire
- de l'établissement et du suivi des contrats de travail et d'intéressement

Le poste à pourvoir à PARIS nécessite une formation supérieure et une expérience affirmée dans ces domaines.

Nous remercions les candidats de bien vouloir envoyer leur C.V. sous référence M 50754 à :

RUSH PUBLICITE, 64, Rue d'Hauteville 75010 PARIS (qui transmettra).

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE

RECHERCHE

CHEF DE SERVICE DU PERSONNEL

Il sera responsable de la gestion du personnel d'un Etablissement de 1.400 personnes situé dans la Région SUD-OUEST.

Ce poste correspond à un Cadre de formation supérieure, ayant une expérience de plusieurs années dans des fonctions équivalentes au sein d'une entreprise industrielle.

Une expérience de gestion de personnel appartenant à des Services Etudes serait appréciée.

Ecrire en envoyant C.V., photo et prétentions à : C.A.F.I.C. 13, rue Volney 75002 PARIS SA REF. 75021

Un cabinet international d'expertise comptable de tout premier plan recherche pour son bureau de Paris un

TAX MANAGER

Le candidat retenu aura une expérience d'au moins quatre ans en fiscalité, acquise en cabinet ou en brigade de vérification. Une bonne connaissance de l'anglais, ainsi que des qualités de dynamisme et d'initiative personnelle sont indispensables. L'expérience très rapide de la firme en France permet d'envisager des possibilités de développement de carrière particulièrement intéressantes pour une personne compétente et capable de communiquer à tous les niveaux.

Envoyer C.V. et prétentions sous la référence 981 à Marie-Jo MARTIAL, 6, Avenue Marcuse 75008 Paris. La plus grande discrétion est garantie dans l'examen des dossiers de candidatures.

TECHNICIEN (ENNE) SUPERIEUR

en pharmacologie cardiaque-vasculaire

Plusieurs années expérience exigées pour :

CENTRE DE RECHERCHES

BANLIERE SUD

Ecrire avec C.V. sous n° 4515 à HAVAS-CONTACT, 156 bd Hausmann 75006 PARIS

Johnson & Johnson s.a.

Division Produits de grande consommation

recherche

un(e) chef de produits

Le candidat retenu devra posséder une expérience d'environ 2 ans, en tant que Chef de Produits, de préférence sur des produits de grande consommation.

Le poste à pourvoir est situé au siège social, dans la proche banlieue Est de Paris et nécessite une bonne pratique de la langue anglaise.

Adresser CV détaillé avec prétentions et photo (retournée) sous No 10.748 à Contesse Publiat 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Dans le cadre du développement de son plan informatique

M.U.R.S.S.A.F. de PARIS

SECURITE SOCIALE

recherche

des analystes d'application

- Formation exigée : MAGE, DUT (ou équiv.).
- Rémunération annuelle de début de l'ordre de 80 à 85.000 francs.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé devront être adressées sous la mention « Confidentialité » à :

M. LE DIRECTEUR GENERAL DE L'U.R.S.S.A.F. 47/49, Avenue Simon-Bolivar, 75010 Paris Cedex 10.

NE2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICES ET DE GESTION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche

INGENIEURS

- Ayant des connaissances en micro-assembleur.
- Débutants ou 1/2 ans d'expérience.

Adresser C.V., prétentions, disponibilité sous référence MCH 5/79 12, Avenue Vion Whitecourt - 75016 PARIS

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

recherche

VISITEURS MEDICAUX

ROMAINS ou FEMMES

RECHERCHES :

- TITULAIRES
- SEINE-SAINT-DENIS
- maîtrise française & anglais
- stage de formation interne
- bon esprit
- valeurs personnelles indispensables
- fidélité au secteur obligatoire.

Envoyer C.V. manuscrit, photo récente, n° 8896, CONTESSE Publiat, 20, av. Opéra, Paris 1^{er}, qui tr.

Filiale d'une division internationale

recherche SON

CHEF DE PRODUCTION

Homme expérimenté - FORMATION INGENIEUR, connaissance mécanique de précision, électronique, anglais impeccable.

5 ans minimum d'expérience substantielle

Banlieue Ouest Paris

Ad. C.V. photo et prétentions sous le n° 18.890 à : CONTESSE Publiat, 20, av. de l'Opéra, Paris 1^{er}.

offres d'emploi



**INGÉNIEURS
grandes écoles**

E.S.E., E.N.S.T. ou équivalent

Intéressés par l'étude et le développement de matériels destinés aux :

TÉLÉCOMMUNICATIONS

De seront intégrés dans les laboratoires et/ou les plates-formes d'essai, pour participer à des activités techniques concernant les domaines suivants :

- Faisceaux verticaux à vue directe et troposphérique.
- Liaisons spatiales (station terrestre, répéteurs à bord de satellites).

Evolution possible vers les activités systèmes et commerciales.

Adr. curr. vite, photo, prêt. à Thomson C.S.F., Service Recrutement, 51, rue Grethuis, 92300 LEVALLOIS.

**UN ORGANISATEUR
QUI VISE
L'OPERATIONNEL**

Actuellement dans un Cabinet de conseil de qualité, vous recherchez une transition intelligente vers le "line management".

Age de 30 ans environ, vous avez un diplôme d'une grande école de gestion ou de Business School.

L'entreprise qui vous propose cette situation de Responsable de l'organisation se développe très bien et de façon profitable; elle est dirigée par une équipe jeune.

Il vous sera demandé de résoudre des problèmes classiques mais pas toujours simples de gestion de stocks et en particulier de :
- standardiser les procédures administratives,
- organiser la centralisation d'achats,
- préparer l'information.

A l'issue de votre mission, il sera envisagé une évolution vers l'opérationnel. (Ref 157-M)

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et références actualisées à EKA, 501 av. de Suffren - 75015 Paris.

EKA

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
AGRO-ALIMENTAIRE**

banlieue SUD-EST PARIS

UN COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. ou B.T.S.

Agé d'au moins vingt-cinq ans

Après un stage de quelques mois à la comptabilité générale, le candidat devra participer à la surveillance des comptes de comptabilité générale et de l'établissement des déclarations fiscales.

Le poste proposé serait accessible d'évoluer vers des responsabilités plus importantes.

Bonnes moralité et sérieuses références exigées. Préférences sont données à un candidat libéré rapidement.

Traitement mois, restaurant d'entreprise, nombreux avantages sociaux.

Adressez C.V., manuscrits détaillés à Mlle TOUMAZET, 5, rue de France - 75017 PARIS.

**INGENIEUR
des METHODES**

Une société française, filiale d'un important groupe international très diversifié, recherche pour sa Division Développement, implantée en banlieue Sud-Est, un ingénieur des méthodes.

Dépendant directement du Directeur de l'usine de production, il assurera des activités suivantes :
• coordination des études et des services de production en matière de mise au point, modification ou lancement de produits nouveaux ou anciens et études des points de travail à analyser de productivité création et suivi des gammes de travail ;
• développement des outils de production en collaboration avec les services de gestion et l'information ;
• animation d'une équipe d'agents des méthodes.

Le candidat, âgé de 25 ans minimum, sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur, au minimum d'un B.T.S. complété par une formation spécifique et aura une expérience dans la fonction d'une dizaine d'années environ. Une expérience dans le montage industriel de grande série ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. De très bons contacts humains sont indispensables.

Adressez C.V., photo et présent. sous réf. 6022(H) A.M.P., - 40, rue Châteauneuf 75015 PARIS

**LA DIRECTION DU PRODUIT
DE CONSTRUCTION DE MATERIELS T.P.**

INGÉNIEUR PRODUIT

Formation de base en mécanique, complétée par formation en gestion.

Expérience professionnelle dans notre secteur d'activité (2 à 3 ans) souhaitée, mais recrutement ouvert à candidats débutants motivés et de formation adaptée.

Anglais indispensable

Libre rapidement

Envoyer avec curriculum vitae, présentations et photo sous le n° 10.000 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17), qui transmettra.

offres d'emploi

Petite Société avrionne de Paris
composante posée destinée à l'administration
pour responsabilité de son département production

UN CHEF DE PRODUCTION

après 10 ans d'expérience en milieu d'un atelier de 50 employés, et possible dans domaine équivalent.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations sous le n° 1.733, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 09.

Un grand centre d'électronique propose
PLUSIEURS POSTES de

**TECHNICIENS-
ÉLECTRONICIENS**

DÉBUTANTS ou COURTE EXPÉRIENCE

d'étude et de développement de :

- circuits analogiques, logiques, et P.
- traitement numérique du signal.
- programmation de microprocesseurs.
- réalisation de sous-ensembles pour matériels aéroportés.

Ces postes offrent une carrière intéressante au sein du groupe à des candidats de valeur.

Lieu de travail : banlieue Sud Paris.

Adressez C.V. et photo à n° 9732

CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75007 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

**Une société de services liée
au transport routier**

**Un (e)
Assistant (e)**

Rac (G de préférence),

Statut cadre.

Pour lui confier un poste présentant les caractéristiques suivantes :

- Exploitation et évolution de la comptabilité traitée et reçue.
- Rédaction de comptes rendus périodiques.
- Analyse statistique de données conduisant à des recommandations.

Si vous êtes intéressé (e) adressez votre CV sous n° 7200 à PARFRANCE P.A.,

4, rue Robert Etienne 75008 Paris qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE

RECHERCHEUR

POUR CHOC

PROCHES BANLIEUE NORD-OUEST DE PARIS

COLLABORATEUR

Chargé sous l'autorité du Chef du Personnel, de la fonction formation.

Ordonner, établir des plans, recherches et mise en place des moyens.

Ce poste pourra évoluer rapidement vers d'autres responsabilités dans la fonction personnel.

Il est nécessaire d'avoir une formation D.G.T., option personnel, ou C.R.A.H. ou similaire. Une expérience dans le service personnel serait souhaitable.

Envoyer curriculum vitae, présentations et photo à : D.E.M. - 27, rue Violon, 92015 PARIS, qui transmettra.

**Une société internationale de travail temporaire
(plus ou moins 1 milliard de C.A.) recherche
des candidats de son département pour les postes de :**

PARIS - LILLE - REIMS - NANTES -

GRANVILLE - ST-ETIENNE -

STRASBOURG - NICE - DIJON

jeunes managers

ambitieux et dynamiques, ils seront capables d'assurer l'ouverture et l'organisation de leurs services. Hommes de terrain ayant déjà prouvé leurs capacités par une réussite commerciale, ils devront en outre posséder les qualités humaines propres au recrutement et à la stimulation d'une équipe.

Bien sûr, ils seront appuyés depuis Paris ou leur département par la Direction Générale à laquelle ils rendront directement compte.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prêt. sous réf. 10.127, à M. Michel Szyman, 104 rue Râmur 75002 Paris, qui transmettra.

HENKEL FRANCE

Filiale d'un groupe chimique européen, 1400 personnes, 2 Usines, recherche dans le cadre de développement de son service achats

AIDE ACHETEUR

MATIERES PREMIERES

Ce poste conviendrait à un homme jeune ayant une formation commerciale (E.C.S., D.U.T.) ou niveau 2^e cycle de Chimie ou I.A.E.

Le candidat sera et posséder une première expérience de l'industrie et la connaissance de l'allemand sera très appréciée

- Salaires 13 + primes.

- Horaires personnalisés.

Envoyer à HENKEL FRANCE DRH 50111-5050 GENTILY sous réf. M.005.

Henkel

offres d'emploi

**IMPORTANT SOCIÉTÉ DE DÉTAIL
EN TEXTILE ET NOUVEAUTÉS EN
TOUS GENRES**

recherche

pour PARIS

**DIRECTEUR
DE MAGASIN**

Le candidat devra avoir :

- de la méthode et le goût des responsabilités ;
- l'esprit commercial ;
- une parfaite maîtrise de la grande distribution, justifiée par une expérience de 5 ans minimum.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + présentations sous le n° 6910 M à S.L.E.D.U. Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes

**GENERAL
AUTOMATION**

(Plus de 20.000 mini-ordinateurs installés)

recherche dans le cadre de son expansion en :

- PROCESS INDUSTRIEL
- GESTION DE RESEAUX

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Formation approfondie, possédant plusieurs années d'expérience dans la vente de systèmes dans l'industrie.

Postes à pourvoir : PARIS, LYON.

Envoyer C.V. détaillé à :

M. J.-C. VERGNAUD - GENERAL AUTOMATION

Tour Gallieni D.P., avenue Gallieni, 92110 BAGNOLET.

AFNOR

Association Française de Normalisation

recherche

documentalistes

Scientifiques ou techniques

(contrats temporaires 6 mois/1 an)

1) - service questions-réponses

domaine normes étrangères

2) - indexation de normes et textes réglementaires français.

Ces postes conviendraient à :

Ingénieurs ou multiples sciences possédant une formation complémentaire en documentation ; la connaissance de l'Allemand et de l'Anglais écrit est nécessaire pour le premier poste.

Adressez C.V. et recommandation actualisée (réf. 5551 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris La Défense.

ENTREPRISE ÉDITION PREMIER PLAN

recherche pour son département de VENTE DIRECTE

installé près d'Enghien (Val-d'Oise)

**RESPONSABLE
ADMINISTRATIF et COMPTABLE**

- section 30 ans ;

- alliant rigueur et efficacité à qualité de contact ;

- diplôme supérieur de gestion ;

- excellente formation comptable et juridique ;

- habilité à travailler avec l'informatique.

Dans une équipe jeune et dynamique, il aura la responsabilité de la comptabilité de la trésorerie, de la gestion du personnel et des services généraux.

Avec les responsables des autres fonctions, il participera à la préparation des décisions de gestion prises au niveau du département.

Envoyer curriculum vitae et photo à : R. SICART, 20, rue Henri-Seydoux - 92120 REMY.

**GROUPE INDUSTRIEL
AGRO-ALIMENTAIRE**

TRÈS PROCHE BANLIEUE

SUD-EST DE PARIS

recherche

**CHEF DES SERVICES
COMPTABLES**

en raison des perspectives d'élargissement de son

responsabilité au sein de la Division Administration du Groupe, nous recherchons un jeune candidat, diplômé, titulaire du Certificat de Comptabilité de l'Université, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans de formation comptable supérieure (D.E.C.S. + Certificat Supérieur par exemple), initié à l'informatique de gestion.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations à :

Mlle TOUMAZET, 5, rue de France - 75017 PARIS

offres d'emploi



**LEADER EUROPÉEN DE
L'IMPRIMERIE DE GESTION
EN CONTINU**

recherche

**UN COMPTABLE
DE GESTION**

23 ans minimum, il aura une formation supérieure orientée vers la gestion et si possible une première expérience d'un an dans la fonction.

Il participera à l'élaboration, au suivi et au développement des systèmes d'analyses et de contrôle de coûts. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable pour réussir dans ce poste évolutif.

Adressez vos lettres, C.V., photo (recommandée) et présentations à MOORE PARAGON - Service Développement de l'Imprimerie de Gestion, 22/24, rue de Sèvres - 92102 BOULOGNE.

**DIRECTEUR
D'ENTREPOT**

Importante Société de Textile

recherche

Pour ses importants entrepôts

proche banlieue de Paris

**UN HOMME CAPABLE
d'en assurer la gestion**

Le candidat devra être un parfait gestionnaire et avoir le sens des responsabilités.

Il aura en outre à justifier d'une expérience générale d'au moins 5 ans.

Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo + présentations sous le n° 6970 M à S.L.E.D.U. Publicité, 17, rue Lebel - 94300 Vincennes, qui transmettra.

AFNOR

Association Française de Normalisation

recherche

**RESPONSABLE
DE L'EXPLOITATION INFORMATIQUE**

- Minimum 35 ans ;

- Formation technique ;

- Expérience environnement et exploitation grande Banlieue ou Adjoints d'un centre informatique ;

- Connaissance de l'anglais ou matériel I.B.M. compatible avec base système de technicien ;

- Anglais indispensable ;

- 150.000 F à 180.000 F par an.

Env. C.V. détaillé et photo à SWENERTS, n° 1.818, 215 rue de la République - 92100 BOULOGNE, qui transmettra.

Important Groupe de Services

recherche

pour son Département Informatique

équipé d'un 370/145 DGS VS temps réel

**2 analystes
programmeurs**

- 3 à 4 ans d'expérience

- Jacques Cabot ou Pascal

Adm. lettre manuscrite, CV et présentations /réf. 6608

à I.C.M. 83 r. de Rennes Paris 6e qui transmettra.

EXPERT COMPTABLE

recherche

CHEF DE MISSION

Expérience confirmée dans Cabinet important pour travailler sur dossiers (C.A.D. et I.C.) toute importance.

Débutant

souhaitant acquérir une grande expérience générale.

Connaissance de l'Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et présentations à Jeanne HARMAN, 10, avenue de Villiers, 75017 Paris.

FILIALES GROUPE INTERNATIONAL

recherche

pour son unité située à 90 km au nord-ouest Paris

UN CHEF DE SERVICE

ACHATS, APPROVISIONNEMENTS PROGRAMMÉS

- 35 ans min., bilingue anglais français.

- 10 à 15 ans d'expérience dans une société internationale à caractère industriel, chimique ou pharmaceutique.

- Titulaire du diplôme de Directeur d'Établissement, ou l'équivalent, ou le diplôme de gestionnaire.

- Saura utiliser les moyens informatiques.

- Saura à débiter selon expérience.

Envoyer C.V. détaillé et photo à M. T. ILON M. ROGEE-PRESSER, 85 bis, rue de Béarn, PARIS-20.

504 Personnel informatique rech. pour Paris

RESPONSABLE COMMERCIAL

Si vous avez une bonne culture générale, un bon sens de la vente et l'enthousiasme dans les contacts, nous devons vous rencontrer.

Nous vous consacrerons la proposition et le développement de notre clientèle industrielle.

Envoyer sous réf. 6812 à P. LEBEAU S.A., S.P. 230, 75008 Paris Cedex 08, qui transmettra.

سكيا من الاميل

TERRAINS A BATER

Wm. Geo. Du. Raine (Secretary General)

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

La compagnie texane Braniff a su tirer le meilleur profit de la politique américaine de libéralisation des tarifs aériens

Dallas. — On ne connaît d'elle, jusqu'à présent, que certaines « extravagances » commerciales — des avions peints par Calder, des hôtesse habillées par Ford — qui lui valurent à l'époque de sortir de l'anonymat. Maintenant, qu'il par la volonté américaine la ciel est à tous, Braniff International n'a d'autre ambition, d'autre obsession que de jouer à saute-manteau.

Depuis le mois de mars 1978, les avions de cette société américaine desservent Londres. Le 1^{er} juin prochain ils feront la navette entre Dallas-Fort-Worth et Boston, d'une part, Paris, Bruxelles, Francfort, Amsterdam, d'autre part. Un mois plus tard ils commenceront à desservir Guam et de Hongkong au départ de Los Angeles avant que ne s'ouvrent devant eux d'autres escales asiatiques : Seoul, Taipei, Singapour, Manille, Bangkok. Et bientôt le Proche-Orient ? La compagnie texane a demandé l'autorisation d'exploiter des vols vers l'émirat de Bahreïn.

Braniff, qui contrôle largement le trafic entre l'Amérique du Sud et les États-Unis, recherche une expansion tout azimut. Ne craint-elle pas le retour des choses ? Les transporteurs américains ont trop longtemps souffert d'une discrimination qui les empêchait de prendre sur les marchés étrangers le pari qui leur revenait, explique M. Stuart Thayer, directeur général de la compagnie. Il est normal que maintenant cette injustice soit réparée.

Pour condenser leur politique de ciel ouvert, les autorités d'outre Atlantique avaient besoin de s'appuyer sur des compagnies jeunes, qui ne manqueraient ni de punch ni d'originalité. Braniff es était une. « Vous ne pensez pas que la dérégulation a été appliquée, affirme M. Thayer. Nous sommes comptés qu'il faudrait de un à trois ans pour le mener

De notre envoyé spécial

à son terme. Or tout s'est fait en moins de deux mois. Quel qu'il en soit, nous étions prêts à nous adapter à cette nouvelle situation. » Ainsi, entre l'automne 1978 et le printemps 1979 à l'intérieur des États-Unis, la compagnie texane a ouvert cinquante routes, et inauguré dix-huit escales. Avec une flotte moderne et homogène — 21 Boeing 727, 67 Boeing 747, et 15 DC 8 — elle valse les records de sa politique. Ses pilotes ont accepté pour un temps de voler quatre-vingt-dix heures par mois au lieu de soixante-dix-sept heures ; la durée d'utilisation des avions est passée de huit heures trente par jour en octobre, à neuf heures trente en janvier. « Le secret de notre réussite tient à ce que nos exploitants font appel d'appareils similaires alors que beaucoup de nos concurrents en emploient deux », indique M. Thayer.

Cette flotte est d'autant plus performante que la vision de Braniff est bien construite : cinq points forts pour le trafic intérieur : Dallas - Fort Worth ; Houston ; Kansas City, Las Vegas et Memphis ; sans oublier la capitale pour le trafic international : Dallas-Fort-Worth, Boston, New-York, Miami, Los Angeles, San Francisco et Seattle. Et au bout du compte des centaines de combinaisons. Plus de dépendance d'énergie, une règle de conduite toute simple : un bon avion sur une bonne ligne.

Les bons tarifs ? Pour les responsables de la compagnie texane, ils ne sont pas le fruit de la fantasia, mais le résultat d'un calcul, d'une juste adéquation entre le coût de l'appareil, la distance à parcourir et l'importance de la clientèle.

Dans un récent rapport, le Bureau de l'économie civile américaine (C.E.C.) était à l'honneur. Braniff s'y présentait comme la compagnie la plus chère sur l'Amérique du Nord, alors qu'elle pratique des tarifs élevés en Amérique du Sud, où le concurren-

se n'est pas à. Les responsables de la compagnie texane se défendent d'une telle accusation. « Ce sont les gouvernements locaux qui imposent des barèmes rémunérateurs pour compenser la mauvaise gestion de leurs compagnies nationales. Ce sont eux aussi qui créent des situations de monopole en exigeant de n'avoir à faire qu'un seul interlocuteur américain. »

La hausse du coût des carburants ne risque-t-elle pas de contraindre la politique tarifaire de Braniff et, par conséquent, son expansion commerciale ? « Nous devons indubitablement augmenter nos prix, note M. Thayer, mais cela ne nous empêche pas d'être au premier rang de la concurrence en diminuant et en nous donnant supérieurs nos barèmes préférentiels. Les dirigeants de la compagnie texane, qui, au dix ans, ont été blâmés du contenu au sixième rang des compagnies américaines (1), ne croient pas à un ralentissement de l'activité. « L'essentiel est de ne pas obliger les gens à voler plutôt qu'à conduire, dit le directeur général. Toute structure de distribution-services augmente notre clientèle. »

Dans ce contexte, Coordonné par M. Thayer, les responsables de Braniff se refusent à croire que l'avenir superconcurrentiel puisse leur nuire. Ils souhaitent utiliser l'entente avec l'Amérique du Sud et lui faire réaliser la bonne partie de Washington, Rio de Janeiro, une idée en l'air pour montrer que la compagnie texane aime voler hors des sentiers battus.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Braniff, qui a transporté l'an dernier 11,7 millions de passagers, emploie environ deux mille personnes. Elle a réalisé un chiffre d'affaires net de 43,8 millions de dollars.

A Dieppe

LE P.C. ET LA C.G.T. N'ONT PAS VOULU S'ASSOCIER À LA MANIFESTATION ORGANISÉE CONTRE LA CENTRALE DE PENLY.

(De notre correspondant.)

ROUEN. — Deux mille personnes, précédées d'une garde-à-vue de policiers, ont parcouru samedi 12 mai, les rues de Dieppe (Seine-Maritime) pour protester contre le projet de construction d'une centrale nucléaire à Penly. Cette manifestation était organisée par une douzaine de mouvements locaux, politiques ou syndicaux (parmi lesquels le P.S., la C.F.D.T., le F.E.C., la Ligue communiste révolutionnaire).

Certains Dieppois ont fait remarquer que plus de 80 % des terres nécessaires à la réalisation de la centrale ont déjà été acquises par S.D.F., dont près de la moitié ont été cédées par l'ancien président du comité de défense, maire de Penly, qui s'est finalement laissé convaincre au sein du conseil de la France. Chaque hectare aurait été acheté plus de 30 000 francs, avec promesse de pouvoir continuer à récolter jusqu'au début des années 80.

Les opposants reconnaissent cet état de fait mais ne s'en sont pas inquiétés pour autant. Ils comptent en particulier sur l'urgence d'utilité publique déclarée depuis le 3 mai et qui se poursuivra jusqu'en mai de juin, « pour mener la lutte sur la plus large échelle possible », manifestent de signatures défavorables au projet.

En termes de manifestation, qui a été très bonne, une délégation est allée déposer à la sous-préfecture une motion mettant en garde les autorités « contre la détermination de ceux, au sein du conseil d'administration, qui nous ont fait croire que nous ne pensons pas à la coïncidence. »

Quant au plaisir échoué de la mobilisation, les membres du comité de défense appellent eux la part communiste, puisant à Dieppe, où il existe le maire, et la C.G.T. avaient décidé de ne rien faire contre le projet. Une nouvelle manifestation, cependant, était prévue pour le 3 juin dans le cadre de la Journée nationale de protestation contre les programmes nucléaires.

MARC LECARPENTIER.

ENVIRONNEMENT

L'Institut français du pétrole et le CNEOX contrôlent en permanence l'épave du pétrolier « Gino »

Le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEOX) et l'Institut français du pétrole (I.F.P.) ont été chargés de la surveillance et des études de vents indispensables après le naufrage du pétrolier « Gino » au large de la Bretagne.

Au premier de ces organismes revient l'observation de l'épave (qui repose sous 119 mètres d'eau) et du devenir de celle-ci, la surveillance des effets sur le milieu marin de la nappe de carbon black qui a coulé hors des cuves accidentées du navire et s'est répandue sur le fond de la mer.

L'I.F.P. étudie les produits nocifs (il y a trois sortes de ces résidus pétroliers — le carbon black, — proches l'un de l'autre certes, mais légèrement différentes puisque destinées à trois usages). Il faut d'abord déterminer, en fonction de la température, de la salinité, des courants et de la pression (12,8 bars), les propriétés physiques et chimiques, la solubilité et la toxicité de ces produits résiduels. En outre, l'I.F.P. étudie des maintenant la possibilité — si besoin était — d'effectuer une opération de pompage comme celle qui a été réalisée en 1977 sur le pétrolier ariennais, Bohlen (la Monde du 1^{er} juin 1977).

Bien entendu, les administrations et entreprises qui ont participé à l'opération Bohlen (Comex, Alstom, clients de Bretagne, Flopetrol, Matra national, font travailler ensemble les spécialistes qui ont eu, sur la Bohlen, une expérience unique, de façon à concevoir pour le Gino une opération du même genre. Ainsi, si les études du CNEOX

et de l'I.F.P. montrent que le nappage de carbon black est dangereux pour le milieu marin, aura-t-on déjà révisé aux moyens les plus appropriés de vider les cuves du Gino encore plénies.

Bien entendu, il est encore trop tôt pour savoir actuellement si ce pompage sera nécessaire. Mais il ne faut pas oublier que le pompage du pétrole brut très lourd du Bohlen a duré plus de trois mois (à 500 000 F par jour) et que plusieurs personnes ont été tuées accidentellement pendant l'opération. Il ne faut pas oublier non plus que le pétrole brut, même lourd, a des propriétés différentes de celles du résidu qu'est le carbon black. Ainsi, la viscosité de ce dernier pourrait varier avec la température comme celle du pétrole brut. Y. R.

VOUS CRÉEZ UN FONDS DE COMMERCE ?

VEZ AUX JOURNÉES NATIONALES DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE

18 / 19 et 20 MAI 1979
Porte de Versailles - PARIS
Bat. 5

organisées par l'association
I.S.G. Création Entreprise

IBM 1750. PRÉFÉREZ UN TÉLÉPHONE D'AMALCE.

Depuis dix ans, IBM a accumulé une très longue expérience en téléphonie intégrée électronique. Pour toutes les entreprises qui vont s'équiper du système autocommutateur 1750, le téléphone va devenir un outil de communication universel. Mais aussi un outil de gestion. Même si, dans l'immédiat, ces entreprises n'utilisent qu'une partie des possibilités considérables de l'IBM 1750, leur choix pourra se révéler rapidement profitable à travers la souplesse, les performances et la fiabilité du système.

Entièrement conçu et fabriqué en France pour les entreprises, l'IBM 1750 est peu encombrant et d'un prix très compétitif compte tenu des possibilités qu'il offre.

Ses fonctions sont aussi variées qu'évolues.

Tout d'abord, il simplifie l'usage du téléphone, fait gagner du temps et facilite la vie des correspondants.

Il permet par exemple de composer des numéros abrégés ; de rappeler un correspondant extérieur sans avoir à refaire son numéro ; de téléphoner à trois ; de rappeler automatiquement un poste occupé ; d'appeler quel-

qu'un qui se déplace ; de faire suivre ses appels quand on se déplace soi-même, etc.

Il permet de faire de la collecte de données et peut aussi dialoguer avec un ordinateur ; le poste téléphonique devient alors un véritable terminal d'ordinateur. Le 1750 peut organiser des transmissions d'informations, en particulier la nuit, quand le réseau est inemployé et que les communications ont un coût étonnamment élevé.

Enfin, il peut gérer une cafétéria, un parking, des ascenseurs, une cinémathèque. Comme il peut prendre en charge le dispositif de sécurité d'un établissement. Et, par exemple, appeler tout seul les pompiers si le feu prend un bâtiment.

Si vous voulez tout savoir sur le système autocommutateur IBM 1750, envoyez votre carte professionnelle à Monsieur Meyaud, Tour Souterrain 20, avenue d'Orléans 92081 Paris La Défense Cedex 9 ou téléphonez au 776.43.43 postes 6100 - 6227 - 6680 et 6116.



IBM 1750. LA TÉLÉPHONIE PERFORMANTE N'EST PLUS UN PRIVILÈGE.

Division Ordinateurs **IBM**

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

A LA DÉFENSE

Éteignez vos tours avant de partir

Cette société d'économie mixte, créée en 1966, s'est lancée en 1973 dans la luxueuse opération immobilière du Parc royal sans aucune garantie de la Ville. Elle comptait avec le bénéfice retiré de la vente des cent trente-huit appartements construits, faire face à ses échéances. Il n'en a rien été car le marché immobilier a gagné le Marais et la situation

La rénovation du Marais

Le Conseil de Paris vient d'avancer 20 millions de francs à la SOREMA (Société d'économie mixte de restauration du Marais) pour lui permettre notamment de faire face aux échéances des divers emprunts qu'elle a contractés. (« Le Monde » du 25 avril).

La SOREMA, créée en 1966, s'est lancée en 1973 dans la luxueuse opération immobilière du Parc royal sans aucune garantie de la Ville. Elle comptait avec le bénéfice retiré de la vente des cent trente-huit appartements construits, faire face à ses échéances. Il n'en a rien été car le marché immobilier a gagné le Marais et la situation

Un luxe sur le dos des pauvres

APRÈS le scandale de La Villette, le poufre financier des Halles, pour ne parler que des affaires les plus célèbres, c'est aujourd'hui la rénovation du Marais qui provoque l'indignation des élus socialistes de Paris.

Le Marais, c'est la SOREMA, et la SOREMA, c'est une société d'économie mixte de la Ville de Paris chargée de la rénovation du secteur, et la Ville de Paris, c'est toujours la même majorité, avec, d'une part, sa politique du bâton et d'autre part, son soutien à la rénovation du Marais. Mais ce n'est pas la seule raison, et surtout elle n'est pas la seule. Elle est, en fait, le résultat d'une opération immobilière qui pousse les finances publiques, et tout particulièrement les mêmes sociétés bancaires et immobilières que l'on retrouve pratiquement dans toutes les opérations.

A l'origine, comme toujours, une réhabilitation-restauration qui se veut exemplaire dans ce site prestigieux du vieux Paris. Faire revivre les anciens hôtels, redonner à la place sa splendeur d'antan, tel est le programme noble auquel la Ville est contrainte. Si l'on pouvait d'emblée comprendre que la restauration extérieure profiterait pour le plaisir de l'art à toutes et à tous, deux questions fondamentales mériteraient réponse : pour qui les intérieurs sont-ils ? Et qui paiera ? Certes, on se complait à vanter cette rénovation, jusqu'à ce que l'évidence de l'échec désastreux du dernier programme se fasse à plus de prudence. Pour nous, socialistes, les chiffres sont là, et le bilan régalé ne laisse malheureusement aucun doute. Sur 38 000 mètres carrés d'activités commerciales et industrielles, il n'en reste plus que 19 000 mètres carrés.

Le collège d'enseignement technique prévu a été abandonné ; l'ensemble socio-culturel, annoncé lui aussi, n'a jamais vu le jour. Quant aux trois cent vingt familles qui vivaient dans le secteur, elles ont été reléguées « à l'amiable », pour peu d'entre elles dans le quartier, pour d'autres dans les établissements linéaires et dans les secteurs, ou ailleurs encore en banlieue. Ce qui vaut dire que, une fois restaurés, les logements ont été mis à la disposition d'une autre population, nécessairement chassée d'après les revenus élevés de ceux qui le composent.

Pour cette première partie de l'opération, l'ensemble des équipements sociaux, la réduction des activités et le remplacement de la

par DANIEL BENASSAYA (*)

population traditionnelle du quartier par une autre plus nantie auraient dû conduire à un E.P.R.O. (1) équilibré ne faisant pratiquement pas appel aux finances publiques, celles-ci justifiant souvent dans ce genre d'opération la réalisation d'équipements publics. Or, tous les équipements publics prévus ont été abandonnés, la rénovation du Marais ne présente plus que le caractère d'une quelconque opération immobilière. Dans le fin de l'année 1972, le bilan présenté par la SOREMA faisait état d'un déficit de 12 millions de francs, réduit à un peu plus de 7 millions de francs 1972 après que la subvention de l'Etat fut passée de 12 à 15 millions de francs.

C'est alors qu'est pensée, pour la rénovation du Parc royal sur un terrain non encore « couronné » de 7 000 mètres carrés, la SOREMA pouvait alors vendre à la Ville ce terrain pour créer un jardin communautaire, la réalisation de laquelle les associations du quartier, soit des équipements publics. Coût de l'opération : 22 millions de francs. La SOREMA pouvait aussi vendre à l'Office H.L.M., à condition que la Ville apportât la différence entre le prix de revient et le prix de vente.

Evidemment aucun de ces deux choix sociaux n'a été retenu, car il restait une troisième solution, celle de voir la SOREMA construire elle-même, intégrer le nouveau programme dans l'ensemble de l'opération du Marais, faire de gros bénéfices et couvrir ainsi le déficit de l'opération, qui s'élève en année pleine des proportions alarmantes. Les bénéfices escomptés sur la réalisation luxueuse du Parc royal étaient estimés à 20 millions de francs.

Voilà comment la Ville et sa majorité ont voulu la rénovation du Marais, toute solution à caractère social pour privilégier une opération ségrégative.

L'affaire en paraît restée là et ne représenterait qu'un exemple supplémentaire de la politique de la majorité à l'opération du Parc royal n'aurait tourné à la catastrophe. A l'heure actuelle, sur cent logements à construire, seulement dix-neuf sont vendus, ce qui représente que 36 % de la valeur globale. Le prix moyen pratiqué au mètre carré se situe au-dessus de 10 000 F. La SOREMA n'ayant pas les moyens de faire face à ses échéances, a appelé la Ville de Paris à son secours. Cette dernière, ne pouvant ni ses responsabilités dans cette affaire, nait la Ville de Paris par la SEMA-Halles et le 27 juillet 1978 un accord de 5 millions de francs. Le 23 avril dernier, par délibération, la SOREMA,

(1) Conseil socialiste de Paris.

DANS L'ESSONNE

Levées de boudiers contre l'autoroute A-87

Le projet de construction de l'A-87, avec son lot de nuisances et ses conséquences probables sur l'environnement, continue de provoquer dans l'ensemble de la région parisienne de multiples réactions d'hostilité.

Depuis le début de l'année, celles-ci sont tout particulièrement énergiques au sud de la capitale, dans l'Essonne, puisque la déclaration d'utilité publique pour le tronçon long d'environ 15 kilomètres devant relier l'autoroute A-6 à la hauteur de Chilly-Mazarin à la R.N. 5, qui traverse Montesson, a été publiée au Journal officiel du 3 janvier 1979.

Pour les élus, les associations de riverains et celles qui se préoccupent plus généralement de la sauvegarde de l'environnement, cette décision, qui aboutirait à la destruction de réserves naturelles, reste inadmissible et l'ordre de menaces. Et d'abord, explique M. Jean Harcourt (P.S.), maire de Montesson, « parce que l'opération publique et l'étude d'impact ont été réalisées dans des conditions tout à fait insuffisantes, sans que soient pris en considération les inévitables commentaires défavorables qui furent exprimés ».

Certes, le projet de réalisation d'une voie autoroutière traversant Paris un peu au large du boulevard périphérique, particulièrement engagé, et de l'A-87, en cours de réalisation, ne date pas d'hier, mais, comme elle rappelle ARISO, pour devenir, les décisions prises, la fameuse A-87. Seulement, la loi ARISO devrait passer à travers champs, car à l'heure actuelle, les populations qui y vivent se montrent

Levées de boudiers contre l'autoroute A-87

Le projet de construction de l'A-87, avec son lot de nuisances et ses conséquences probables sur l'environnement, continue de provoquer dans l'ensemble de la région parisienne de multiples réactions d'hostilité.

Depuis le début de l'année, celles-ci sont tout particulièrement énergiques au sud de la capitale, dans l'Essonne, puisque la déclaration d'utilité publique pour le tronçon long d'environ 15 kilomètres devant relier l'autoroute A-6 à la hauteur de Chilly-Mazarin à la R.N. 5, qui traverse Montesson, a été publiée au Journal officiel du 3 janvier 1979.

Pour les élus, les associations de riverains et celles qui se préoccupent plus généralement de la sauvegarde de l'environnement, cette décision, qui aboutirait à la destruction de réserves naturelles, reste inadmissible et l'ordre de menaces. Et d'abord, explique M. Jean Harcourt (P.S.), maire de Montesson, « parce que l'opération publique et l'étude d'impact ont été réalisées dans des conditions tout à fait insuffisantes, sans que soient pris en considération les inévitables commentaires défavorables qui furent exprimés ».

Certes, le projet de réalisation d'une voie autoroutière traversant Paris un peu au large du boulevard périphérique, particulièrement engagé, et de l'A-87, en cours de réalisation, ne date pas d'hier, mais, comme elle rappelle ARISO, pour devenir, les décisions prises, la fameuse A-87. Seulement, la loi ARISO devrait passer à travers champs, car à l'heure actuelle, les populations qui y vivent se montrent

AVIS PUBLIC D'APPEL DE CANDIDATURE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA VIENNE

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT DE LA REGION « POITOU-CHARENTES »

SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE DE LA VIENNE

Le Directeur Départemental de l'Équipement de la Vienne informe les concepteurs intéressés qu'il projette de construire LE NOUVEAU SIEGE DE LA D.D.E. DE LA D.R.E. ET DU S.D.A. A POITIERS.

Sur un terrain situé rue Arthur-Ranc, au centre de la ville. Il s'agit d'un immeuble de bureaux de 6.000 m2 environ auxquels s'ajoute un parking de 200 places.

L'étude et la réalisation de cet immeuble seront effectuées selon les dispositions des décrets des 28 février et 29 juin 1973, réglementant les marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

En conséquence, un nombre limité de concepteurs, choisis tant sur un plan régional que national, seront mis en compétition selon l'ordre de ces décrets.

Les candidats ayant participé à la compétition et non retenus recevront une indemnité forfaitaire, dans la mesure où leur dossier satisfait aux conditions précisées dans le règlement de consultation.

Les candidats accompagnés de références et de photos de réalisations devront être adressées à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, 5, rue Arthur-Ranc, 86000 POITIERS, ou plus tard le 15 juin 1979, le cachet de la poste valant foi. (Mentionner sur l'enveloppe : compétition nouvelle D.D.E.).

Dans le cas de groupement de concepteurs, l'identité et les références de chaque co-contractant devront être précisées et le mandataire communément désigné.

Toutes informations générales sur le projet peut être recueillies auprès de l'organisme chargé de la programmation R.R.S.A., 53, rue Charles-Lafitte - Neully-sur-Seine - Tél. 1 67-55-96.

Face à une telle levée de bouillie, l'administration doit donc faire l'importance qu'elle accorde effectivement à la réalisation du projet. Mais, dans le même temps, les autres communes de la région parisienne concernées par la route attendent le dénouement de cette affaire.

STÉPHANE BUGAT.

● Rue de l'Armée-d'Orient. — Une rue de 18^e arrondissement vient de changer de nom : la rue de l'Orient s'appellera désormais rue de l'Armée-d'Orient. Cette initiative de la mairie de Paris est destinée à rendre hommage aux soldats de la première guerre mondiale qui ont combattu sur ces champs de bataille.

● Montmartre à son stade. — Un contre sport à Henry de Montherlant a été organisé le 16 mai dans le 18^e arrondissement, de boulevard Lannes.

● Nouvelles rues piétonnes aux Halles. — Plusieurs voies piétonnes vont être aménagées dans le secteur des Halles à Paris : rue Pierre-Lescot, entre les rues de la Connerie et Rambuteau, rue Rambuteau (entre les rues Pierre-Lescot et Montfaucon), rue Montfaucon (entre les rues Rambuteau et de la Petite-Tranchée), entre rue Innocente (entre la rue Saint-Denis et la rue Pierre-Lescot).

Les travaux ont repris du 1^{er} juin au 1^{er} septembre.

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62



Londres dit mieux?

LONDRES ALLER-RETOUR: 195 F.

Tarif excursion valable pour un séjour de 3 jours maximum. Départ de Paris en 2^e classe, avant le 30 juin et après le 31 août 1979. (Prix spéciaux au départ des gares de province).

SNCF
REDECOUVREZ LE TRAIN.

Sealink/Seaspeed

50 من الاموال

AFFAIRES

CONJONCTURE

ÉTRANGER

Nobel-Bozel cède les Peintures Duco à C.d.F.-Chimie

Les négociations engagées depuis plusieurs mois entre Nobel-Bozel et la société d'état C.d.F.-Chimie, en vue de passer sous l'égide de cette dernière les filiales Peintures Duco et Biplon (le Monde du 7 février) ont enfin abouti. Un accord a été signé le 14 mai dernier, par lequel la C.d.F.-Chimie, la majorité du capital de Duco (64 % sur les 66 % détenus).

Cette participation sera directement reprise par Biplon, qui a obtenu les concours bancaires nécessaires à l'opération. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Mais, d'après nos informations, il s'agit d'une quarantaine de millions de francs. Son produit ira grossir les fonds de réserve par Nobel-Bozel pour renforcer sa filiale Isorel (200 millions de francs en 1978) et la C.d.F.-Chimie a d'ailleurs pris la langue avec le groupe britannique (C.F.I.) en vue d'acquiescer les actions Duco (16 % du capital) en Duco (16 % du capital).

La fusion de Duco avec Biplon aura pour premier effet de porter C.d.F.-Chimie à la tête d'un rang des fabricants français de peintures avec une production de 150 millions de francs par an, un peu supérieur à un milliard de francs (près de 1 100 millions en 1978) et un chiffre d'affaires de 3 300 millions de francs (contre 2 300 millions en 1977). Pour 1978, année de plein effet pour ces chiffres, les deux entreprises ont fait état d'un résultat plus que positif de 8,5 millions de francs.

Seul intrus dans les branches peintures pour le bâtiment et « peintures industrielles » par Freitag, le groupe Biplon est cependant beaucoup plus assis sur les fabrications « grand public ». Par ses filiales, il est ainsi implanté en Belgique et en Espagne, mais également aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne. Mais sa rentabilité n'est pas toujours à désirer : en 1978, ses comptes ont fait état d'un déficit de 3 millions de francs (2 millions de déficit en 1977) malgré des ventes de 218 millions de francs) accrues de 6 %. Des dirigeants comptent beaucoup sur la S.I.I.C. constituée entre Biplon et Heile Van Cauterenberg, autre filiale peintures de C.d.F.-Chimie, spécialisée dans les peintures pour l'industrie et la marine (112 millions de chiffre d'affaires), pour tirer le groupe de ce mauvais pas.

ÉNERGIE

BELGIQUE : UN MARCHÉ NOIR DU MAZOUT

Bruxelles. — Il n'y aura pas de rationnement de l'énergie en Belgique, une rationnement de secteur de l'énergie pourrait « résoudre tous nos problèmes », a déclaré le ministre des affaires économiques à la télévision le dimanche 13 mai, dans un écho à la presse. M. Willy Claes a cependant lancé un appel au régime des sanctions bilatérales qui pourraient, sans effort, réduire leur consommation de carburant de 5 à 10 %.

Le ministre a ajouté qu'il n'y aurait pas de « dimanches sans voitures ».

Il espère que la crise du mazout, plus sévère que celle de l'énergie, et qu'il attribue à l'hiver trop rude, peut-être qu'une difficile d'approvisionnement, pourra être résolue avant l'hiver prochain. La pénurie actuelle est temporaire, a-t-il dit, précisant que même le prix de l'énergie pourrait être mieux contrôlé en Belgique que dans certains pays voisins. Les courants belges peuvent se passer parmi les plus avantageux.

Reste à savoir si les prévisions de ministre sont réalistes en ce qui concerne le marché. Les précédents événements de la consommation ont entraîné la limitation de la consommation des voitures de chauffage ont provoqué des achats intempestifs, et un a constaté à l'heure d'un marché noir du mazout. Le produit est vendu depuis vendredi 8,50 F le litre contre 6,60 F au début officiel, soit environ 27 % de plus (66 centimes français) que le prix maximal autorisé.

P. de V.

« EXPANSION MODÉRÉE, MAIS AUCUN SIGNE DE REPRISE DES INVESTISSEMENTS », estime le C.N.P.F.

« L'expansion économique se poursuit à un rythme un peu supérieur à 3 % l'an, écrit le C.N.P.F. dans son analyse mensuelle de conjoncture. Elle est due aux progrès de la consommation, tant publique que privée et des exportations. Les investissements productifs continuent de plafonner ».

Le C.N.P.F. ajoute : « L'économie française se maintient sur cette pente de croissance modérée, car aucune composante de la demande ne paraît susceptible de tirer dynamiquement le développement : les dépenses publiques ne se relancent, les achats des ménages pourrissent temporairement se stabiliser, notre commerce extérieur continue à se heurter à des difficultés accrues de compétitivité et à une hausse des prix d'importation et l'on ne perçoit encore aucun signe de reprise des investissements. Les effets de cette modération de la demande globale ne sont pas perceptibles au stade de la production, mais on observe actuellement un léger gonflement des stocks ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ N.Y.	4,3625	4,3625	4,3625	4,3625
£ S.A.	2,7125	2,7125	2,7125	2,7125
Yen (100)	368,25	368,25	368,25	368,25
DM	2,3600	2,3600	2,3600	2,3600
Fr. S.	1,1150	1,1150	1,1150	1,1150
P.F. (100)	24,2500	24,2500	24,2500	24,2500
L. (100)	5,1500	5,1500	5,1500	5,1500
S. (100)	8,5000	8,5000	8,5000	8,5000

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/18	9/18	6/18	3/18	1/18	1/24	1/36	1/48	1/72
DM	4,35/18	4,35/18	4,35/18	4,35/18	4,35/18	4,35/18	4,35/18	4,35/18	4,35/18
Fr. S.	11,15/18	11,15/18	11,15/18	11,15/18	11,15/18	11,15/18	11,15/18	11,15/18	11,15/18
P.F. (100)	24,25/18	24,25/18	24,25/18	24,25/18	24,25/18	24,25/18	24,25/18	24,25/18	24,25/18
L. (100)	5,15/18	5,15/18	5,15/18	5,15/18	5,15/18	5,15/18	5,15/18	5,15/18	5,15/18
S. (100)	8,50/18	8,50/18	8,50/18	8,50/18	8,50/18	8,50/18	8,50/18	8,50/18	8,50/18

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

A LA 1^{re} CNUCED DE MANILLE

Le tiers-monde se heurte à une résistance plus dure que prévue des nations riches

Manille (A.F.P.). — Les délégués du tiers-monde s'indignent de l'« arrogance » avec laquelle les grandes puissances occidentales ont engagé la nouvelle phase du « dialogue Nord-Sud ».

Les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon, dont les interventions ont marqué la première semaine de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) n'ont guère fait de concessions. Les représentants des pays pauvres, largement majoritaires parmi les quelque cinq mille délégués venus de cent cinquante-neuf pays dans la capitale philippine, prévoient de sévères accrochages lors des négociations « concrètes » qui débutent ce lundi 14 mai.

Les principales divergences apparaissent concernant la mise en application du « Fonds commun » de stabilisation des matières premières, le prolongement des réformes accordées commercialement du Gatt (Tokyo Round) et l'accroissement des pouvoirs de la CNUCED dans les négociations tarifaires comme dans les institutions financières mondiales.

Outre les 720 500 tonnes de céréales distribuées par la C.E.E. aux Etats membres, dont 660 000 tonnes de céréales aux pays en voie de développement au titre des aides alimentaires.

1979

UNE NOUVELLE CIGARETTE EXTRA LEGERE.



MURATTI AMBASSADOR

EXTRA MILD

B - MURATTI SONS & CO LONDON
NEW YORK

044 MG DE NICOTINE - 88 MG DE GOUDRONS

FABRIQUE PAR PHILIP MORRIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS


SICAV INDOSUEZ
 UNE GAMME DE PLACEMENTS ADAPTÉS À VOS BESOINS

ORIENTATION DES PLACEMENTS	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV	INDOSUEZ SICAV SICAV SICAV
Valeur de l'action au 8 avril 1979	330,52	188,38	280,46	305,58	278,87	183,07	186,18
Valeur de l'action au 31 décembre 1978 ou à la date de création	141,21	123,51	143,81	237,02	155,80	142,13	134,65
Dernier dividende par (crédit d'impôt comptable)	8,18	8,54	10,22	15,25	12,89	10,18	9,22
Revenus distribués (crédit d'impôt comptable) depuis le 1 ^{er} décembre 1978 ou à la date de création	37,19	45,98	83,05	112,14	51,80	50,50	52,25

(1) Sicav diffusées également par l'Union Financière de France (groupe Diffusion mobilière).

(2) Sicav permettant de bénéficier des déductions fiscales prévues par la loi « Monney ».

KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE

Malgré la lourdeur du climat économique, l'activité de la Banque s'est maintenue à un niveau satisfaisant en 1978: le bénéfice net est en augmentation de plus de 15% par rapport à l'exercice précédent.

Établie au Grand-Duché de Luxembourg, un des centres financiers les plus importants d'Europe, opérant sur les marchés de l'or et des devises, banque émettrice d'emprunts obligataires internationaux, market maker en de nombreuses euro-obligations, chef de file de syndicats bancaires, membre du Kredietbank International Group, la Kredietbank S.A. Luxembourgaise offre à ses clients un service complet d'assistance assurant une couverture optimale de leurs besoins financiers à travers le monde.

Le Rapport Annuel complet en langues française, anglaise et allemande est disponible sur demande.

Le bilan et le compte de profits et pertes détaillés sont publiés dans le Mémorial-Recueil Spécial des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg.

Bilan résumé au 31 décembre 1978 en millions de Flux			
Actif	Passif		
Disponibilités	3.069	Dépôts-banques	28.981
Avoirs en banques	29.326	Dépôts-clients	27.712
Établissements financiers	2.620	Établissements financiers non bancaires	984
Débiteurs et portefeuille-effets	20.915	Divers	4.190
Portefeuille-titres	4.714	Capital et capital emprunté	1.426
Divers	3.226	Réserves et provisions	1.653
Immobilié	1.251	Résultat	205
	65.151		65.151

43, boulevard Royal
L-Luxembourg
Tél. 47971 - Télex 3418
R.C.L. B6395



HENKEL

Une nouvelle unité industrielle pour la production de méthyldiisocyanate vient d'être mise en service à Dord, près d'Anvers, par Henkel Belgique S.A.

L'investissement s'élève à plus de 110 millions de francs français. La capacité de production de l'usine sera de 3.000 tonnes par an, dont 85 % sont destinées à l'exportation en Europe et outre-mer. Le méthyldiisocyanate est utilisé comme agent moussant et également dans de nombreux domaines.

Henkel, qui réalise son équipement chimique, compte en outre sur des collaborateurs, et a réalisé en 1978 un chiffre d'affaires de près de 400 millions de francs.

CIT-ALCATEL

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier trimestre 1979 s'est élevé à 184 millions de francs contre 178 millions de francs pour le premier trimestre 1978. Cette augmentation est liée au décalage de certains marchés.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé de CIT-Alcatel a atteint pour le même trimestre 198 millions de francs, en progression de 8 % par rapport à celui du premier trimestre 1978.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

Les actionnaires réunis en assemblée générale le 11 mai 1979 ont approuvé les comptes de l'exercice 1978 (exercice clos le 31 décembre 1978) et ont décidé de verser un dividende de 14,17 F par action (14,17 F net de 14,17 F brut de 14,17 F) à partir du 15 mai 1979. Le dividende est versé en espèces et sera payé le 15 mai 1979.

Le dividende global, compte tenu de l'impôt dû par les actionnaires, s'élève à 12,50 F par action (12,50 F net de 12,50 F brut de 12,50 F) à partir du 15 mai 1979.

Le règlement du dividende sera effectué à partir du 15 mai 1979, sur présentation des certificats nominatifs ou remis au coupon n° 36.

DUNLOP S.A.

Pour le premier trimestre de l'exercice 1979, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 283 251 000 F contre 230 421 000 F pour la période correspondante de 1978, soit une progression de + 22,9 %.

 RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Office National d'Aménagement des Parcs Zoologiques
 des Réserves Nationales et des Loisirs


ONAPARCS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé dans le cadre d'une installation d'un lot unique à l'Office National d'Aménagement des Parcs Zoologiques et des Loisirs.

UN LOT UNIQUE : a) Études relatives aux équipements, b) Construction et installation des équipements.

Le dossier relatif à cet appel d'offres pourra être retiré au Service des Marchés Municipaux des communes de ORLY (92050) (100,00 DA).

Les offres doivent être adressées sous double enveloppe cachetée, accompagnées des pièces justificatives avec la somme en espèces « NE PAS OUVRIR - LOT FISCAL ».

Le délai pour le dépôt des offres est fixé à 30 jours à compter de la publication du présent avis.

Les offres doivent parvenir à l'Office National des Parcs Zoologiques et des Loisirs - ROUTE DU KADDOUR - DRABIA ALGER.


SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE
 SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4/1/1973
 CAPITAL SOCIAL : 145 MILLIONS DE FRANCS
 SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS
 R.C. PARIS 73 B 5817

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL (en millions de francs)

	1978	1979	Variation
A.G.F. Vie	628	747	+ 18,9 %
A.G.F. I.A.R.T. (affaires directes et étrangères)	1 103	1 256	+ 13,9 %
	1 731	2 003	+ 15,7 %

Les deux sociétés A.G.F. Vie et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales de la Société centrale des A.G.F., qui a exclusivement pour objet de recevoir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le Groupe des A.G.F.

- 1 500 AGENTS GÉNÉRAUX
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX
- ET LES REPRÉSENTANTS DES A.G.F. DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.



Les actionnaires de la société FINESTEL, réunis le 10 mai 1979 en assemblée générale ordinaire, ont élu à la présidence de la société M. Michel Gaudet, ont approuvé les comptes de l'exercice 1978. Ces comptes ont été approuvés par le conseil d'administration de la société.

Le dividende s'élève à 12,50 F par action (12,50 F net de 12,50 F brut de 12,50 F) à partir du 15 mai 1979.

Le dividende global, compte tenu de l'impôt dû par les actionnaires, s'élève à 11,00 F par action (11,00 F net de 11,00 F brut de 11,00 F) à partir du 15 mai 1979.

Le règlement du dividende sera effectué à partir du 15 mai 1979, sur présentation des certificats nominatifs ou remis au coupon n° 36.

BURROUGHS

La filiale britannique de Burroughs Corporation vient d'acquiescer la première commande d'un système de traitement de données de la série B 7800.

Ce système, qui est le plus performant, est destiné à traiter des données de 2,4 millions de caractères par seconde.

Le système est destiné à être utilisé par le département de la Défense.



M. Pierre Goussard, président du conseil d'administration d'Amaz, a récemment annoncé qu'Amaz avait réalisé, en 1978, 100 millions de francs de chiffre d'affaires.

Il a souligné la récente initiative du conseil d'administration visant à assurer la participation des actionnaires aux augmentations de capital d'Amaz. Un dividende trimestriel de 0,12 F sera versé à partir du 15 mai 1979.

M. Goussard a déclaré, par ailleurs, qu'Amaz s'apprête à réaliser une année record en 1979.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier trimestre 1979 s'est élevé à 740 millions de francs, contre 700 millions de francs pour le premier trimestre 1978. Cette distinction est liée au décalage de certains marchés.

3^{EME} ANNIVERSAIRE 16 MAI

SUPER CAGNOTTE

10.000.000

سكيات الامال

LES MARCHÉS FINANCIERS

B. A. L. O.

Le numéro du 14 mai publie notamment les opérations suivantes :

- **Compagnie bancaire**. — Émission de 100 000 obligations de 1 000 francs, portant intérêt de 0,90 % et amortissables en onze ans.
- **Compagnie française pour l'exploitation du G.P.F. — Compagnie Bull**. — Émission de 120 000 obligations de 1 000 francs, portant intérêt de 0,90 %, amortissables en dix ans.
- **Magasin**. — Émission à 500 francs de 100 000 obligations convertibles en actions, portant intérêt de 0,90 %, amortissables en dix ans.
- **Compagnie française d'Éducation nationale — Banque populaire (GARDIN — B.P.)**. — Émission de 100 000 obligations de 1 000 francs, à 0,90 %, amortissables en 1930.
- **S.A. de crédit à l'industrie française**. — Émission de 100 000 actions gratuites de 100 francs en représentation de l'augmentation de capital de 100 000 francs.
- **25.000 millions de francs (une pour cinq)**.

**« LE RÔLE DU DOLLAR
DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE
IRA S'AMENUISANT »**
déclare M. Solomon
sous-secrétaire d'Etat au Trésor

Washington. — « La place que tiennent présentement le dollar dans les transactions internationales lui a été dévolue au terme d'une évolution. Cette évolution se poursuit et certains symptômes qu'on y relève laissent à penser que le rôle du dollar sera amené à subir une réduction progressive ». C'est ce qu'a déclaré M. Anthony Solomon, sous-secrétaire au Trésor pour les questions monétaires, devant un auditoire de conseillers en investissements rassemblé à l'initiative de l'hebdomadaire « National Journal ».

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 29 déc. 1978)		
	10 mai	11 mai
	—	—
Valeurs françaises ..	105,4	105,1
Valeurs étrangères ..	134,3	128,7
C= DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	90	89,3

LONDRES

Hésitant

La semaine a commencé à Londres sur une note d'hésitation. Les pétroles sont déprimés, mais les mines d'or sont soutenues.

de (ouverture) (dollars) 253 18 contre 251 30		
	CLÔTURE	CHANGES

VALEURS	11/8	14/8
Jefferies	893 ..	893 ..
British Petroleum (P) ..	11 3/4	11 5/32
Comptonde	187 ..	188 ..
De Beers	418 ..	411 ..
Imperial Chemical	397 ..	394 ..
Hispano Zinc Cor. ..	332 ...	331 ...
Loew	780 ..	781 ..
Loew	281 ..	281 ..
West. Union	32 3/4	32 3/4
West. Electric	38 3/8	38 3/8
Western Holdings	29 ...	28 13/16

(*) En Dollars U.S.
 (**) En Francs.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LA PRESERVATRICE A.I.R.D. — Bénéfices pour 1978 : 3,5 millions de francs contre 1,75 millions. Il y a ajouté 6,97 millions de profits exceptionnels contre 2,78 millions. Dividende global : 11,75 F (inchangé).

LA PRESERVATRICE-VIE — Bénéfices pour 1978 : 3,58 millions de francs contre 3,11 millions. Dividende global : 12,975 F contre 12,975 F.

RUARD. — Malgré un bon départ, la compagnie française a vu ses bénéfices 1978 n'a pas permis un retour à l'équilibre des comptes, qui se sont accablés pour l'exercice entier par une perte nette consolidée de 2,62 millions de francs contre un déficit de 1,1 million de francs l'année précédente. La distribution d'un dividende a été supprimée. Les résultats pour les premiers mois de 1978 sont encourageants.

FINANCIERE FRANCE - AFRIQUE. — Bénéfice net pour 1978 : 6,01 millions de francs contre 5,88 millions. Dividende global : 21,30 F (inchangé).

SILEC. — Bénéfice net pour 1978 : 6,31 millions de francs contre 2,93 millions. Dividende global : 50,9 F, s'appliquant à un capital augmenté par distribution gratuite (une pour quatre) contre 7,50 F.

Taux du marché monétaire

Actifs nets 7 1/4 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Rue 100 : 28 décembre 1972

4 mm	11 mm
—	—

[illegible]BOURSES REGIONALES
 Base 100; 29 dicembre 1972

... général	114,9	111,9
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
dollar (en yens) ..	11/5	14/5
	215 ..	212 50

BOURSE DE PARIS - 11 MAI - COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la largeur du déficit qui nous est imparté par l'Etat, la cote des comptes dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cote	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Cote	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Cote	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Cote	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Cote	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Précéd.
749	100	100	100	100	735	735	735	735	735	305	305	305	305	305	355	355	355	355	355	355	355	355	355	355
A.S. 5 1972	335	335	335	337	360	360	360	360	360	735	735	735	735	735	305	305	305	305	305	355	355	355	355	355
ALC 5 1972	335	335	335	337	360	360	360	360	360	735	735	735	735	735	305	305	305	305	305	355	355	355	355	355
Alfredon	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240	240	240	240	240	240	240	240	240
Alger	225	310	310	310	370	370	370	370	370	111	111	111	111	111	240	240								

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

